

Nigeria, 2 DA; Maroc, 2,50 dir.; Tunisie, 250 mt.  
 Allemagne, 1,40 DM; Autriche, 14 sch.; Belgique,  
 20 fr.; Canada, \$ 1,10; Côte-d'Ivoire, 285 F CFA;  
 Danemark, 60 skr.; Espagne, 70 pes.; E.-U., 40 c.  
 Grèce, 65 dr.; Iran, 125 rials; Grande, 70 c.  
 Italie, 2000 L.; Japon, 100 yens; Mexique, 20 c.  
 Norvège, 4,50 kr.; Pays-Bas, 1,75 g.; Portugal,  
 40 esc.; Sénégal, 250 F CFA; Suisse, 4,30 fr.  
 Suisse, 1,30 L.; E.-U., 65 cents; Yougoslavie, 38 d.

Tarif des abonnements page 25

5, RUE DES ITALIENS  
 75247 PARIS CEDEX 09  
 C.C.P. 4207-23 PARIS  
 Telex Paris 06 58572

Tél.: 246-72-23

Directeur : Jacques Fauvet

## LA DÉFENSE DU FRANC ET LES NATIONALISATIONS

# Le gouvernement ne veut pas toucher aux banques étrangères

Des « sages »  
embarrassants

Au Palais-Royal, on n'a pas  
l'habitude de se presser.

Le Conseil d'Etat a rendu le vendredi 18 septembre, son avis sur le projet de loi relatif aux nationalisations. Cet avis est généralement nuancé, est cependant opposé au projet gouvernemental à propos de la nationalisation des banques étrangères. Le Conseil d'Etat entend que celles-ci soient soumises au même régime que les banques françaises. Le gouvernement semble décidé à ne pas suivre cet avis.

Le long des débats on a vu le Conseil d'Etat à propos des nationalisations n'être pas d'accord, pas être étranger, j'oublie de remarquer dans les milieux financiers, aux difficultés que connaît le franc en fin de semaine.

C'est un avis « mitigé » que le Conseil d'Etat, réuni en assemblée plénière, jeudi 17 et vendredi 18 septembre, a rendu sur le projet de loi de nationalisation. La Haute Assemblée n'est pas soustraite en conflit ouvert avec le gouvernement, mais, en supprimant cinq petits mots dans le texte initial, elle lui pose tout compte fait un problème qui ressemble fort à la quadrature du cercle, en ce qu'il concerne le champ de la nationalisation des banques.

Certes, le gouvernement a la satisfaction de voir les conseillers approuver — à une faible majorité il est vrai — à travers l'article premier du projet, « l'économie du texte » dans son ensemble et le bien-fondé constitutionnel de la nationalisation des groupes industriels. On savait depuis déjà longtemps chez M. Le Garrec, secrétaire d'Etat chargé de l'extension du secteur public, que les articles concernant les « retrocessions » aux participations d'Etat des holdings financières Paribas et Suez posaient problème.

Depuis deux mois cette question est au centre de bien des discussions entre les cabinets ministériels. Personne n'a trouvé la solution idéale, le gouvernement s'étant en quelque sorte enfoncé dans un carcan depuis la petite phrase annonçant la rétrocession prononcée par M. Manurow dans son discours du 8 juillet devant l'Assemblée législative. On a dit, à l'éta, a donc demandé la rédaction d'un nouveau article. Seul un décret pris en 300 sein pour autoriser dans un délai d'un an la cession au secteur privé des participations industrielles qui ne concernent pas les entreprises nationales et le secteur public a été passé cette période il faudra encore lui parer des actifs de Paribas et de Suez.

Sur l'indemnisation, l'avis du Conseil d'Etat est conforme à ce qu'on attendait. Dans le texte présenté par le gouvernement, l'article 5 prévoyant une indemnisation calculée sur le moyen des cours de Bourse des trois dernières années, a été jugé constitutionnel par les conseillers.

**JEAN-MICHEL QUATREPOINT.**

(Lire la suite page 24.)

### AVANT LA NOMINATION

**OU BLI**

Les dates soutiennent la mémoire des individus et celle des peuples. Mais une date n'a pas la même résonance pour tous. Tel jour, glorieux pour l'un, est pour l'autre funeste. Il y a ceux qui se souviennent et ceux qui voudraient oublier.

19 mars 1962 : la France abolit la guerre d'Algérie.

18 septembre 1981 : les députés français abolissent la peine de mort. Il en est quelques-uns et qui rêveront d'abolir aussi la mémoire et les abominations.

**BRUNO FRAPPAT.**

## Deux votes pour une abolition

par BERTRAND LE GENDRE

L'histoire retiendra que le 18 septembre 1931, les députés français ont voté l'abolition de la peine de mort par un élan d'humanité et de fraternité. Deux socialistes seulement, MM. Gérard Houtier (Rhône-Garonne) et Frédéric Joliot (Seine-et-Oise), ont voté contre. Les députés socialistes ont voté en refusant de prendre part au vote sur l'ensemble du texte.

Le succès de M. Badinter, dont l'émotion était visible, est totale-  
« C'est loi est la mère, a dit M. Jean-Pierre Michel (P.S.) Sainte-Sabine ». Mais la victoire est due à la majorité des députés de l'opposition au sein desquels se trouvaient les socialistes associés au vote final, dont deux des six dirigés par le député de la Seine, M. Charles Luchaire (U.D.F.), qui n'ont pas voulu manquer ce rendez-vous.

(Lire la suite page 6.)

## UN ENTRETIEN AVEC M. JEAN LAURAIN

- Le 8 mai doit être une fête internationale de la liberté
- L'affaire du 19 mars reste à trancher

*pour déclarer le ministre des anciens combattants*

L'Assemblée nationale sera saisie, le mercredi 29 septembre, d'une proposition de loi tendant à modifier la loi sur la présidence de la République, tendant à faire du 8 mai un « jour férié ». On sait qu'une polémique s'était engagée, depuis 1978, entre le président chérifien et l'Etat et les socialistes algériens, qui souhaitent rendre l'Armistice de 1945 au signification historique.

— Vous vous préparez, monsieur le ministre, à soumettre à l'Assemblée nationale des propositions de loi tendant à modifier la loi du 2 mars 1965, sur l'organisation de la manifestation de l'Armistice de 1945, un 8 your torié a. En quoi le 8 mai mérié-t-il, à votre avis, d'être célébré de cet autre anniversaire, le 11 novembre, dont M. Giscard d'Estaing nous rappelle la date unique d'hommage aux victimes des différentes guerres?

— Faisons d'abord un bref rap-

camps de la mort. C'est pourquoi le 8 mai doit être considéré comme sous-jacent spécifique. On pourrait en faire une fête internationale de la liberté et de la paix, en invitant des délégations étrangères et en y associant surtout la jeunesse européenne.

**AU JOUR LE JOUR**

**OUBLI**

Les dates sont souvent le mémoire des individus et celles des nations.

19 mars 1962 : la France obtient la guerre d'Algérie.

**12 septembre 1918 :** les députés français abouissent la peine de mort. Il en est qui rêvent et qui rêveront d'aboyer aussi la mémoire et les abominations.

**BRUNO FRAPPAT.**

[illegible]

Sur l'indemnisation, l'avis du Conseil d'Etat est conforme à ce qu'on attendait. Dans le texte présenté par le gouvernement, l'article 5 prévoyait une indemnisation calculée sur la moyenne des cours de Bourse des trois dernières années, a été jugé constitutionnel par les conseillers.

**JEAN-MICHEL QUATREPOINT.**  
(Lire la suite page 24.)

ou passer outre.

**LA CONSTITUTION  
ET L'INDEMNISATION  
DES BIENS NATIONALISÉS**  
par FRANÇOIS LUCHAIRE  
1908, 24.

### AVANT LA NOMINATION D'UN DIRECTEUR

## L'architecture en chantier

M. Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement, prépare, pour le fin du mois d'octobre, une communication au conseil des ministres sur l'architecture. En attendant la nomination d'un directeur de l'architecture qui pourrait être un fonctionnaire, assiste d'un architecte, M. Quilliot a demandé à Mme Florence Contaux de redéfinir le rôle et l'organisation de l'Institut français d'architecture, créé en 1979, et qui doit ouvrir

La L'Ancêtre assure un directeur de l'École de direction. M. Joseph Belmont, qui avait fermé son agence en 1978 pour aller à l'étranger, a été nommé Remplaçant-ou-est architecte par un de ses confrères libéraux et a repris son activité. L'attribution de fonctionnaire ? Depuis le début de l'été, la question est débattue au ministère et l'Union Méditerranéenne des architectes ont été avan-

çant, notamment ceux de Gérard Charnouveau, qui a déclaré l'infirmité de Paul Chemozon, Grand Prix d'architecture de l'an dernier. Ces deux architectes ont été nommés parmi les sept « sages », placés auprès de M. Quilliot pour réfléchir à une politique de l'architecture.

**MICHELLE CHAMPENOIS.**  
(Voir la suite page 22.)

حکذا من الاحسن





## AMÉRIQUES

## Brésil

## L'Église réaffirme son rôle de défenseur de l'égalité sociale

## De notre correspondant

base sociale industrielle et économique; réforme sociale pour ramener les divisions de classes à leur sein et de la société britannique à former une communauté de valeurs. Ce programme avait pour but de réduire la demande de responsabilités des citoyens : restauration du rôle de la Grande-Bretagne dans le monde, une coopération internationale, une coopération mondiale étant souhaitée pour offrir une solution à la crise de l'industrialisation.

Il y avait maintenant six libéraux, six socialistes-démocrates, trois autres au marge du congrès de Llandudno à définir une politique commune à l'ensemble des députés libéraux et socialistes afin de transformer le socialisme d'extrême en politique officielle. Ils ne peuvent pas se le permettre. Les libéraux ont étudié des Britanniques bien que 40 % des députés libéraux ont des difficultés des conservateurs, et il y a des déclarations des travaillistes contre ceux qui souhaitent leur faire peur.

**DANIEL VERNET.**

Les dignitaires de  
celle condamné la dé

De notre correspondant

[illegible]

**iron**

**doivent être exécutés le «soir même»**

[illegible]

radio

Le responsable religieux a assuré que les manifestations aux organisations dans les rues par « hypocrites » étaient des lâchetés et qu'éventuellement, tel qu'il l'a dit, les autres groupes rompus les ont condamnées, notamment le Peykar, les Fedayin, les rétrogrades (marxistes-léninistes) et le parti démocratique kurde (P.D.K.J.), qui ont rejeté ce type de manifestations ».

[illegible]

Des cancéreux, des paillardes  
 Durs et des arions de reconnaissance  
 des Partis-Unis et do Hon-  
 tures participeroient le mois  
 de mai, les deux colonies  
 conjoints, dans la mer de Ca-  
 labres, au large des côtes hon-  
 vriennes. Des sources diploma-  
 tiques de San-Salvador et de  
 la République de l'Amérique  
 l'hypothèse, avancée depuis  
 plusieurs mois, d'un nouveau blo-

junte salvadorienne. Selon les  
 explications données à San-Sal-  
 vador, M. Duarte aurait expliqué  
 à ses interlocuteurs son désin-  
 tresse pour une solution immé-  
 diate à la crise qui afflige son pays.  
 Le Front démocratique révolu-  
 tionnaire du Salvador (FDRS),  
 branche illégale de l'opposition  
 à la junte, n'aurait pas accep-  
 té le 17 septembre l'offre for-  
 melle par M. Napoléon Duarte

engager un dialogue entre les deux camps, à l'issue des élections législatives prévues pour l'an prochain. Selon le Front, un tel dialogue est impossible tant qu'il subsistera des entraves à la tenue d'élections libres. La proposition de M. Duarte, qui avait demandé à la guérilla de déposer les armes, a été rejetée. Le Front ajoute le Front à « neutraliser l'effet provoqué par la déclaration franco-mexicaine ».

Enfin, à la suite de la rencontre à Grand-Rapids (Michigan) entre le président Reagan et le président mexicain Lopez Portillo, le Front critique de nouveau la politique des Etats-Unis, et insiste sur les positions de Washington et de Mexico sur le Salvador « se sont rapprochées ».

(U.P.I., A.F.P., Reuter.)

● **M. GAJO GARCIA** a été nommé, mardi 15 septembre, ministre de l'intérieur par le président de la République. M. Osvaldo Hurtado, en remplacement de M. Carlos Feraud, qui avait abandonné ses fonctions l'année dernière, a été nommé. M. Feraud Blum, considéré comme l'homme fort du gouvernement, avait dû répondre le semaine dernière devant le chambre des députés de la démission de son poste de directeur de la police à cause de malversations administratives dans l'achat de près de 400 000 dollars de jouets pour le dernier Noël des enfants de la police.

(A.F.P.)

Les Etats-Unis ont accepté de financer l'installation de no-

tourné vers Khrouchtchev, s'était empressé d'accepter.

Des problèmes sont intervenus vendredi 18 septembre, pour la troisième semaine consécutive à Calte, pour disperser des manifestants religieux à l'issue de la prière du vendredi à la sortie de la mosquée Ein Al Hayal, dans le quartier de Koumbah.

Les policiers en uniforme sont passés interdire lorsqu'un cinquantaine de fidèles sont

tis de la mosquée aux cris « Allahou akbar » (« Dieu grand »). Mais d'autres, en ont été attaqué par groupes de manifestants, les frappant de coups de pieds et de poings. Selon le correspondant de l'agence américaine UPI, ces policiers virent également des fouets frapper les manifestants tombés à terre et se sont servis de la carabine pour disperser

La manifestation avait apparemment pour but de protester contre la détention du célèbre prédicateur aveugle Kiehl inculpé au début du mois dans le cadre des arrestations massives contre l'opposition politique religieuse.

**LES PAYS DU FRONT DE LA FERMETÉ INVITENT LES PAYS ARABES  
A « RECONSIDÉRER » LEURS RELATIONS AVEC WASHINGTON**

e reconsidérer leurs relations avec les Etats-Unis » et à recourir à tous les moyens économiques « compris l'embargo pétrolier ».

Le communiqué indique publi-  
cité la fin des travaux préparés que les élites dirigeantes (le ministre iranien des affaires étrangères avait été invité à titre d'observateur) ont décidé d'engager des conversations avec l'U.R.S.S. « pour aboutir à un développe-  
ment qualitatif des relations entre l'U.R.S.S. et le monde arabe afin de rétablir l'équilibre des forces dans le monde ».

Le communiqué annonce la nouvelle alliance qui a placé les Etats-Unis

en confrontation directe avec le monde arabe, et fait planer un risque de conflit entre Moscou et Kashington. » « Cet accord, ajoute-t-il, le communiqué, signifie que les Etats-Unis sont désormais alliés à Israël dans sa politique d'occupation des terres arabes. »

Les participants se sont félicités du pacte anti-occidental conclu le mois dernier à Aden entre l'Ethiopie, la Libye et le Yémen du Sud, et ont rappelé qu'ils appuyaient tous les efforts visant à renverser le régime du président Sadate.

1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 2680, 26



# DIPLOMATIE

## NOMINATION D'AMBASSADEURS

### M. PHILIPPE CUVILLIER AU CAIRE

Le Journal officiel du dimanche 20 septembre publie les nominations de plusieurs ambassadeurs.

M. Philippe Cuvillier est nommé ambassadeur au Caire en remplacement de M. Jacques André, récemment nommé directeur des affaires politiques au Quai d'Orsay.

### M. BROUSTE A FREETOWN

M. Jean Brouste est nommé ambassadeur à Freetown (Sierra Leone) en remplacement de M. Victor Garin, ayant accepté l'âge de la retraite.

### M. CANTONI A LIBREVILLE

M. Robert Cantoni est nommé ambassadeur à Libreville (Gabon) en remplacement de M. Maurice Robert. La nomination à Libreville du colonel Maurice Robert, ancien officier du S.D.E., en novembre 1979, avait soulevé de nombreuses critiques, notamment de la part de M. Couvre de Marville (le Monde du 10 novembre et du 16 décembre 1979).

### M. MOLINARI A BAIRCHEN

M. René Molinari est nommé ambassadeur à Bairchen (Soudan) en remplacement de M. Polignone, ayant accepté l'âge de la retraite.

### M. TOUSSAINT A COLOMBO

M. Charles Toussaint est nommé ambassadeur à Colombo (Sri Lanka) en remplacement de M. Jacques Bourgeois, récemment nommé ambassadeur en Nouvelle-Zélande.

Le même Journal officiel publie la nomination de M. Robert Poulain, nommé ambassadeur à Freetown (Sierra Leone), en remplacement de M. Jean Brouste. Comme M. Jean Brouste, M. Poulain est également ambassadeur en République centrafricaine, à la direction d'Europe, et à la direction d'Asie-Océanie.

## LA CONFÉRENCE SUR LES PEUPLES AUTOCHTONES DÉMONTRE SURTOUT L'OCCIDENT

(De notre correspondant.)

Genève. — La reconnaissance des droits des populations indigènes à l'auto-détermination et à leur terre a été le principal thème de la conférence internationale des Organisations non gouvernementales sur les peuples autochtones, tenue sous les auspices des Nations unies, et qui s'est achevée, vendredi 18 septembre, au Palais des Nations, à Genève. Alors qu'en 1977 une première réunion avait été consacrée essentiellement aux Indiens d'Amérique, la conférence de cette année a réuni cent trente représentants indigènes d'Amérique latine, d'Australie, de Nouvelle-Zélande et du Pacifique.

JEAN-CLAUDE BURHER.

## M. MITTERAND RECEVRA LE CHANCELLIER SCHMIDT À L'ATÈNE LES 7 ET 8 OCTOBRE

Le président Mitterrand recevra le chancelier Schmidt les 7 et 8 octobre dans le salon de l'atène (Londres), a confirmé, vendredi 18 septembre, le service de presse de l'Elysée.

Le chancelier d'Allemagne fédérale avait été le premier chef de gouvernement étranger à rencontrer le nouveau président français, au moment d'une visite à Washington, à l'Elysée, le dimanche 24 mai. Les deux dirigeants s'étaient rencontrés depuis à plusieurs reprises : lors du sommet européen les 29 et 30 juin à Luxembourg, au cours du sommet franco-allemand les 12 et 13 juillet à Bonn, et lors du sommet des pays industrialisés à Ottawa, les 29 et 31 juillet 1981.

L'Allemagne fédérale va prendre une initiative en vue de relancer l'union politique européenne, a annoncé un communiqué publié vendredi 18 septembre à Bonn. Le gouvernement a autorisé le ministre des affaires étrangères, M. Genscher, à négocier avec les autres pays de la Communauté européenne une déclaration politique fondamentale sur l'union européenne. — (A.F.P.)

Le chef du gouvernement du Groenland, M. Morsfeldt, s'est prononcé, vendredi 18 septembre, devant le Parlement local, pour le retrait du territoire danois autonome de la Communauté européenne. Il a souhaité que les danois se prononcent en ce sens au référendum du 23 février prochain. — (A.F.P.)

## Le régime vietnamien de Phnom-Penh est écarté de l'Assemblée par une majorité plus forte que l'an dernier

De notre correspondante

L'Assemblée des Nations unies n'a pas, vendredi 18 septembre, écarté du tour : cent trente-quatre, autres que la Chine, les États-Unis et autres éléments réactionnaires. Dès que cette menace aura disparu, a-t-il déclaré, les groupes réactionnaires seront retirés.

New-York. — La commission des accreditations des Nations unies a examiné, pour la troisième fois la légitimité du gouvernement du régime de Phnom-Penh. Comme les années précédentes, la question a donné lieu vendredi 18 septembre à un débat à l'Assemblée entre les partisans de ce qui est désigné le régime démocratique et ceux de la République populaire vietnamienne de M. Heng Samrin. Le gouvernement de M. Pol Pot a conservé son siège à une majorité légèrement plus élevée que l'année dernière : 77 voix contre 37 (en 1980) et 34 voix (en 1979).

Les grandes manœuvres qui avaient marqué les débats précédents ont été absentes comme à la dernière fois, lorsque les troupes vietnamiennes occupaient certains pays, leurs gouvernements n'ont pas pu pour autant leur légitimité. Conserver son siège au régime démocratique, c'est une façon de protéger les droits des petits pays menacés par les appétits des grands, a conclu M. Eoh.

MM. Michael Sauter et Raul Castro, respectivement membre du bureau politique du P.C. soviétique et ministre cubain de la Défense, ont lors d'un entretien à Moscou, convenu de leur « totale identité de vues » sur les questions de politique internationale. Ils ont également convenu de leur « totale identité de vues » sur les questions de politique internationale. Ils ont également convenu de leur « totale identité de vues » sur les questions de politique internationale. — (A.F.P.)

**MISE EN VENTE AU PUBLIC**  
Au sein de l'importante collection  
d'IVOIRES et de PIERRES DURES  
SCULPTURES DE CHINE ET DU JAPON  
(IVOIRES, JADES, CORAUX, TURQUOISES, LAPIS-LAZULI,  
etc.) de haute qualité, de provenance sûre.  
Ces marchandises sont vendues avec certitude d'authenticité  
et de pureté.

**SALLE DES VENTES**  
A. de la Motte-Piquet, Paris (75) - 10, rue de Valenciennes - 551-73-07  
de VENDREDI 19 au MARCHÉ 30 SEPTEMBRE  
tous les jours de 11 à 19 heures, sauf dimanche

# LA FORTUNE (I) AVANT L'IMPÔT DES FRANÇAIS

**LE NOUVEL**

Dans ce même numéro :  
**LA RENTREE DE BRÉTECHER ET TOUJOURS REISER**

Le salaire des cadres, on connaît. Mais la fortune, c'est la partie cachée de l'iceberg financier, encore jamais taxée ni connue. Cette semaine, Le Nouvel Observateur publie le premier, le plus "riche", dossier sur l'état de la fortune des Français avant le fameux impôt.

Attendez-vous à apprendre à quelle catégorie vous appartenez : pauvre, moyenne, riche. Attendez-vous à connaître dans le détail les fortunes de Marcel Dassault, Sylvain Floirat, François Michelin, Lilian Schneider, des Peugeot, des Mérioux, des Rothschild. Découvrez le "tableau d'honneur" des plus gros contribuables, et la répartition exacte du patrimoine français.

Écoutez parler les stars de la fortune : exhibitionnistes ou discrets, ils ont quelque chose à vous apprendre.

Le numéro prochain, deuxième partie : combien l'impôt sur la fortune peut rapporter ? Combien de millions de gens il va toucher ?

Dossier dirigé par Josette Alia avec la collaboration des deux meilleurs spécialistes du patrimoine : Dominique Strass Kahn et Denis Kessler.

**Le Nouvel Observateur : amis ou ennemis, il pique.**





Le Monde

# politique

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

## La suppression de la peine de mort est approuvée par 369 voix

L'ensemble du projet recueille 363 voix contre 117

Et l'émotion vient. La gravité des visages et le chœur des applaudissements qui ont saisi l'annonce des résultats du vote sur l'abolition de la peine de mort ne laissent à cet égard aucun doute. L'Assemblée nationale française était consciente du rôle historique qu'elle venait de jouer. Cet instant est resté dans l'histoire de la nation, des années et des années de silence ou d'apathisme et faisait — presque oublier l'absence de gouvernement — un événement, sans cesse, avaient repoussé, ajourné, différé la décision de maintenir ou d'abolir la peine capitale. Cet instant marquait surtout le terme du long combat de tous les abolitionnistes et récompensait la persévérance de quelques-uns.

M. Badinter, garde des sceaux, et, à travers lui, tous ceux à qui faisait tort le châtiment suprême infligé par la société au nom de chacun de ses membres, franchissaient ainsi une

étape décisive, même si — provisoirement — le Sénat risque fort d'écarter une voie différente, le 29 septembre.

Jusqu'au bout, les partisans du maintien de la peine capitale auront essayé de s'opposer à une issue dont ils savaient pourtant qu'elle était inéluctable. Plusieurs députés de l'opposition ont ainsi proposé que certains crimes continuent d'être punis du châtiment suprême, notamment les assassinats de personnes âgées, d'enfants, d'agents de la force publique et de l'administration pénitentiaire. Toutes ces exceptions recouvraient exactement les cas où la peine de mort a été jusqu'ici appliquée. La manœuvre était transparente. Elle appelait au suffrage universel, M. Foyer (R.P.R.) proposait, lui, une procédure constitutionnelle plus insidieuse : l'abolition ne prendrait effet qu'après son adoption par un

référéndum, lui-même précédé de l'adoption d'une proposition de loi constitutionnelle votée dans des termes identiques par l'Assemblée nationale et le Sénat. Là encore, la garde des sceaux a convaincu la majorité des députés de ne pas se laisser entraîner « dans les sentiers dévils de la procédure ».

Maître que l'histoire retiendra-t-elle ? Et quels députés de l'opposition peuvent être considérés comme abolitionnistes s'ils ont pris en compte les trois cent soixante-neuf élus qui se sont prononcés pour l'adoption de l'article premier (« La peine de mort est abolie »), ou les trois cent soixante-trois qui ont accepté de suivre le gouvernement en approuvant le développement de la loi sur la peine de mort ? Les cinq députés R.P.R. (MM. Albert Maréchal, Pelt, de Prézumont et Toubon) et le député U.D.F. (M. d'Ornano) qui ont voté le principe de l'abolition, mais non

le projet, sont-ils de vrais abolitionnistes ou de faux partisans de la peine de mort ?

De même, les deux députés socialistes (MM. Jaillon et Houtreux) qui n'ont pas voté le texte du gouvernement, ont-ils commis une erreur matérielle qui a été rectifiée, comme l'assure un communiqué du groupe socialiste, ou sont-ils, en leur âme et conscience, hostiles à la suppression de la peine capitale ? Les uns et les autres ont sans doute leur intime conviction, mais une ambiguïté demeure, notamment en ce qui concerne le nombre des députés. Le projet de loi n'a été adopté que par la suppression de la guillotine : transe-est-on, traite-t-on un ?

Après le débat, dans les couloirs du Palais Bourbon, la garde des sceaux et M. Foyer (R.P.R.), émus, serrèrent des mains. L'émotion durait encore.

LAURENT ZECCHIN.

Vendredi matin, 18 septembre, l'Assemblée nationale poursuivait l'examen du projet de loi portant abolition de la peine de mort. Le Monde du 15 septembre.

M. Barrot (U.D.F., Haute-Loire) se prononce en faveur du projet gouvernemental. Il regrette néanmoins le « manichéisme » avec lequel il a été parfois présenté : « On a dit que c'était l'abolition de la peine de mort, mais on n'a pas dit que c'était l'abolition de la peine de mort ». M. Barrot estime enfin que l'abolition « est le seul moyen de lutter contre la criminalité ». M. Barrot estime enfin que l'abolition « est le seul moyen de lutter contre la criminalité ».

M. Maréchal (R.P.R., Paris) vote contre le projet, car « la peine de mort est le seul moyen de lutter contre la criminalité ». M. Maréchal estime que l'abolition « est le seul moyen de lutter contre la criminalité ».

M. Maréchal (R.P.R., Paris) vote contre le projet, car « la peine de mort est le seul moyen de lutter contre la criminalité ». M. Maréchal estime que l'abolition « est le seul moyen de lutter contre la criminalité ».

M. Maréchal (R.P.R., Paris) vote contre le projet, car « la peine de mort est le seul moyen de lutter contre la criminalité ».

M. Maréchal (R.P.R., Paris) vote contre le projet, car « la peine de mort est le seul moyen de lutter contre la criminalité ». M. Maréchal estime que l'abolition « est le seul moyen de lutter contre la criminalité ».

M. Maréchal (R.P.R., Paris) vote contre le projet, car « la peine de mort est le seul moyen de lutter contre la criminalité ». M. Maréchal estime que l'abolition « est le seul moyen de lutter contre la criminalité ».

M. Maréchal (R.P.R., Paris) vote contre le projet, car « la peine de mort est le seul moyen de lutter contre la criminalité ». M. Maréchal estime que l'abolition « est le seul moyen de lutter contre la criminalité ».

M. Maréchal (R.P.R., Paris) vote contre le projet, car « la peine de mort est le seul moyen de lutter contre la criminalité ». M. Maréchal estime que l'abolition « est le seul moyen de lutter contre la criminalité ».

Elle regrette que l'Assemblée nationale n'ait pas réglé le problème et se soit contentée de voter le projet de loi. Elle estime que l'abolition « est le seul moyen de lutter contre la criminalité ».

Elle regrette que l'Assemblée nationale n'ait pas réglé le problème et se soit contentée de voter le projet de loi. Elle estime que l'abolition « est le seul moyen de lutter contre la criminalité ».

M. Maréchal (R.P.R., Paris) vote contre le projet, car « la peine de mort est le seul moyen de lutter contre la criminalité ». M. Maréchal estime que l'abolition « est le seul moyen de lutter contre la criminalité ».

M. Maréchal (R.P.R., Paris) vote contre le projet, car « la peine de mort est le seul moyen de lutter contre la criminalité ». M. Maréchal estime que l'abolition « est le seul moyen de lutter contre la criminalité ».

M. Maréchal (R.P.R., Paris) vote contre le projet, car « la peine de mort est le seul moyen de lutter contre la criminalité ». M. Maréchal estime que l'abolition « est le seul moyen de lutter contre la criminalité ».

M. Maréchal (R.P.R., Paris) vote contre le projet, car « la peine de mort est le seul moyen de lutter contre la criminalité ». M. Maréchal estime que l'abolition « est le seul moyen de lutter contre la criminalité ».

M. Maréchal (R.P.R., Paris) vote contre le projet, car « la peine de mort est le seul moyen de lutter contre la criminalité ». M. Maréchal estime que l'abolition « est le seul moyen de lutter contre la criminalité ».

M. Maréchal (R.P.R., Paris) vote contre le projet, car « la peine de mort est le seul moyen de lutter contre la criminalité ». M. Maréchal estime que l'abolition « est le seul moyen de lutter contre la criminalité ».

M. Maréchal (R.P.R., Paris) vote contre le projet, car « la peine de mort est le seul moyen de lutter contre la criminalité ». M. Maréchal estime que l'abolition « est le seul moyen de lutter contre la criminalité ».

M. Maréchal (R.P.R., Paris) vote contre le projet, car « la peine de mort est le seul moyen de lutter contre la criminalité ». M. Maréchal estime que l'abolition « est le seul moyen de lutter contre la criminalité ».

### L'annonce d'une « politique du crime »

La relance du code pénal et du code de procédure pénale du parti à maintes reprises M. Robert Badinter, en soulignant que la loi qu'il entendait en faire une « œuvre durable », il est clair que la lumière du débat de l'Assemblée nationale que tous ceux qui ont déclaré y adhérer n'ont attendu pas la même chose.

Certains auteurs du R.P.R. ou du F.U.D., et même peut-être quelques élus socialistes, n'y voient que l'assurance dans la loi de l'abolition de la peine de mort d'une prochaine définition de l'acte de tuer, et des modalités de leur exécution. Autrement dit, ce serait compliqué d'avoir à trouver ce qu'ils jugent de nature à rassurer une opinion inquiète, et justifier ainsi vis-à-vis de leur vote du 19 septembre 1981, si en esprit d'abord cette adaptation des règles d'exécution des peines « n'est pas nécessaire » par la loi d'abolition.

Mais il est non moins clair que si la garde des sceaux, qui a fortifié l'estime qu'il lui fait, encore deux ans pour sa grande réforme du droit pénal français, a dû consentir à promettre d'en proposer aux députés, dès le printemps prochain, une première partie touchant au contrôle de l'exécution des peines, il est clair qu'il entend « avant que la loi ne soit votée » la responsabilité aux magistrats, il n'a pas pour autant renoncé à réaliser l'œuvre d'ensemble qu'il marque la loi. Si la peine de mort est abolie, la loi y voit, ce ne sera qu'après une longue consultation d'experts internationaux, de criminologues, de directeurs d'établissements pénitentiaires, de médecins de prisons, etc.

A l'évidence, l'abolition du ministre de la justice est de passer à la fin du vingtième siècle ce qui n'a pu l'être au

vingt ans plus tôt avec la réforme pénitentiaire de 1945, fondée sur des idées assez simples que l'individualisation de la peine et la réinsertion des condamnés, idées qui ont été à la lumière du débat de l'Assemblée nationale que tous ceux qui ont déclaré y adhérer n'ont attendu pas la même chose.

On se le rappelle : c'est un retour en arrière dans le débat qui vient de s'achever. De M. Guy Dupoulet (P.C.) dans son discours d'ouverture de l'abolition qu'il conclut « à l'impasse », à M. Emmanuel Maitre (U.D.F.) affirmant que le crime « n'est pas une affaire de police » et que la société y a toujours sa part directe ou indirecte de responsabilité, en passant par M. Jean-Pierre Michel (P.S.) pour qui l'abolition « n'est pas le début de la possibilité d'aménagement des condamnés », ce furent autant de proclamations montrant à M. Badinter qu'il pouvait se sentir soutenu dans son entreprise.

Mais il est clair que la relance de la loi pénale est à la fois une réflexion que doit suivre la persévérance et par des moyens humains que la justice doit assurer, et par des moyens humains que la justice doit assurer, et par des moyens humains que la justice doit assurer.

Mais il est clair que la relance de la loi pénale est à la fois une réflexion que doit suivre la persévérance et par des moyens humains que la justice doit assurer, et par des moyens humains que la justice doit assurer, et par des moyens humains que la justice doit assurer.

M. Maréchal (R.P.R., Paris) vote contre le projet, car « la peine de mort est le seul moyen de lutter contre la criminalité ». M. Maréchal estime que l'abolition « est le seul moyen de lutter contre la criminalité ».

M. Maréchal (R.P.R., Paris) vote contre le projet, car « la peine de mort est le seul moyen de lutter contre la criminalité ». M. Maréchal estime que l'abolition « est le seul moyen de lutter contre la criminalité ».

M. Maréchal (R.P.R., Paris) vote contre le projet, car « la peine de mort est le seul moyen de lutter contre la criminalité ». M. Maréchal estime que l'abolition « est le seul moyen de lutter contre la criminalité ».

M. Maréchal (R.P.R., Paris) vote contre le projet, car « la peine de mort est le seul moyen de lutter contre la criminalité ». M. Maréchal estime que l'abolition « est le seul moyen de lutter contre la criminalité ».

### Deux votes pour une abolition

(Suite de la première page.)

On compte parmi les abolitionnistes de l'opposition des militants de toujours et de nouveaux convertis auxquels il convient d'ajouter une catégorie dans laquelle on classerait MM. d'Ornano et Pelt, retraités, les socialistes. Les adversaires absolus du châtiment suprême sont MM. Foyer, de Prézumont et Toubon (R.P.R.), Bernard Séguy (U.D.F.), et Philippe Seguin (R.P.R.) qui, d'un regret, celui de n'avoir pas pu mener leurs amis de l'extrême gauche à l'extrême, ont fini par juger vainement pénétrés au nom de la sécurité.

On se le rappelle : c'est un retour en arrière dans le débat qui vient de s'achever. De M. Guy Dupoulet (P.C.) dans son discours d'ouverture de l'abolition qu'il conclut « à l'impasse », à M. Emmanuel Maitre (U.D.F.) affirmant que le crime « n'est pas une affaire de police » et que la société y a toujours sa part directe ou indirecte de responsabilité, en passant par M. Jean-Pierre Michel (P.S.) pour qui l'abolition « n'est pas le début de la possibilité d'aménagement des condamnés », ce furent autant de proclamations montrant à M. Badinter qu'il pouvait se sentir soutenu dans son entreprise.

M. Maréchal (R.P.R., Paris) vote contre le projet, car « la peine de mort est le seul moyen de lutter contre la criminalité ». M. Maréchal estime que l'abolition « est le seul moyen de lutter contre la criminalité ».

M. Maréchal (R.P.R., Paris) vote contre le projet, car « la peine de mort est le seul moyen de lutter contre la criminalité ». M. Maréchal estime que l'abolition « est le seul moyen de lutter contre la criminalité ».

M. Maréchal (R.P.R., Paris) vote contre le projet, car « la peine de mort est le seul moyen de lutter contre la criminalité ». M. Maréchal estime que l'abolition « est le seul moyen de lutter contre la criminalité ».

M. Maréchal (R.P.R., Paris) vote contre le projet, car « la peine de mort est le seul moyen de lutter contre la criminalité ». M. Maréchal estime que l'abolition « est le seul moyen de lutter contre la criminalité ».

### Le bilan de la semaine

Le bilan de la semaine est positif. L'Assemblée nationale a voté la suppression de la peine de mort. C'est une victoire importante pour les abolitionnistes.

Le bilan de la semaine est positif. L'Assemblée nationale a voté la suppression de la peine de mort. C'est une victoire importante pour les abolitionnistes.

M. Maréchal (R.P.R., Paris) vote contre le projet, car « la peine de mort est le seul moyen de lutter contre la criminalité ». M. Maréchal estime que l'abolition « est le seul moyen de lutter contre la criminalité ».

M. Maréchal (R.P.R., Paris) vote contre le projet, car « la peine de mort est le seul moyen de lutter contre la criminalité ». M. Maréchal estime que l'abolition « est le seul moyen de lutter contre la criminalité ».

M. Maréchal (R.P.R., Paris) vote contre le projet, car « la peine de mort est le seul moyen de lutter contre la criminalité ». M. Maréchal estime que l'abolition « est le seul moyen de lutter contre la criminalité ».

M. Maréchal (R.P.R., Paris) vote contre le projet, car « la peine de mort est le seul moyen de lutter contre la criminalité ». M. Maréchal estime que l'abolition « est le seul moyen de lutter contre la criminalité ».

M. Maréchal (R.P.R., Paris) vote contre le projet, car « la peine de mort est le seul moyen de lutter contre la criminalité ». M. Maréchal estime que l'abolition « est le seul moyen de lutter contre la criminalité ».

M. Maréchal (R.P.R., Paris) vote contre le projet, car « la peine de mort est le seul moyen de lutter contre la criminalité ». M. Maréchal estime que l'abolition « est le seul moyen de lutter contre la criminalité ».

contre 113

L'ANALYSE DU SCRUTIN

LE DÉBAT DE LA LOI

LE DÉBAT DE LA LOI







سكنا من الاصل

MEDICINE

Un congrès à Montpellier  
UNE MEDICINE POUR L'HOMME  
DANS SON INTEGRALITE  
(De notre correspondant)

Montpellier. — La spécialisation médicale ne risque-t-elle pas de faire oublier la pathologie de l'homme entier ? C'est la question posée par le professeur Louis Bessières, directeur de l'enseignement de médecine à Montpellier, lors d'un colloque sur la médecine globale. Le colloque, organisé par le Centre de médecine globale de Montpellier, a réuni des médecins de diverses spécialités pour discuter de la nécessité d'une médecine globale, capable de prendre en compte l'ensemble de l'homme, de ses besoins physiques, psychologiques et sociaux.

Selon un sondage de «Touss»  
UNE FORTE MAJORITE  
DE MEDICINS SOUHAITENT  
LE MAINTIEN DE L'ORDRE

Le magazine Touss, destiné aux jeunes médecins, a réalisé un sondage sur le maintien de l'ordre des médecins. Les résultats, publiés dans le numéro de septembre, montrent que 70 % des médecins interrogés souhaitent le maintien de l'ordre, tandis que 30 % souhaitent sa suppression. Cette majorité s'explique par le fait que les médecins considèrent que l'ordre leur permet de mieux exercer leur profession et de garantir la qualité des soins.

Drogue : saisies en série.

450 kilos de haschisch et 15 kilos d'opium ont été saisis, mardi 15 septembre, à Fort-Léonard (Ande), à bord d'un yacht britannique parvenu au large de l'île de la Réunion. Les services de douane de l'île ont découvert la drogue dans des sacs cachés sous le pont du yacht. Les propriétaires du yacht, un couple britannique, ont été arrêtés et les drogues ont été saisies.

FAITS ET JUGEMENTS

INCIDENTS  
LORS D'UN PROCES  
DE L'ŒUVRE FRANÇAISE  
CONTRE LA LICRA

Les partisans de M. Pierre Sidos, responsable du mouvement «Œuvre française», qui poursuivait en diffamation, vendredi 18 septembre, devant le 17<sup>e</sup> tribunal correctionnel de Paris, M. Jean-Pierre Bouché, président de la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA), ont dû quitter la salle d'audience précipitamment après que des incidents eurent éclaté à l'issue de la plaidoirie de M. Bouché.

Supplément d'information dans l'affaire Luong.

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris, le 18 septembre, un supplément d'information dans l'affaire Luong. Robert Luong, considéré comme l'un des auteurs de l'assassinat de M. Jean-Pierre Bouché, a été condamné à la prison à perpétuité. La chambre d'accusation a également condamné à la prison à perpétuité un autre coauteur de l'assassinat, M. Jacques Triaud.

SPORTS

TENNIS  
NOAH EN FINALE DU NATIONAL

Toulouse. — Le National, entrainé par le champion de France de tennis, a pris ses quartiers à Toulouse pour disputer le tournoi de tennis de la ville. Le tournoi, qui se déroule du 18 au 21 septembre, est l'un des plus importants tournois de tennis de France. Le champion en titre, Yannick Noah, est en finale contre M. Henri Leconte.

SCIENCES

Selon M. André Turcat

L'EUROPE DEVRAIT DOUBLER SES DEPENSES  
CONSECRÉES A L'ESPACE

M. André Turcat, ancien pilote d'essai de Concorde, a déclaré que l'Europe devrait doubler ses dépenses consacrées à l'espace. Il a souligné que l'espace est un domaine stratégique et que l'Europe doit investir davantage pour rester compétitive à l'échelle mondiale.

SCIENCES

Selon M. André Turcat

L'EUROPE DEVRAIT DOUBLER SES DEPENSES  
CONSECRÉES A L'ESPACE

M. André Turcat, ancien pilote d'essai de Concorde, a déclaré que l'Europe devrait doubler ses dépenses consacrées à l'espace. Il a souligné que l'espace est un domaine stratégique et que l'Europe doit investir davantage pour rester compétitive à l'échelle mondiale.

SCIENCES

Selon M. André Turcat

L'EUROPE DEVRAIT DOUBLER SES DEPENSES  
CONSECRÉES A L'ESPACE

M. André Turcat, ancien pilote d'essai de Concorde, a déclaré que l'Europe devrait doubler ses dépenses consacrées à l'espace. Il a souligné que l'espace est un domaine stratégique et que l'Europe doit investir davantage pour rester compétitive à l'échelle mondiale.

SCIENCES

Selon M. André Turcat

L'EUROPE DEVRAIT DOUBLER SES DEPENSES  
CONSECRÉES A L'ESPACE

M. André Turcat, ancien pilote d'essai de Concorde, a déclaré que l'Europe devrait doubler ses dépenses consacrées à l'espace. Il a souligné que l'espace est un domaine stratégique et que l'Europe doit investir davantage pour rester compétitive à l'échelle mondiale.

Réplique à la guerre de sécession de la W.C.T.

Dix-sept millions de dollars pour le Grand Prix 1982.

New York. — La guerre de sécession de la W.C.T. (World Championship Tennis) a pris fin. Les deux camps ont accepté une médiation et ont convenu de participer au Grand Prix 1982, qui sera doté de dix-sept millions de dollars.

Mariages

— Les familles, amies, conviendront à la fin de la cérémonie nuptiale de M. et Mme. Le mariage aura lieu à 14 heures, à la mairie de Paris. Les témoins sont M. et Mme. Le mariage sera célébré par le pasteur.

Mariages

— Les familles, amies, conviendront à la fin de la cérémonie nuptiale de M. et Mme. Le mariage aura lieu à 14 heures, à la mairie de Paris. Les témoins sont M. et Mme. Le mariage sera célébré par le pasteur.

Mariages

— Les familles, amies, conviendront à la fin de la cérémonie nuptiale de M. et Mme. Le mariage aura lieu à 14 heures, à la mairie de Paris. Les témoins sont M. et Mme. Le mariage sera célébré par le pasteur.

Mariages

— Les familles, amies, conviendront à la fin de la cérémonie nuptiale de M. et Mme. Le mariage aura lieu à 14 heures, à la mairie de Paris. Les témoins sont M. et Mme. Le mariage sera célébré par le pasteur.

Mariages

— Les familles, amies, conviendront à la fin de la cérémonie nuptiale de M. et Mme. Le mariage aura lieu à 14 heures, à la mairie de Paris. Les témoins sont M. et Mme. Le mariage sera célébré par le pasteur.

Mariages

— Les familles, amies, conviendront à la fin de la cérémonie nuptiale de M. et Mme. Le mariage aura lieu à 14 heures, à la mairie de Paris. Les témoins sont M. et Mme. Le mariage sera célébré par le pasteur.

Mariages

— Les familles, amies, conviendront à la fin de la cérémonie nuptiale de M. et Mme. Le mariage aura lieu à 14 heures, à la mairie de Paris. Les témoins sont M. et Mme. Le mariage sera célébré par le pasteur.

Mariages

— Les familles, amies, conviendront à la fin de la cérémonie nuptiale de M. et Mme. Le mariage aura lieu à 14 heures, à la mairie de Paris. Les témoins sont M. et Mme. Le mariage sera célébré par le pasteur.

Mariages

— Les familles, amies, conviendront à la fin de la cérémonie nuptiale de M. et Mme. Le mariage aura lieu à 14 heures, à la mairie de Paris. Les témoins sont M. et Mme. Le mariage sera célébré par le pasteur.

Mariages

— Les familles, amies, conviendront à la fin de la cérémonie nuptiale de M. et Mme. Le mariage aura lieu à 14 heures, à la mairie de Paris. Les témoins sont M. et Mme. Le mariage sera célébré par le pasteur.

CARNET

— On nous prie d'annoncer que M. et Mme. Le mariage aura lieu à 14 heures, à la mairie de Paris. Les témoins sont M. et Mme. Le mariage sera célébré par le pasteur.

CARNET

— On nous prie d'annoncer que M. et Mme. Le mariage aura lieu à 14 heures, à la mairie de Paris. Les témoins sont M. et Mme. Le mariage sera célébré par le pasteur.

CARNET

— On nous prie d'annoncer que M. et Mme. Le mariage aura lieu à 14 heures, à la mairie de Paris. Les témoins sont M. et Mme. Le mariage sera célébré par le pasteur.

CARNET

— On nous prie d'annoncer que M. et Mme. Le mariage aura lieu à 14 heures, à la mairie de Paris. Les témoins sont M. et Mme. Le mariage sera célébré par le pasteur.

CARNET

— On nous prie d'annoncer que M. et Mme. Le mariage aura lieu à 14 heures, à la mairie de Paris. Les témoins sont M. et Mme. Le mariage sera célébré par le pasteur.

CARNET

— On nous prie d'annoncer que M. et Mme. Le mariage aura lieu à 14 heures, à la mairie de Paris. Les témoins sont M. et Mme. Le mariage sera célébré par le pasteur.







Les nominations — VII —

## Dérangement

# Le train du siècle

Encore faudrait-il que cette volonté politique se traduise dans les meilleurs délais par des décisions concrètes et, notamment, par la détermination de moyens de financement. Il aura fallu seize ans pour réaliser cette première ligne à grande vitesse entre le premier coup de crayon et le premier parcours Paris-Lyon en deux heures (en 1983). Faudra-t-il autant de temps pour voir réaliser les autres ?...

**VILLE de MACON**  
71018 - MACON CEDEX  
Tél. (85) 38.18.90

Le Mans, à partir desquelles seraient irriguées les régions de l'Ouest et du Sud-Ouest — prioritaires pour l'aménagement du territoire dont, vous le savez, j'ai assumé la responsabilité administrative pendant trois ans — n'est pas nouvelle. La S.N.C.F. y réfléchit depuis plusieurs années, en fonction notamment des risques de saturation progressive des axes Paris-Orléans et Paris-Le Mans. Mais c'est aux pouvoirs publics qu'il appartient de prendre la décision.

(Lire la suite page 14.)

**JAMES SARAZIN.**  
(Lire la suite page 14.)





TGV

## décentralisation

Il va de soi qu'il n'appartient pas à la Société nationale de supporter seule la charge de cette politique gouvernementale. La S.N.C.F. est au service de la collectivité pour remplir les missions qui lui sont confiées : elle doit alors, le cas échéant, bénéficier des justes compensations financières induites par ces obligations afin de répondre à ses propres impératifs de gestion. Telle est l'attitude que la S.N.C.F. doit adopter à son évolution. Elle le sera, en concertation étroite avec les collectivités locales et dans la perspective d'une décentralisation accrue.

Comment le chemin de fer devra-t-il s'insérer dans la politique de régionalisation préparée par le gouvernement ? Les directions régionales que la S.N.C.F. a mises en place depuis quelques années sont l'élément naturel des nouvelles structures locales. Il leur appartient d'être en permanence à l'écoute de leurs souhaits, de leurs besoins, et de leur offrir, de façon claire et directe, une excellente connaissance des services que le chemin de fer peut rendre aux régions. Pour en revenir sur des fondations qui, au sein des directions régionales, ont été profondément renouvelées, la S.N.C.F. a été profondément placée, par son travail quotidien et étroit avec la direction régionale de la

S.N.C.F., en liaison, bien sûr, avec les élus et avec les échelons nationaux. Au régime de 1982 les anciens combattants, je vous dirai que cette politique, qui ne se limite pas au Nord - Pas-de-Calais, constitue à mon sens un excellent domaine d'application de la réforme régionale. Une collaboration étroite, un travail d'équipe, une connaissance des besoins et des moyens est la meilleure, ne peut être que bénéfique à tous. Ce n'est pas une pensée, certes, mais elle a le mérite de permettre à la S.N.C.F. d'apporter, pour les besoins du service, le matériel, et de proposer à la Société nationale les ressources humaines qu'elle ne pourrait déployer autrement.

Des services conventionnés ont par ailleurs été mis en place avec les régions. Je pense à Métrolor ou Métrotrans, pour ne citer que ces deux-là, en lien avec des ententes interdépartementales — comme dans le cas de Stasbourg, entre Saint-Basile et Lyon.

Mais, pour faire une vraie politique de dialogue et de concertation avec les collectivités, nous devons savoir quels seront nos interlocuteurs et quelles seront les compétences respectives des collectivités. Vous comprendrez donc que j'ai demandé le vote du Parlement pour vous dire avec plus de précision comment le chemin de fer s'insère dans la politique de régionalisation.

## Consommation

### plus sobre

Le chemin de fer est-il, à votre avis, consommateur ou complément des autres moyens de transport ?

La réponse technique de la S.N.C.F. — le transport par rail — fait trop souvent oublier la réalité de la situation du chemin de fer : nous sommes confrontés à un marché concurrentiel. Nos concurrents sont la route et l'autoroute, la voie d'eau, l'aviation et le transport aérien.

Les progrès techniques, les gros pontons, les trains à grande vitesse, les nouvelles lignes, sont tous des facteurs de concurrence, qui, en outre, dans les dernières années, s'est exercée dans des conditions particulièrement défavorables pour la collectivité. C'est pourquoi nous devons valoriser tous nos atouts et notamment :

une consommation énergétique beaucoup plus sobre ; une sécurité mieux assurée ; de bonnes conditions de travail et un environnement mieux respecté.

Il importe de rendre à chaque mode de transport son domaine privilégié. Le rail semble le mieux placé pour les transports de voyageurs à courte et moyenne distances, jusqu'à 600 km — ce qui est dans la ligne d'attente de la S.N.C.F. — et

Premiers voyageurs, le 27 septembre ; Comment se servir du T.G.V. ?

## RÉSERVATION

Elle est obligatoire. Elle pourra se faire de manière traditionnelle (par correspondance et par téléphone) ou grâce à un système de libre-service pour la réservation de dernière minute : des distributeurs automatiques — système RUSSDA — installés dans toutes les gares T.G.V. délivreront jusqu'à quelques semaines avant le départ des coupons de réservation dans la limite des places disponibles.

## TARIFS

En seconde comme en première classe, le prix du billet de T.G.V. est calculé sur la même base que celui du train classique. En conséquence, les tarifs réduits « famille », « couple », « jeune », seront appliqués dans les mêmes conditions que sur les autres trains.

En revanche, un supplément — environ 28 % du prix du billet — sera appliqué aux heures de pointe (le matin tôt et en fin d'après-midi).

Exemple de tarif pour Paris-Lyon, réservation obligatoire de 15 jours :

T.G.V. tarif normal : 187 F en deuxième classe ; 267 F en première classe.

T.G.V. avec supplément : 241 F en deuxième classe et 341 F en première classe.

A titre de comparaison, le prix du billet sur Air France pour le même parcours s'élève sur un vol « moyen » (selon tarifs) à 291 F, sur un vol « plein » (avec réduction) à 265 F.

## ABONNEMENTS

L'abonnement permet libre circulation pour la zone T (Paris-Lyon et région lyonnaise) ou de 1 665 F en deuxième classe, de 2 243 F en première classe sur le T.G.V.

L'abonnement pour les trains normaux (719 F en seconde classe) donne droit à demi-tarif sur le T.G.V.

Le prix de la carte d'abonnement pour six mois demi-tarif sur le T.G.V. est de 777 F en deuxième classe et de 1 077 F en première classe.

## RESTAURATION

Sous le nom de « Service 268 », elle comportera deux formules : la restauration à la place en première classe, et un bar. Les prix qui suivent s'entendent service compris.

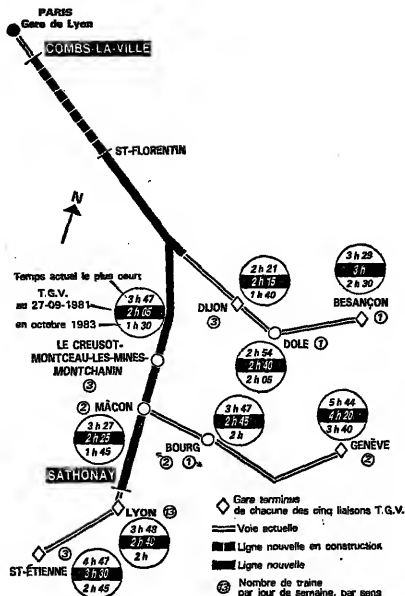
La restauration à la place en première classe, assurée dans deux voitures, propose, à un prix d'ajout de 21 F, le service d'un dîner consistant en un menu (entrée, un plat au choix, fromage, dessert et café) ou un plat de 55 F plus le vin. Le dîner sera simplifié avec la possibilité de profiter pour 6 F une entrée (salade) et un plat (grillades). On pourra également avoir le repas, uniquement un supplément, par un fromage ou un dessert.

Le bar nouvelle formule propose plusieurs assortiments de sandwiches et boissons dont notamment l'assortiment « 268 » (composé de plusieurs sandwiches) au prix d'ajout de 21 F et 27 F.

Autre nouveauté : la vente ambulante, rebaptisée « Vente dans le train », propose un coffret-repas pour 28 F ou le sandwich T.G.V. (trois pièces) à 12 F.

## LIGNE NOUVELLE

# Mode d'emploi



## DESSERTE

A compter du 27 septembre 1981, le T.G.V. dessert les gares suivantes :

En Bourgogne et Franche-Comté : Montbard, Dole, Beaune, Mâcon, Dijon, Le Creusot-Montchanin.

En région lyonnaise : Lyon (Les Brotteaux et Perrache), Saint-Etienne.

En Savoie : Grisey, Bellegarde et Bourg.

## COMPOSITION

Chaque rame de T.G.V. est composée de huit voitures : cinq voitures de deuxième classe, trois voitures de première classe. Au total, il y a cent quatre-vingt-six places assises.

Deux rames de T.G.V. pourront circuler couplées.



# Quel train prenez-vous ?

Le maître à Paris. L'interconnexion pour les retours en avion ou le samedi pour vos déplacements d'affaires et vacances ?

A Atlanta, les Américains se déplacent avec MARTA, premier métro à avoir franchi l'Atlantique !

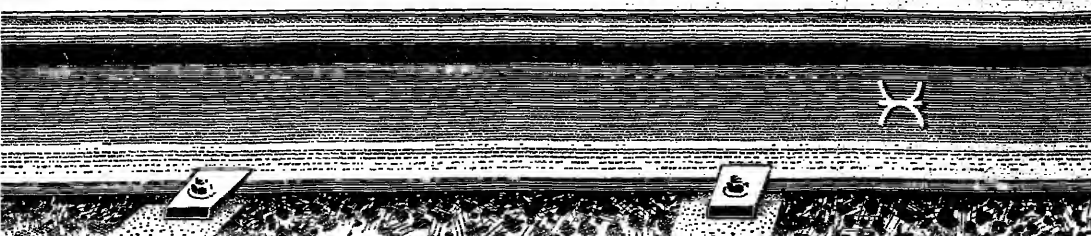
Nos productions :  
Voitures voyageurs (série) • Métro Parisien (MF 77) •  
Voitures d'interconnexion SNCV • RMT (RM 78) • Métro  
d'Atlanta (Atlanta) • Wagons de type type • Bus  
voyageurs (V 32) • Bus voyageurs (V 25)

En coopération avec : Alstom • AEG • Arbel • BEM •  
JCB • CMT • De Dietrich • Gervet.

**SOFERVAL**  
Société Ferroviaire du Valenciennois  
Locataire Gérant de la Société FRANCO BELGE  
Direction Générale et Usine : 59580 BAISNES  
Téléphone : (27) 45.82.10 - Téléc : 110708 SOFERVAL

## L'ogre n'a pas tout mangé

# le TGV a choisi sa voie



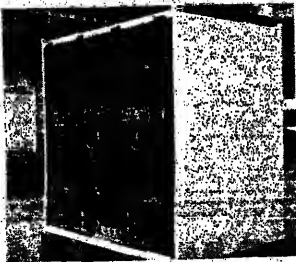
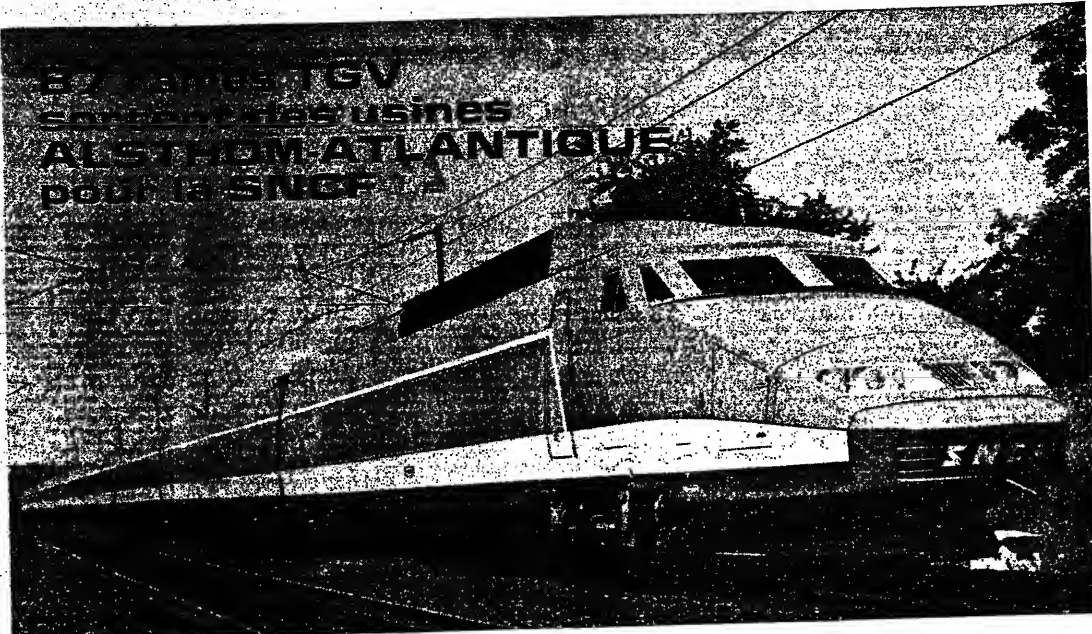






محند من الاصل

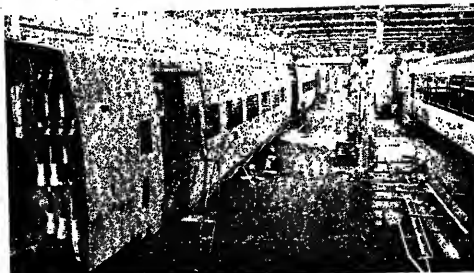
27 lignes TGV  
Sous-traitées usines  
**ALSTHOM ATLANTIQUE**  
pour le SNCF



**ALSTHOM-TARBES**  
Équipements électriques  
et moteurs de traction



**ALSTHOM-LA ROCHELLE**  
Remorques intermédiaires



Pour le développement  
des techniques de pointe...

La Division Ferroviaire  
d'ALSTHOM-ATLANTIQUE,  
une entité industrielle  
de renommée mondiale  
capable de réaliser  
une gamme complète  
de matériels ferroviaires

- locomotives
- métros
- voitures
- équipements électriques  
électroniques  
et mécaniques
- bogies
- appareillages
- signalisation
- automatismes  
ferroviaires



**ALSTHOM-BELFORT**  
Motrices et  
livraison des  
rames complètes

**ALSTHOM  
ATLANTIQUE**

matériels ferroviaires

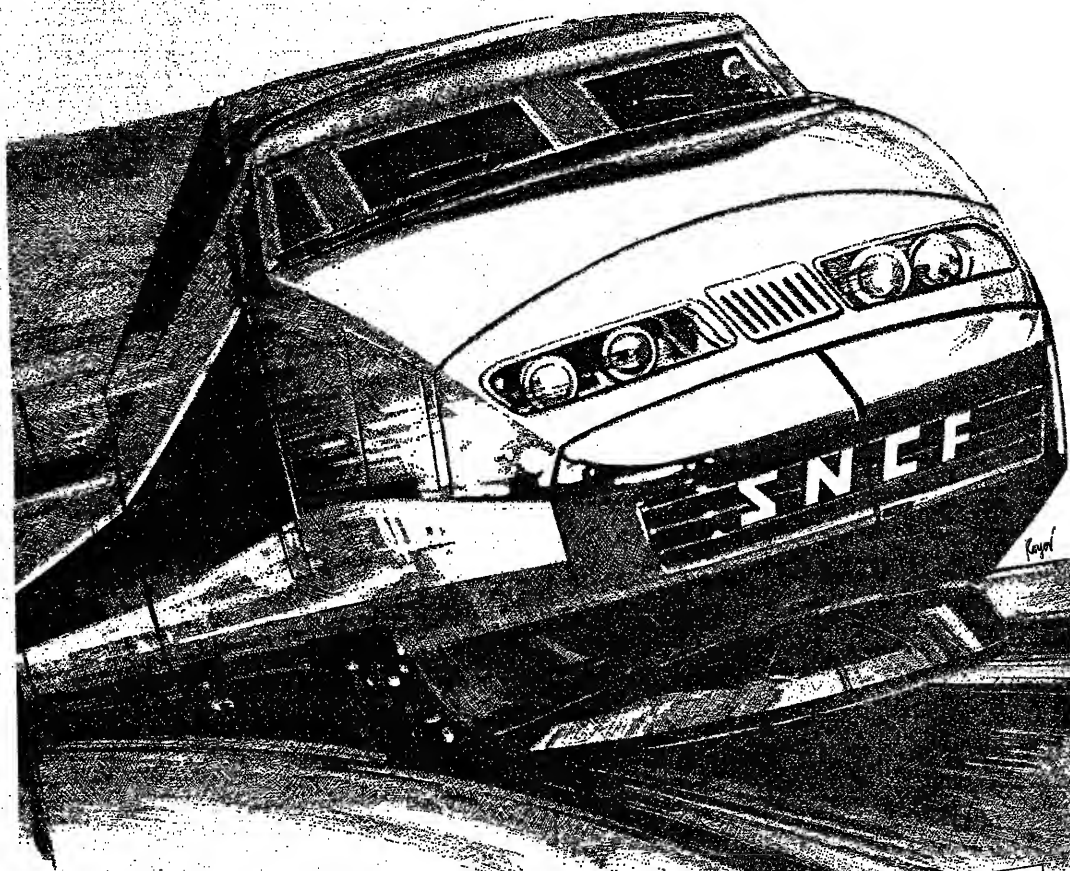
TOUR NEPTUNE - Cédex 20 - 92086 Paris-La Défense  
Tél.: 778.13.28 - Télex ALSTRA 611 207 F





مكذبا من الاجل

# la tête et les jambes, c'est Francorail.



Sans nous, le TGV ne serait pas champion du monde. Nous lui avons donné ses jambes : les bogies. Sans nous, aucun pilote ne pourrait le maîtriser. Nous lui avons donné sa tête : l'électronique de commande. Pour construire avec la SNCF des bogies aussi performants, nous avons mis

quinze ans et beaucoup de matière grise. Pendant quinze ans, nous nous sommes penchés sur les problèmes d'allègement, de résistance à la fatigue, de tenue de voie. Pour élaborer l'électronique de commande, donc doter le TGV d'influx nerveux, nous avons patiemment développé notre expérience acquise sur les grandes locomotives de la SNCF. Sur rail, la France demeure en tête.

Fondé en 1972, Francorail est aujourd'hui l'un des premiers constructeurs mondiaux. ANF-Industrie, De Dietrich, Carel-Fouché, Creusot-Loire, Jeumont-Schneider, MTE : chacune des grandes sociétés ferroviaires qui constituent Francorail ont des activités complémentaires. Toutes se situent en pointe dans leur domaine. C'est ce qui montre les succès répétés de Francorail en France comme à l'étranger. Francorail en France couvre l'ensemble des activités sur pneus, Francorail couvre l'ensemble des activités ferroviaires. Francorail est un GIE régi par l'ordonnance du 23.9.1967. Son adresse : 33, quai de Dion Bouillon, 92806 Puteaux, France.

francorail

le champion du rail est Français





# TGV

**uche**[illegible]

«... à Paris, pour un «lyonnais» qui vient vendre à Paris, deux «Parisiens» vont vendre à Lyon. Pour des millions de prospecting et de négociation, les mouvements sont bien plus

**Enquête**

**auprès des industriels**

[illegible]

## La neige à petite vitesse

T.S.G.V. est en mesure de régler dans les stations le difficile problème posé par la notation hebdomadaire des chambres. Les trains de nuit arrivent, en effet, à la nuit dans les gares où les titulaires de la carte sont susceptibles de réclamer leur chambre d'hôtel ou leur studio. Généralement, ceux-ci sont encore occupés par d'autres séjours qui repartiront également dans la soirée suivante. La rencontre entre les arrivants et les autres voyageurs est donc une corvée du T.S.G.V. régulier, d'après la S.N.C.F., pas différents.

—Réunis le 10 septembre sur les bords du lac du Bourget pour étudier les éventuelles retombées du train à grande vitesse sur leur activité, les associations de touristes de la région du tourisme Savoie Dauphiné ont pu constater que celles-ci

Des l'hiver 1963-1964, une douzaine de T.G.V. seront affectés, chaque samedi, à la desserte des stations des Alpes; un moyen efficace, passent les responsables de la S.N.C.F., pour élargir les points de trafic qui se produisent certains week-ends et au cours de départs et retours de vacances de Noël, Pâques et l'été, période où la S.N.C.F. est souvent contrainte de refuser du monde.

L'orgueilleuse société nationale demande donc aux stations de se plier aux exigences de son trafic et de proposer à leur clientèle des forfaits de billets à prix réduits. Comme principal argument elle avance que son

La clientèle des sports d'hiver, notamment parisiens, qui utilise des cars-couchettes, pour être le samedi matin à l'aise les premiers jours de neige des Alpes, sans avoir eu à changer de véhicule en route, servit selon M. Roger Sauquet, vice-président de l'Union départementale des syndicats d'initiative et offices du tourisme de l'Isère, de plus de cent quarante mille personnes transportées chaque week-end pour un millier de cars. Ce trafic, « d'est à l'ouest que l'arrivé, du G.F.V. au cœur des Alpes est une nécessité », souligne M. Sauquet.

**CLAUDE FRANCELON.**

## L'architecture en chantier

[illegible]

une « création » de M. Giscard d'Estaing. L'insistance sur le caractère « officiel » des œuvres de l'État, aux yeux de certains « dura », retournerait au contraire à l'avantage de la culture. « Ça sortit. C'était un mauvais calcul. Tout le monde, à gauche, à droite, a compris que ça n'avait rien des années une politique culturelle de l'architecture, des moyens humains et financiers, et que ça était du public pour cette discipline, afin que des utilisateurs avertis puissent bénéficier de la qualité.

super-école »

Le nouveau ministre penche personnellement pour un allègement des contraintes pesant sur la grande liberté des constructeurs, comme il l'a écrit récemment aux députés de la commission de l'énergie, au risque de déçager des fonctionnaires engagés dans un travail difficile sur le terrain.

Il a également promis de s'appuyer sur le bureau du futur directeur de l'architecture concerné sur le thème de la rénovation.

Des véritables politiques de l'ar-

ment. Traumatisme par la crise économique, la profession s'attendait à une dépression, voire à un effacement de la profession. Mais, en attendant la suppression de l'ordre (reforme mais confirmée en France), les psychologues ont travaillé au maintien d'un statut, favorable au statut d'un seul ordre professionnel, le sien, celui des psychologues.

En attendant cette nouvelle bataille, les instances professionnelles ont travaillé au maintien de l'indépendance. Le conseil régional de la Haute-Saône a été le premier à déclarer son indépendance, de son côté, le reconstruisant plus

l'Université du Québec, national, régional, provincial, municipal, national, M. Alain Giliot, contesté par certains de ses proches au printemps dernier, il observe pour l'instant un silence tendu.

« Il est catalyseur d'une profession désamarrée, le président de l'Ordre des architectes du Québec confère : le temps des breuviers est révolé ; les architectes ne gaspèrent rien à se réfugier dans les commissions compétentes dans les communes, les administrations, les entreprises.

Il était question depuis quelques années de « reconfratier les Français avec l'architecture » et de « mettre des architectes partout où il y a de l'architecture ». L'Ordre a un programme est toujours à l'effiche.

MICHELLE CHAMPENOIS.

## L'examen du plan intérimaire en Poitou-Charentes

Poliers... Le Comité économique social (CES) de la région Poitou-Charentes, présidé par M. Michel Pocard, a rendu son rapport le 18 septembre, sur 21 voix pour, 1 contre et 3 abstentions, en présence de M. Jean-Louis Pignatelli, député de la région, un avis relatif à la préparation du plan intermédiaire de la région pour la période 1974-1979, qui fixe les vingt-deux lignes d'effort sur lesquelles M. Michel Pocard a questionné les responsables des administrations économiques des collectivités régionales, des départements, des communes et des établissements publics. Le rapport, présenté le 25 septembre, afin que le ministre d'Etat chargé du Plan et du Budget, M. René Monnery, puisse rendre compte au gouvernement son rapport détaillé sur ce plan intermédiaire.

Tout le monde lui a dit d'accrocher ses chaussures à la porte de son emploi, mais, pour cela — c'est le fond du problème — il faut que les chaussures marchent, ce qui implique que nos entreprises restent compétitives; et cela dépend de la politique économique que le gouvernement en la Parlement que de décider au niveau de notre économie nationale, et non pas au GES. Cette analyse est logique, et même lorsque les communes, les cantons, les régions, les pays, acquiescent de nouvelles responsabilités, c'est toujours, et avant tout, sur la base d'une politique économique cohérente, notamment des P.M.E., qu'il faudra compter si l'on veut entre-

FRANÇOIS GROSCHARD.







## ÉTRANGER

### L'Assemblée européenne s'est prononcée pour un aménagement du temps de travail

De notre envoyé spécial

Strasbourg. — Une large majorité s'est déployée à l'Assemblée européenne, le 17 septembre, pour adopter le rapport de M. Corvoisier (communiste, Italie) sur l'aménagement du temps de travail. Les libéraux, les démocrates-chrétiens et les conservateurs britanniques se sont ralliés au texte du rapporteur de la commission des affaires sociales, après l'avoir modifié sensiblement. Les socialistes et les communistes, depuis, mais résignés, l'ont également voté.

Les parlementaires ont adopté, en outre, la résolution présentée par M. Calvez (libéral, France) portant sur une politique de l'emploi.

Le texte initial de M. Corvoisier se prononçait pour une réduction du temps de travail d'un dixième, que les socialistes et les communistes voulaient renforcer en demandant la semaine de trente-cinq heures dans un délai de cinq ans. Un amendement, présenté par les libéraux, a écarté toute référence sur la diminution souhaitée. La résolution se limite à énoncer la volonté du gouvernement français et des syndicats européens d'atteindre l'objectif des trente-cinq heures hebdomadaires.

Dans les deux semaines de divergence entre les deux textes de l'Assemblée, les libéraux, les démocrates-chrétiens et les conservateurs ont obtenu gain de cause. La limitation des amendements d'apparat plus comme une nécessité. A propos de l'adoption du système de retraite (retraite flexible et préretraite), le texte prévoit que les aménagements envisagés ne peuvent se faire que « dans les limites imposées par leur coût sur les ordres disponibles devant être affectés aux investissements concrets à l'industrie, à la formation professionnelle et à la création d'emplois ». S'agissant de travail temporaire, la résolution ne fait plus référence à une réglementation et à un contrôle très strict pour les agences de recrutement.

Les recommandations du rapport Calvez, outre la réduction du chômage chez les jeunes (le Monde de 17 septembre), soulignent la nécessité d'orienter les investissements vers les régions défavorisées. Les libéraux ont fait un effort plus grand des pouvoirs publics en faveur des entreprises investissant dans des installations économiques en énergie. Il se prononce pour une approche rationnelle de l'emploi et la création d'une agence européenne chargée d'un plan de financement communautaire. Le rapport demande aux États d'adopter leur lutte contre l'immigration illégale et la crise du visa.

La trêve du vin  
L'Assemblée européenne a ce soir voté dans la nuit du 17 septembre une résolution qui sera par les démocrates-chrétiens italiens sur la crise du vin. Vouloir élargir de réduire les difficultés du marché commun du vin au seul contentieux franco-italien, se

CEE

texte souligne que « le dossier vinicole intéresse la Communauté dans son ensemble ». Ajout de demande-t-il à « x » gouvernements européens d'apporter un certain nombre d'amendements à la réglementation existante, notamment en améliorant le système de distribution au détriment des vins de mauvaise qualité et en favorisant la recherche et le développement de nouvelles opérations de promotion et l'augmentation des subventions à l'exportation.

La résolution dénonce aussi la « sanction prohibitive » perçue sur la consommation de vin dans plusieurs États membres (Royaume-Uni, Danemark, Belgique, Pays-Bas, etc.).

La résolution dénonce aussi la « sanction prohibitive » perçue sur la consommation de vin dans plusieurs États membres (Royaume-Uni, Danemark, Belgique, Pays-Bas, etc.).

La résolution dénonce aussi la « sanction prohibitive » perçue sur la consommation de vin dans plusieurs États membres (Royaume-Uni, Danemark, Belgique, Pays-Bas, etc.).

La résolution dénonce aussi la « sanction prohibitive » perçue sur la consommation de vin dans plusieurs États membres (Royaume-Uni, Danemark, Belgique, Pays-Bas, etc.).

La résolution dénonce aussi la « sanction prohibitive » perçue sur la consommation de vin dans plusieurs États membres (Royaume-Uni, Danemark, Belgique, Pays-Bas, etc.).

La résolution dénonce aussi la « sanction prohibitive » perçue sur la consommation de vin dans plusieurs États membres (Royaume-Uni, Danemark, Belgique, Pays-Bas, etc.).

La résolution dénonce aussi la « sanction prohibitive » perçue sur la consommation de vin dans plusieurs États membres (Royaume-Uni, Danemark, Belgique, Pays-Bas, etc.).

La résolution dénonce aussi la « sanction prohibitive » perçue sur la consommation de vin dans plusieurs États membres (Royaume-Uni, Danemark, Belgique, Pays-Bas, etc.).

La résolution dénonce aussi la « sanction prohibitive » perçue sur la consommation de vin dans plusieurs États membres (Royaume-Uni, Danemark, Belgique, Pays-Bas, etc.).

La résolution dénonce aussi la « sanction prohibitive » perçue sur la consommation de vin dans plusieurs États membres (Royaume-Uni, Danemark, Belgique, Pays-Bas, etc.).

La résolution dénonce aussi la « sanction prohibitive » perçue sur la consommation de vin dans plusieurs États membres (Royaume-Uni, Danemark, Belgique, Pays-Bas, etc.).

La résolution dénonce aussi la « sanction prohibitive » perçue sur la consommation de vin dans plusieurs États membres (Royaume-Uni, Danemark, Belgique, Pays-Bas, etc.).

La résolution dénonce aussi la « sanction prohibitive » perçue sur la consommation de vin dans plusieurs États membres (Royaume-Uni, Danemark, Belgique, Pays-Bas, etc.).

La résolution dénonce aussi la « sanction prohibitive » perçue sur la consommation de vin dans plusieurs États membres (Royaume-Uni, Danemark, Belgique, Pays-Bas, etc.).

La résolution dénonce aussi la « sanction prohibitive » perçue sur la consommation de vin dans plusieurs États membres (Royaume-Uni, Danemark, Belgique, Pays-Bas, etc.).

La résolution dénonce aussi la « sanction prohibitive » perçue sur la consommation de vin dans plusieurs États membres (Royaume-Uni, Danemark, Belgique, Pays-Bas, etc.).

La résolution dénonce aussi la « sanction prohibitive » perçue sur la consommation de vin dans plusieurs États membres (Royaume-Uni, Danemark, Belgique, Pays-Bas, etc.).

La résolution dénonce aussi la « sanction prohibitive » perçue sur la consommation de vin dans plusieurs États membres (Royaume-Uni, Danemark, Belgique, Pays-Bas, etc.).

La résolution dénonce aussi la « sanction prohibitive » perçue sur la consommation de vin dans plusieurs États membres (Royaume-Uni, Danemark, Belgique, Pays-Bas, etc.).

La résolution dénonce aussi la « sanction prohibitive » perçue sur la consommation de vin dans plusieurs États membres (Royaume-Uni, Danemark, Belgique, Pays-Bas, etc.).

La résolution dénonce aussi la « sanction prohibitive » perçue sur la consommation de vin dans plusieurs États membres (Royaume-Uni, Danemark, Belgique, Pays-Bas, etc.).

La résolution dénonce aussi la « sanction prohibitive » perçue sur la consommation de vin dans plusieurs États membres (Royaume-Uni, Danemark, Belgique, Pays-Bas, etc.).

La résolution dénonce aussi la « sanction prohibitive » perçue sur la consommation de vin dans plusieurs États membres (Royaume-Uni, Danemark, Belgique, Pays-Bas, etc.).

La résolution dénonce aussi la « sanction prohibitive » perçue sur la consommation de vin dans plusieurs États membres (Royaume-Uni, Danemark, Belgique, Pays-Bas, etc.).

La résolution dénonce aussi la « sanction prohibitive » perçue sur la consommation de vin dans plusieurs États membres (Royaume-Uni, Danemark, Belgique, Pays-Bas, etc.).

La résolution dénonce aussi la « sanction prohibitive » perçue sur la consommation de vin dans plusieurs États membres (Royaume-Uni, Danemark, Belgique, Pays-Bas, etc.).

La résolution dénonce aussi la « sanction prohibitive » perçue sur la consommation de vin dans plusieurs États membres (Royaume-Uni, Danemark, Belgique, Pays-Bas, etc.).

La résolution dénonce aussi la « sanction prohibitive » perçue sur la consommation de vin dans plusieurs États membres (Royaume-Uni, Danemark, Belgique, Pays-Bas, etc.).

La résolution dénonce aussi la « sanction prohibitive » perçue sur la consommation de vin dans plusieurs États membres (Royaume-Uni, Danemark, Belgique, Pays-Bas, etc.).

La résolution dénonce aussi la « sanction prohibitive » perçue sur la consommation de vin dans plusieurs États membres (Royaume-Uni, Danemark, Belgique, Pays-Bas, etc.).

La résolution dénonce aussi la « sanction prohibitive » perçue sur la consommation de vin dans plusieurs États membres (Royaume-Uni, Danemark, Belgique, Pays-Bas, etc.).

La résolution dénonce aussi la « sanction prohibitive » perçue sur la consommation de vin dans plusieurs États membres (Royaume-Uni, Danemark, Belgique, Pays-Bas, etc.).

La résolution dénonce aussi la « sanction prohibitive » perçue sur la consommation de vin dans plusieurs États membres (Royaume-Uni, Danemark, Belgique, Pays-Bas, etc.).

La résolution dénonce aussi la « sanction prohibitive » perçue sur la consommation de vin dans plusieurs États membres (Royaume-Uni, Danemark, Belgique, Pays-Bas, etc.).

La résolution dénonce aussi la « sanction prohibitive » perçue sur la consommation de vin dans plusieurs États membres (Royaume-Uni, Danemark, Belgique, Pays-Bas, etc.).

La résolution dénonce aussi la « sanction prohibitive » perçue sur la consommation de vin dans plusieurs États membres (Royaume-Uni, Danemark, Belgique, Pays-Bas, etc.).

La résolution dénonce aussi la « sanction prohibitive » perçue sur la consommation de vin dans plusieurs États membres (Royaume-Uni, Danemark, Belgique, Pays-Bas, etc.).

La résolution dénonce aussi la « sanction prohibitive » perçue sur la consommation de vin dans plusieurs États membres (Royaume-Uni, Danemark, Belgique, Pays-Bas, etc.).

La résolution dénonce aussi la « sanction prohibitive » perçue sur la consommation de vin dans plusieurs États membres (Royaume-Uni, Danemark, Belgique, Pays-Bas, etc.).

La résolution dénonce aussi la « sanction prohibitive » perçue sur la consommation de vin dans plusieurs États membres (Royaume-Uni, Danemark, Belgique, Pays-Bas, etc.).

La résolution dénonce aussi la « sanction prohibitive » perçue sur la consommation de vin dans plusieurs États membres (Royaume-Uni, Danemark, Belgique, Pays-Bas, etc.).

La résolution dénonce aussi la « sanction prohibitive » perçue sur la consommation de vin dans plusieurs États membres (Royaume-Uni, Danemark, Belgique, Pays-Bas, etc.).

La résolution dénonce aussi la « sanction prohibitive » perçue sur la consommation de vin dans plusieurs États membres (Royaume-Uni, Danemark, Belgique, Pays-Bas, etc.).

La résolution dénonce aussi la « sanction prohibitive » perçue sur la consommation de vin dans plusieurs États membres (Royaume-Uni, Danemark, Belgique, Pays-Bas, etc.).

La résolution dénonce aussi la « sanction prohibitive » perçue sur la consommation de vin dans plusieurs États membres (Royaume-Uni, Danemark, Belgique, Pays-Bas, etc.).

La résolution dénonce aussi la « sanction prohibitive » perçue sur la consommation de vin dans plusieurs États membres (Royaume-Uni, Danemark, Belgique, Pays-Bas, etc.).

La résolution dénonce aussi la « sanction prohibitive » perçue sur la consommation de vin dans plusieurs États membres (Royaume-Uni, Danemark, Belgique, Pays-Bas, etc.).

La résolution dénonce aussi la « sanction prohibitive » perçue sur la consommation de vin dans plusieurs États membres (Royaume-Uni, Danemark, Belgique, Pays-Bas, etc.).

La résolution dénonce aussi la « sanction prohibitive » perçue sur la consommation de vin dans plusieurs États membres (Royaume-Uni, Danemark, Belgique, Pays-Bas, etc.).

La résolution dénonce aussi la « sanction prohibitive » perçue sur la consommation de vin dans plusieurs États membres (Royaume-Uni, Danemark, Belgique, Pays-Bas, etc.).

La résolution dénonce aussi la « sanction prohibitive » perçue sur la consommation de vin dans plusieurs États membres (Royaume-Uni, Danemark, Belgique, Pays-Bas, etc.).

La résolution dénonce aussi la « sanction prohibitive » perçue sur la consommation de vin dans plusieurs États membres (Royaume-Uni, Danemark, Belgique, Pays-Bas, etc.).

La résolution dénonce aussi la « sanction prohibitive » perçue sur la consommation de vin dans plusieurs États membres (Royaume-Uni, Danemark, Belgique, Pays-Bas, etc.).

La résolution dénonce aussi la « sanction prohibitive » perçue sur la consommation de vin dans plusieurs États membres (Royaume-Uni, Danemark, Belgique, Pays-Bas, etc.).

La résolution dénonce aussi la « sanction prohibitive » perçue sur la consommation de vin dans plusieurs États membres (Royaume-Uni, Danemark, Belgique, Pays-Bas, etc.).

## LA SEMAINE FINANCIÈRE

### LAFARGE-COPPEE VA FUSIONNER AVEC LA SIAF AFIN DE «FRANCISER» SES ACTIVITÉS HORS INGENIERIE.

Le groupe Lafarge-Coppée et la société industrielle et agricole de la Somme (SIAF) ont décidé de proposer à leurs conseils d'administration une fusion des deux sociétés, dans laquelle les deux sociétés seraient égales. Le groupe Lafarge-Coppée, qui a été créé en 1976, est spécialisé dans la bio-industrie. Sa production est destinée à la fabrication d'acides aminés, des produits pharmaceutiques et des produits chimiques. La SIAF, créée en 1978, est spécialisée dans la production de produits chimiques et de produits pharmaceutiques. La fusion des deux sociétés permettra de créer une société plus compétitive et de développer de nouvelles activités.

Cette fusion aura pour avantage principal de simplifier l'organisation et de permettre de développer de nouvelles activités. La fusion permettra également de réduire les coûts et d'améliorer la rentabilité. La fusion sera réalisée sous la forme d'une opération de fusion-absorption. La SIAF sera absorbée par le groupe Lafarge-Coppée. La nouvelle société sera nommée « Lafarge-Coppée-SIAF ».

Dans la même semaine, cette opération permettra de développer de nouvelles activités. La fusion permettra également de réduire les coûts et d'améliorer la rentabilité. La fusion sera réalisée sous la forme d'une opération de fusion-absorption. La SIAF sera absorbée par le groupe Lafarge-Coppée. La nouvelle société sera nommée « Lafarge-Coppée-SIAF ».

Sur le plan financier, les modalités de la fusion, prévues pour décembre prochain, impliquent un échange de sept actions Lafarge-Coppée contre une action SIAF. Les nouvelles actions Lafarge-Coppée-SIAF seront émises au cours de la fusion.

Les opérations de liquidation des sociétés Lafarge-Coppée et SIAF sont en cours. Les deux sociétés ont été déclarées en liquidation le 15 septembre 1981. Les opérations de liquidation seront terminées au cours de la semaine prochaine.

Les opérations de liquidation des sociétés Lafarge-Coppée et SIAF sont en cours. Les deux sociétés ont été déclarées en liquidation le 15 septembre 1981. Les opérations de liquidation seront terminées au cours de la semaine prochaine.

Les opérations de liquidation des sociétés Lafarge-Coppée et SIAF sont en cours. Les deux sociétés ont été déclarées en liquidation le 15 septembre 1981. Les opérations de liquidation seront terminées au cours de la semaine prochaine.

Les opérations de liquidation des sociétés Lafarge-Coppée et SIAF sont en cours. Les deux sociétés ont été déclarées en liquidation le 15 septembre 1981. Les opérations de liquidation seront terminées au cours de la semaine prochaine.

Les opérations de liquidation des sociétés Lafarge-Coppée et SIAF sont en cours. Les deux sociétés ont été déclarées en liquidation le 15 septembre 1981. Les opérations de liquidation seront terminées au cours de la semaine prochaine.

Les opérations de liquidation des sociétés Lafarge-Coppée et SIAF sont en cours. Les deux sociétés ont été déclarées en liquidation le 15 septembre 1981. Les opérations de liquidation seront terminées au cours de la semaine prochaine.

Les opérations de liquidation des sociétés Lafarge-Coppée et SIAF sont en cours. Les deux sociétés ont été déclarées en liquidation le 15 septembre 1981. Les opérations de liquidation seront terminées au cours de la semaine prochaine.

Les opérations de liquidation des sociétés Lafarge-Coppée et SIAF sont en cours. Les deux sociétés ont été déclarées en liquidation le 15 septembre 1981. Les opérations de liquidation seront terminées au cours de la semaine prochaine.

Les opérations de liquidation des sociétés Lafarge-Coppée et SIAF sont en cours. Les deux sociétés ont été déclarées en liquidation le 15 septembre 1981. Les opérations de liquidation seront terminées au cours de la semaine prochaine.

Les opérations de liquidation des sociétés Lafarge-Coppée et SIAF sont en cours. Les deux sociétés ont été déclarées en liquidation le 15 septembre 1981. Les opérations de liquidation seront terminées au cours de la semaine prochaine.

### Bourses étrangères

#### NEW-YORK

##### Dévoilement

En dépit de la déception dénotée par les investisseurs, les bourses étrangères ont continué à grimper. Les investisseurs ont été attirés par les perspectives de croissance des pays émergents. Les bourses de New York, Londres et Paris ont toutes enregistré une hausse.

Les investisseurs ont été attirés par les perspectives de croissance des pays émergents. Les bourses de New York, Londres et Paris ont toutes enregistré une hausse. Les investisseurs ont été attirés par les perspectives de croissance des pays émergents. Les bourses de New York, Londres et Paris ont toutes enregistré une hausse.

#### LONDRES

##### Trois forts balais

Le 17 septembre, les bourses étrangères ont continué à grimper. Les investisseurs ont été attirés par les perspectives de croissance des pays émergents. Les bourses de New York, Londres et Paris ont toutes enregistré une hausse.

#### FRANCOFORT

##### Léger mieux

En fin de semaine, les bourses étrangères ont continué à grimper. Les investisseurs ont été attirés par les perspectives de croissance des pays émergents. Les bourses de New York, Londres et Paris ont toutes enregistré une hausse.

#### TOKYO

##### En reprise

En fin de semaine, les bourses étrangères ont continué à grimper. Les investisseurs ont été attirés par les perspectives de croissance des pays émergents. Les bourses de New York, Londres et Paris ont toutes enregistré une hausse.

#### PARIS

##### En reprise

En fin de semaine, les bourses étrangères ont continué à grimper. Les investisseurs ont été attirés par les perspectives de croissance des pays émergents. Les bourses de New York, Londres et Paris ont toutes enregistré une hausse.

#### MARCHE LIBRE DE L'OR

##### En reprise

En fin de semaine, les bourses étrangères ont continué à grimper. Les investisseurs ont été attirés par les perspectives de croissance des pays émergents. Les bourses de New York, Londres et Paris ont toutes enregistré une hausse.

#### INDICES QUOTIDIENS (base 100, 31 décembre 1980)

##### France

Ind. gén. 100, 100, 100, 100, 100.

##### Ind. gén. 100, 100, 100, 100, 100.

##### Ind. gén. 100, 100, 100, 100, 100.

##### Ind. gén. 100, 100, 100, 100, 100.

##### Ind. gén. 100, 100, 100, 100, 100.

##### Ind. gén. 100, 100, 100, 100, 100.

##### Ind. gén. 100, 100, 100, 100, 100.

## BOURSE DE PARIS

SEMAINE DU 14 AU 18 SEPTEMBRE

### A l'écoute des monnaies

RIEN n'a pu décider la Bourse de Paris cette semaine, à l'exception du bref sursaut intervenu jeudi. Le marché a régressé tout au long de ces cinq séances, affichant finalement un recul de 3,5 points par rapport à son niveau de début de semaine. Le marché a été influencé par les mouvements des monnaies, notamment le dollar et le yen.

Dans le même temps, le recul sensible du dollar a entraîné de sérieux troubles, entre autres, au sein de la communauté internationale. Le marché a été influencé par les mouvements des monnaies, notamment le dollar et le yen. Le marché a été influencé par les mouvements des monnaies, notamment le dollar et le yen.

Le transfert était évident dès lundi et mardi, deux séances marquées simplement par un repli sensible. Mercredi, le marché a continué à reculer. Le marché a été influencé par les mouvements des monnaies, notamment le dollar et le yen. Le marché a été influencé par les mouvements des monnaies, notamment le dollar et le yen.

Le transfert était évident dès lundi et mardi, deux séances marquées simplement par un repli sensible. Mercredi, le marché a continué à reculer. Le marché a été influencé par les mouvements des monnaies, notamment le dollar et le yen. Le marché a été influencé par les mouvements des monnaies, notamment le dollar et le yen.

Le transfert était évident dès lundi et mardi, deux séances marquées simplement par un repli sensible. Mercredi, le marché a continué à reculer. Le marché a été influencé par les mouvements des monnaies, notamment le dollar et le yen. Le marché a été influencé par les mouvements des monnaies, notamment le dollar et le yen.

Le transfert était évident dès lundi et mardi, deux séances marquées simplement par un repli sensible. Mercredi, le marché a continué à reculer. Le marché a été influencé par les mouvements des monnaies, notamment le dollar et le yen. Le marché a été influencé par les mouvements des monnaies, notamment le dollar et le yen.

Le transfert était évident dès lundi et mardi, deux séances marquées simplement par un repli sensible. Mercredi, le marché a continué à reculer. Le marché a été influencé par les mouvements des monnaies, notamment le dollar et le yen. Le marché a été influencé par les mouvements des monnaies, notamment le dollar et le yen.

Le transfert était évident dès lundi et mardi, deux séances marquées simplement par un repli sensible. Mercredi, le marché a continué à reculer. Le marché a été influencé par les mouvements des monnaies, notamment le dollar et le yen. Le marché a été influencé par les mouvements des monnaies, notamment le dollar et le yen.

#### COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE

(base 100, 31 décembre 1980)

Ind. gén. 100, 100, 100, 100, 100.

Ind. gén. 100, 100, 100, 100, 100.

Ind. gén. 100, 100, 100, 100, 100.

Ind. gén. 100, 100, 100, 100, 100.

Ind. gén. 100, 100, 100, 100, 100.

Leuromarc  
Un climat

Les matières  
Repli si

E DE PAR  
des mon

## Forte chute du dollar Ruée sur le mark

Fait intéressant : la vente de francs contre devises étrangères de Paris, les non-résidents n'ont pas eu de mal à se procurer, garantissant la stabilité du taux de conversion.

En fait, bien qu'on se montre assez sévère sur l'attitude de certains banquiers qui auraient poussé la roue, leurs clients ne se plaignent pas. Les banquiers allemands font preuve de plus d'esprit critique, estimant impensément un expert.

« Puisque le franc ne paraît dévaluer dans l'immédiat », a-t-il baissé du dollar et la banasse du franc, les investisseurs étrangers du marché trop instable pour qu'un réajustement du S.M.E. puisse faire dans le court terme, les conditions de concurrence défavorables vont être prises (voir paragraphes) : durcissement supplémentaire des règles de change pour éviter les achats de devises par anticipation et rehaussement du taux d'intérêt sur le marché monétaire.

**FRANÇOIS ENARD.**

## Les taux ont timidement baissé aux États-Unis

Sur le marché obligataire, une grande animation a régné au lendemain du lancement du grand emprunt d'Etat de 15 milliards de francs à 16,75 %. Ce dernier, on le sait, a connu un très vif succès, notamment dans le public, certaines personnes souscrivant

du premier semestre des obligations d'Etat reportant sur ces obligations un rendement de 11,10 %, qui se plaçaient à très court terme et dont la rémunération est sévèrement limitée depuis le 1<sup>er</sup> septembre.

Pour le front des émissions, le Crédit national a pris la suite, à la fin de l'année, de la Caisse à dix ans, au taux nominal de 17,50 %, avec un rendement de 11,10 %, et le Crédit national marque un recul de 0,10 % sur le précédent, à 11,00 %, au mois d'août (17,50 % en nominal).

Pour le marché secondaire, la ruée sur les emprunts à durée de court terme a été très vive. Le 1<sup>er</sup> août s'est poursuivie, toujours dans le cadre de la limitation de la rémunération des obligations d'Etat, la vente de 100 millions de francs et la baisse de leurs rendements. Ceux des émissions courtes (dont le Crédit national a émis 50 millions) ont baissé de 0,10 % à 16,80 %, tandis que le rendement des emprunts d'Etat à plus de dix ans a baissé de 0,10 % à 15,75 % (16,50 % contre 16,71 % à moins de sept ans) et que le rendement des obligations d'Etat à court terme 11,01 % selon les indices Paribas.

P. P.

PLACE	Livre	U. S. C.	Franc Français	Franc Belge	R. Mark	Franc Suisse	Florie	Unités Indiennes
London...	—	—	18,382	51,321	64,111	8,639	29,739	—
New-York	2,765	—	17,348	46,532	4,619	8,297	28,834	0,087
Bombay	8,936	9,440	—	278,7	238,36	14,673	71,32	4,716
Calcutta	8,936	9,440	—	278,7	238,36	14,673	71,32	4,716
Rangoon	3,567	3,568	35,969	—	85,578	10,271	61,632	—
Shanghai	5,671	5,672	50,173	—	85,761	8,298	17,832	—
Hankow	4,252	4,253	40,774	11,675	—	1,391	50,131	1,964
Canton	4,252	4,253	40,774	11,675	—	1,391	50,131	1,964
Yokohama	68,232	37,12	8,932	18,053	16,740	—	14,799	2,915
Manila	70,361	31,80	6,832	16,740	16,429	—	14,810	3,261
Amoy	68,232	37,12	8,932	18,053	16,740	—	14,799	2,915
Hankow	70,361	31,80	6,832	16,740	16,429	—	14,810	3,261
Shanghai	4,197	—	42,12	109,136	110,73	1,732	—	15,297
Amoy	4,197	—	42,12	109,136	110,73	1,732	—	15,297
Yokohama	2,114,70	1,164	58,126	589,04	—	5,831	458,81	—
Manila	2,114,70	1,164	58,126	589,04	—	5,831	458,81	—
Amoy	2,114,70	1,164	58,126	589,04	—	5,831	458,81	—
Yokohama	411,29	276,90	4,671	112,61	—	5,831	39,904	0,197
Manila	411,29	276,90	4,671	112,61	—	5,831	39,904	0,197
Amoy	411,29	276,90	4,671	112,61	—	5,831	39,904	0,197
Yokohama	411,29	276,90	4,671	112,61	—	5,831	39,904	0,197

A Paris, 100 jeus étaient cotés, le vendredi 18 septembre, 2,4017 F, contre 2,4913 F le vendredi 11 septembre.

# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### ÉTRANGER

- 2-3. EUROPE
  - AUTRICHE : La concertation à l'Agence - 110, par Michel Boyer.
  - 3. AMÉRIQUES
    - PROCHÉ-Orient
    - 4. AFRIQUE
    - 5. ASIE
- JAPON : Tokyo n'est pas content sur l'affaire de Sôfû pour leur force à la « menace nord-coréenne ».
5. DIPLOMATIE

### POLITIQUE

6. L'abolition de la peine de mort.
7. Le comité central du P.C.F.

### SOCIÉTÉ

8. Les dégrèvements détaxés en Thaïlande ont cessé leur grève de la fum.
9. ÉLÉVISION : L'hommage de l'UNESCO à Teilhard de Chardin.
10. ÉDUCATION
11. MÉDECINE
12. SPORTS

### CULTURE

13. MUSIQUE : Le Festival de Besençon.
14. VU : « Dérèglement », par Claude Sorroto.

### SUPPLÉMENT T.G.V.

15. Le train de la nuit : 260 voitures, 400 hommes : une catastrophe avec le président de la S.N.C.F.
- 16-17. POINT DE VUE : Les bous voyageurs du Trans-Europe-T.G.V., par Jacques Redel de Beaumarchais.
18. L'opinion de deux hommes de la région : « L'Europe », par Louis Mermoz ; « L'Est », par François Colliard.
19. Les Lyonnais font la fine bouche.
20. POINT DE VUE : « A quel rythme ? », par Alain Samachon.
21. Paris descend à l'assaut.

### EQUIPEMENT

22. AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE : L'ensemble de deux immeubles en Falles-Chorostes.

### ÉCONOMIE

- 24-25. CONJONCTURE : dont une première version de son rapport, M. Mack-Lévy dresse un bilan nuancé de l'action de précédent gouvernement.
26. ÉTRANGER
27. CREDITS, GR. NDS MARCHÉS ET CHANGE

### RADIO-TELEVISION (12) INFORMATIONS SERVICES (24-25)

- La Documentation française : « Journal officiel », « Météorologie ».
- Carnet (21) : Mots croisés (23) : Programmes spectacles (11-12) : La semaine financière (26).

### Quem Le Monde publie :

- IDÉES : la République (A. Brunsch, L. Servas-Schubert, B. Baril).
- TOUR D'HORIZON : les vents maritimes, par A. Fauriol.
- LE MONDE DE L'ÉCONOMIE : la nationalisation des banques.
- ILE-DE-FRANCE : la construction de l'Institut du monde arabe.

MATELAS • COUSSINS • PISELÉES

**TRECA ÉPÉDA SIMMONS**

EXPOSITION ET VENTE

**CAPÉLOU**

DISTRIBUTEUR

37 Av. de la République - PARIS 11  
Métro Parmentier • Parking souterrain  
Tél. 357.46.35

LIVRAISON GRATUITE DANS PARIS  
DANS TOUTE LA FRANCE

## Le budget de 1982 devrait contribuer à la mise en chantier de 410 000 logements

En 1982, le nombre des mises en chantier de logements devrait être de l'ordre de 400 000 à 410 000, dont 170 000 en P.I.A. (P.I.A. : Plan d'investissement de l'État) et 240 000 en P.I.C. (P.I.C. : Plan d'investissement de la Communauté). Ce chiffre est le résultat de la prise en compte de l'impact de la loi de finances de 1982 sur le logement, et de son impact sur le budget de l'État.

La loi de finances de 1982 prévoit une augmentation de 10 % du budget de l'État, ce qui permettra de financer une augmentation de 10 % du budget de l'État.

Le ministre de l'Équipement, M. Michel Rocard, a déclaré que le budget de 1982 permettra de financer une augmentation de 10 % du budget de l'État.

## M. LE PORS PROPOSE AUX FONCTIONNAIRES UNE AUGMENTATION DE 4,3 % AU 1<sup>er</sup> OCTOBRE

M. André Le Pors, ministre de la fonction publique, a déclaré que le budget de 1982 prévoit une augmentation de 4,3 % des traitements des fonctionnaires à partir du 1<sup>er</sup> octobre.

Le ministre a déclaré que cette augmentation est le résultat de la prise en compte de l'impact de la loi de finances de 1982 sur le budget de l'État.

Le ministre a déclaré que cette augmentation est le résultat de la prise en compte de l'impact de la loi de finances de 1982 sur le budget de l'État.

## « Le succès de la décentralisation dépendra de la répartition des compétences et des ressources »

estiment les présidents des conseils généraux

De notre entrevue spéciale

Tout d'abord, après trois jours de débats, les présidents des conseils généraux ont exprimé leur attachement à la décentralisation. Ils ont souligné l'importance de la répartition des compétences et des ressources.

Les présidents des conseils généraux ont déclaré que le succès de la décentralisation dépendra de la répartition des compétences et des ressources.

Les présidents des conseils généraux ont déclaré que le succès de la décentralisation dépendra de la répartition des compétences et des ressources.

Le numéro du « Monde » du 19 septembre 1981 a été tiré à 888 704 exemplaires.

A B C D E F G

## L'AFFAIRE DE « RADIO-RIPOSTE »

### M. Mitterrand amnistié...

Estimant que la loi d'amnistie du 4 août devrait leur être appliquée, M. Roger Lecaune, doyen des juges d'instruction à Paris, a fait bénéficier de non-lieu toutes les personnes qui avaient été inculpées dans deux affaires radiophoniques : celle de Radio-Riposte et celle de la publication par le Canard enchaîné, des feuilles d'impôts de MM. Giscard d'Estaing et Dumas. Parmi les personnes inculpées dans la première affaire figurait M. François Mitterrand et, dans la seconde, le directeur et le rédacteur en chef du « Canard enchaîné ».

L'amnistie efface les délits et les poursuites. Elle ne supprime pas les poursuites. Elle ne supprime pas les poursuites. Elle ne supprime pas les poursuites.

L'amnistie efface les délits et les poursuites. Elle ne supprime pas les poursuites. Elle ne supprime pas les poursuites.

Le 28 juillet 1978, la loi d'amnistie du 4 août 1978 a été appliquée à M. Mitterrand et à M. Giscard d'Estaing.

Le 28 juillet 1978, la loi d'amnistie du 4 août 1978 a été appliquée à M. Mitterrand et à M. Giscard d'Estaing.

Le 28 juillet 1978, la loi d'amnistie du 4 août 1978 a été appliquée à M. Mitterrand et à M. Giscard d'Estaing.

Le 28 juillet 1978, la loi d'amnistie du 4 août 1978 a été appliquée à M. Mitterrand et à M. Giscard d'Estaing.

Le 28 juillet 1978, la loi d'amnistie du 4 août 1978 a été appliquée à M. Mitterrand et à M. Giscard d'Estaing.

Le 28 juillet 1978, la loi d'amnistie du 4 août 1978 a été appliquée à M. Mitterrand et à M. Giscard d'Estaing.

Le 28 juillet 1978, la loi d'amnistie du 4 août 1978 a été appliquée à M. Mitterrand et à M. Giscard d'Estaing.

Le 28 juillet 1978, la loi d'amnistie du 4 août 1978 a été appliquée à M. Mitterrand et à M. Giscard d'Estaing.

Le 28 juillet 1978, la loi d'amnistie du 4 août 1978 a été appliquée à M. Mitterrand et à M. Giscard d'Estaing.

Le 28 juillet 1978, la loi d'amnistie du 4 août 1978 a été appliquée à M. Mitterrand et à M. Giscard d'Estaing.

Le 28 juillet 1978, la loi d'amnistie du 4 août 1978 a été appliquée à M. Mitterrand et à M. Giscard d'Estaing.

Le 28 juillet 1978, la loi d'amnistie du 4 août 1978 a été appliquée à M. Mitterrand et à M. Giscard d'Estaing.

## L'AFFAIRE DU « HAVRE-LIBRE »

### M. Robert Hersant détourne la loi

estiment les syndicats de journalistes

Les représentants de l'Union nationale des journalistes ont déclaré que M. Robert Hersant a détourné la loi sur la liberté de la presse.

Les représentants de l'Union nationale des journalistes ont déclaré que M. Robert Hersant a détourné la loi sur la liberté de la presse.

Les représentants de l'Union nationale des journalistes ont déclaré que M. Robert Hersant a détourné la loi sur la liberté de la presse.

Les représentants de l'Union nationale des journalistes ont déclaré que M. Robert Hersant a détourné la loi sur la liberté de la presse.

Les représentants de l'Union nationale des journalistes ont déclaré que M. Robert Hersant a détourné la loi sur la liberté de la presse.

Les représentants de l'Union nationale des journalistes ont déclaré que M. Robert Hersant a détourné la loi sur la liberté de la presse.

Les représentants de l'Union nationale des journalistes ont déclaré que M. Robert Hersant a détourné la loi sur la liberté de la presse.

Les représentants de l'Union nationale des journalistes ont déclaré que M. Robert Hersant a détourné la loi sur la liberté de la presse.

Les représentants de l'Union nationale des journalistes ont déclaré que M. Robert Hersant a détourné la loi sur la liberté de la presse.

Les représentants de l'Union nationale des journalistes ont déclaré que M. Robert Hersant a détourné la loi sur la liberté de la presse.

Les représentants de l'Union nationale des journalistes ont déclaré que M. Robert Hersant a détourné la loi sur la liberté de la presse.

Les représentants de l'Union nationale des journalistes ont déclaré que M. Robert Hersant a détourné la loi sur la liberté de la presse.

Les représentants de l'Union nationale des journalistes ont déclaré que M. Robert Hersant a détourné la loi sur la liberté de la presse.

Les représentants de l'Union nationale des journalistes ont déclaré que M. Robert Hersant a détourné la loi sur la liberté de la presse.

Les représentants de l'Union nationale des journalistes ont déclaré que M. Robert Hersant a détourné la loi sur la liberté de la presse.

Les représentants de l'Union nationale des journalistes ont déclaré que M. Robert Hersant a détourné la loi sur la liberté de la presse.

Les représentants de l'Union nationale des journalistes ont déclaré que M. Robert Hersant a détourné la loi sur la liberté de la presse.

Les représentants de l'Union nationale des journalistes ont déclaré que M. Robert Hersant a détourné la loi sur la liberté de la presse.

Les représentants de l'Union nationale des journalistes ont déclaré que M. Robert Hersant a détourné la loi sur la liberté de la presse.

Les représentants de l'Union nationale des journalistes ont déclaré que M. Robert Hersant a détourné la loi sur la liberté de la presse.

Les représentants de l'Union nationale des journalistes ont déclaré que M. Robert Hersant a détourné la loi sur la liberté de la presse.

Les représentants de l'Union nationale des journalistes ont déclaré que M. Robert Hersant a détourné la loi sur la liberté de la presse.

Les représentants de l'Union nationale des journalistes ont déclaré que M. Robert Hersant a détourné la loi sur la liberté de la presse.

Les représentants de l'Union nationale des journalistes ont déclaré que M. Robert Hersant a détourné la loi sur la liberté de la presse.

Les représentants de l'Union nationale des journalistes ont déclaré que M. Robert Hersant a détourné la loi sur la liberté de la presse.

Les représentants de l'Union nationale des journalistes ont déclaré que M. Robert Hersant a détourné la loi sur la liberté de la presse.

Les représentants de l'Union nationale des journalistes ont déclaré que M. Robert Hersant a détourné la loi sur la liberté de la presse.

Les représentants de l'Union nationale des journalistes ont déclaré que M. Robert Hersant a détourné la loi sur la liberté de la presse.

Les représentants de l'Union nationale des journalistes ont déclaré que M. Robert Hersant a détourné la loi sur la liberté de la presse.

Les représentants de l'Union nationale des journalistes ont déclaré que M. Robert Hersant a détourné la loi sur la liberté de la presse.

Les représentants de l'Union nationale des journalistes ont déclaré que M. Robert Hersant a détourné la loi sur la liberté de la presse.

Les représentants de l'Union nationale des journalistes ont déclaré que M. Robert Hersant a détourné la loi sur la liberté de la presse.

## En Corse

### DES MILITAIRES DU F.L.N.C. VEULENT CONTINUER LA « LUTTE ARMÉE »

(De notre correspondant.)

Bastia. — Des militaires du Front de libération national de la Corse (F.L.N.C.) ont tenu dimanche 19 septembre une conférence de presse à Bastia pour annoncer que la « lutte armée » continuera.

Bastia. — Des militaires du Front de libération national de la Corse (F.L.N.C.) ont tenu dimanche 19 septembre une conférence de presse à Bastia pour annoncer que la « lutte armée » continuera.

Bastia. — Des militaires du Front de libération national de la Corse (F.L.N.C.) ont tenu dimanche 19 septembre une conférence de presse à Bastia pour annoncer que la « lutte armée » continuera.

Bastia. — Des militaires du Front de libération national de la Corse (F.L.N.C.) ont tenu dimanche 19 septembre une conférence de presse à Bastia pour annoncer que la « lutte armée » continuera.

Bastia. — Des militaires du Front de libération national de la Corse (F.L.N.C.) ont tenu dimanche 19 septembre une conférence de presse à Bastia pour annoncer que la « lutte armée » continuera.

Bastia. — Des militaires du Front de libération national de la Corse (F.L.N.C.) ont tenu dimanche 19 septembre une conférence de presse à Bastia pour annoncer que la « lutte armée » continuera.

Bastia. — Des militaires du Front de libération national de la Corse (F.L.N.C.) ont tenu dimanche 19 septembre une conférence de presse à Bastia pour annoncer que la « lutte armée » continuera.

Bastia. — Des militaires du Front de libération national de la Corse (F.L.N.C.) ont tenu dimanche 19 septembre une conférence de presse à Bastia pour annoncer que la « lutte armée » continuera.

Bastia. — Des militaires du Front de libération national de la Corse (F.L.N.C.) ont tenu dimanche 19 septembre une conférence de presse à Bastia pour annoncer que la « lutte armée » continuera.

Bastia. — Des militaires du Front de libération national de la Corse (F.L.N.C.) ont tenu dimanche 19 septembre une conférence de presse à Bastia pour annoncer que la « lutte armée » continuera.

Bastia. — Des militaires du Front de libération national de la Corse (F.L.N.C.) ont tenu dimanche 19 septembre une conférence de presse à Bastia pour annoncer que la « lutte armée » continuera.

Bastia. — Des militaires du Front de libération national de la Corse (F.L.N.C.) ont tenu dimanche 19 septembre une conférence de presse à Bastia pour annoncer que la « lutte armée » continuera.

Bastia. — Des militaires du Front de libération national de la Corse (F.L.N.C.) ont tenu dimanche 19 septembre une conférence de presse à Bastia pour annoncer que la « lutte armée » continuera.

Bastia. — Des militaires du Front de libération national de la Corse (F.L.N.C.) ont tenu dimanche 19 septembre une conférence de presse à Bastia pour annoncer que la « lutte armée » continuera.

Bastia. — Des militaires du Front de libération national de la Corse (F.L.N.C.) ont tenu dimanche 19 septembre une conférence de presse à Bastia pour annoncer que la « lutte armée » continuera.

Bastia. — Des militaires du Front de libération national de la Corse (F.L.N.C.) ont tenu dimanche 19 septembre une conférence de presse à Bastia pour annoncer que la « lutte armée » continuera.

Bastia. — Des militaires du Front de libération national de la Corse (F.L.N.C.) ont tenu dimanche 19 septembre une conférence de presse à Bastia pour annoncer que la « lutte armée » continuera.

Bastia. — Des militaires du Front de libération national de la Corse (F.L.N.C.) ont tenu dimanche 19 septembre une conférence de presse à Bastia pour annoncer que la « lutte armée » continuera.

Bastia. — Des militaires du Front de libération national de la Corse (F.L.N.C.) ont tenu dimanche 19 septembre une conférence de presse à Bastia pour annoncer que la « lutte armée » continuera.

Bastia. — Des militaires du Front de libération national de la Corse (F.L.N.C.) ont tenu dimanche 19 septembre une conférence de presse à Bastia pour annoncer que la « lutte armée » continuera.

Bastia. — Des militaires du Front de libération national de la Corse (F.L.N.C.) ont tenu dimanche 19 septembre une conférence de presse à Bastia pour annoncer que la « lutte armée » continuera.

Bastia. — Des militaires du Front de libération national de la Corse (F.L.N.C.) ont tenu dimanche 19 septembre une conférence de presse à Bastia pour annoncer que la « lutte armée » continuera.

Bastia. — Des militaires du Front de libération national de la Corse (F.L.N.C.) ont tenu dimanche 19 septembre une conférence de presse à Bastia pour annoncer que la « lutte armée » continuera.

Bastia. — Des militaires du Front de libération national de la Corse (F.L.N.C.) ont tenu dimanche 19 septembre une conférence de presse à Bastia pour annoncer que la « lutte armée » continuera.

Bastia. — Des militaires du Front de libération national de la Corse (F.L.N.C.) ont tenu dimanche 19 septembre une conférence de presse à Bastia pour annoncer que la « lutte armée » continuera.

Bastia. — Des militaires du Front de libération national de la Corse (F.L.N.C.) ont tenu dimanche 19 septembre une conférence de presse à Bastia pour annoncer que la « lutte armée » continuera.

Bastia. — Des militaires du Front de libération national de la Corse (F.L.N.C.) ont tenu dimanche 19 septembre une conférence de presse à Bastia pour annoncer que la « lutte armée » continuera.

Bastia. — Des militaires du Front de libération national de la Corse (F.L.N.C.) ont tenu dimanche 19 septembre une conférence de presse à Bastia pour annoncer que la « lutte armée » continuera.

Bastia. — Des militaires du Front de libération national de la Corse (F.L.N.C.) ont tenu dimanche 19 septembre une conférence de presse à Bastia pour annoncer que la « lutte armée » continuera.

Bastia. — Des militaires du Front de libération national de la Corse (F.L.N.C.) ont tenu dimanche 19 septembre une conférence de presse à Bastia pour annoncer que la « lutte armée » continuera.

Bastia. — Des militaires du Front de libération national de la Corse (F.L.N.C.) ont tenu dimanche 19 septembre une conférence de presse à Bastia pour annoncer que la « lutte armée » continuera.

Bastia. — Des militaires du Front de libération national de la Corse (F.L.N.C.) ont tenu dimanche 19 septembre une conférence de presse à Bastia pour annoncer que la « lutte armée » continuera.

Bastia. — Des militaires du Front de libération national de la Corse (F.L.N.C.) ont tenu dimanche 19 septembre une conférence de presse à Bastia pour annoncer que la « lutte armée » continuera.

Bastia. — Des militaires du Front de libération national de la Corse (F.L.N.C.) ont tenu dimanche 19 septembre une conférence de presse à Bastia pour annoncer que la « lutte armée » continuera.

Bastia. — Des militaires du Front de libération national de la Corse (F.L.N.C.) ont tenu dimanche 19 septembre une conférence de presse à Bastia pour annoncer que la « lutte armée » continuera.

Bastia. — Des militaires du Front de libération national de la Corse (F.L.N.C.) ont tenu dimanche 19 septembre une conférence de presse à Bastia pour annoncer que la « lutte armée » continuera.

Bastia. — Des militaires du Front de libération national de la Corse (F.L.N.C.) ont tenu dimanche 19 septembre une conférence de presse à Bastia pour annoncer que la « lutte armée » continuera.

Bastia. — Des militaires du Front de libération national de la Corse (F.L.N.C.) ont tenu dimanche 19 septembre une conférence de presse à Bastia pour annoncer que la « lutte armée » continuera.

Bastia. — Des militaires du Front de libération national de la Corse (F.L.N.C.) ont tenu dimanche 19 septembre une conférence de presse à Bastia pour annoncer que la « lutte armée » continuera.

Bastia. — Des militaires du Front de libération national de la Corse (F.L.N.C.) ont tenu dimanche 19 septembre une conférence de presse à Bastia pour annoncer que la « lutte armée » continuera.

Bastia. — Des militaires du Front de libération national de la Corse (F.L.N.C.) ont tenu dimanche 19 septembre une conférence de presse à Bastia pour annoncer que la « lutte armée » continuera.

Bastia. — Des militaires du Front de libération national de la Corse (F.L.N.C.) ont tenu dimanche 19 septembre une conférence de presse à Bastia pour annoncer que la « lutte armée » continuera.

Bastia. — Des militaires du Front de libération national de la Corse (F.L.N.C.) ont tenu dimanche 19 septembre une conférence de presse à Bastia pour annoncer que la « lutte armée » continuera.

Bastia. — Des militaires du Front de libération national de la Corse (F.L.N.C.) ont tenu dimanche 19 septembre une conférence de presse à Bastia pour annoncer que la « lutte armée » continuera.

Bastia. — Des militaires du Front de libération national de la Corse (F.L.N.C.) ont tenu dimanche 19 septembre une conférence de presse à Bastia pour annoncer que la « lutte armée » continuera.

Bastia. — Des militaires du Front de libération national de la Corse (F.L.N.C.) ont tenu dimanche 19 septembre une conférence de presse à Bastia pour annoncer que la « lutte armée » continuera.

Bastia. — Des militaires du Front de libération national de la Corse (F.L.N.C.) ont tenu dimanche 19 septembre une conférence de presse à Bastia pour annoncer que la « lutte armée » continuera.

Bastia. — Des militaires du Front de libération national de la Corse (F.L.N.C.) ont tenu dimanche 19 septembre une conférence de presse à Bastia pour annoncer que la « lutte armée » continuera.

Bastia. — Des militaires du Front de libération national de la Corse (F.L.N.C.) ont tenu dimanche 19 septembre une conférence de presse à Bastia pour annoncer que la « lutte armée » continuera.

Bastia. — Des militaires du Front de libération national de la Corse (F.L.N.C.) ont tenu dimanche 19 septembre une conférence de presse à Bastia pour annoncer que la « lutte armée » continuera.

Bastia. — Des militaires du Front de libération national de la Corse (F.L.N.C.) ont tenu dimanche 19 septembre une conférence de presse à Bastia pour annoncer que la « lutte armée » continuera.

Bastia. — Des militaires du Front de libération national de la Corse (F.L.N.C.) ont tenu dimanche 19 septembre une conférence de presse à Bastia pour annoncer que la « lutte armée » continuera.



سكدا من الامم

## Les forcats du week-end de trois jours

PAGE VI

## L'itinéraire mythologique de Georges Dumézil

PAGE XIII

AUJOURD'HUI • Signes : jeux interdits (III) ; La vie en rose : Rénouveau-ménages à Radio-Normandie (IV) ; Croquis (V) ; Ecrans : « Vidéo hi-fi » contre cinéma ; Crible (VII) ; Télévision : la chasse aux images (VIII).

ETRANGER • Les berges basques de Californie (VIII) ; Italie : le centenaire de Pinocchio ; Bahreïn : la pyramide des immigrants (X).

DOSSIER • Les retraites en Europe (XI).

CLEFS • Histoire : la longue marche des canuts (XII) ; Langage : Paris en tous genres (XIV) ; Sciences : la Lingua franca ; Poésie : Jean-Pierre Verheggen ; Actualités (XV).

NOUVELLE • Sinistrose, par Pierre Sinése (XVI).

SUPPLÉMENT AU NUMÉRO 11397 - NE PEUT ÊTRE VENDU SÉPARÉMENT

Dimanche 20 septembre 1981

# Le Monde

DIMANCHE

## L'inceste dernier tabou ?

L'inceste se pratique encore en France, et pas seulement dans les campagnes. Il n'en reste pas moins le dernier tabou d'une société de plus en plus permissive.

ALAIN WOODROW

« *biens de « se toucher » à la maison, dit-il, on n'aurait pas à cette distance d'activité sexuelle qui ravage actuellement les adolescents en dehors du foyer.* »

Sans doute faut-il apprécier à leur juste valeur, c'est-à-dire avec les réserves nécessaires, les révélations fracassantes de ceux qui s'arrogent le titre de « sexologues » — surtout dans des articles de vulgarisation — et simplement rappeler qu'à partir du moment où l'inceste se présente comme une évidence, c'est le signe d'une décadence sociale. Comme le montre l'histoire de l'essor et du déclin des civilisations — notamment de l'Empire romain.

### Trois témoignages

Qu'en est-il de la situation en France ? Nous avons recueilli plusieurs témoignages de personnes ayant vécu des relations incestueuses, dont voici trois cas où l'inceste a été choisi, assumé

lorsque mon frère veut m'embrasser sur la bouche je suis plus que prête. On peut dire que, dès ce moment, l'inceste était consommé. Dès notre retour dans notre chambre, nous nous sommes précipités sur le lit. »

Ce qui est intéressant dans cet exemple où il s'agit de circonstances favorables pour transgresser aussitôt le tabou de l'inceste, c'est que les deux partenaires avaient dépassé la trentaine et n'avaient jamais eu de relations intimes pendant l'enfance ou l'adolescence. « Maintenant ? conclut Martine. Eh bien, mon frère et moi formons un couple d'amants classiques. Nous nous voyons une fois par semaine — toujours à l'insu de nos conjoints respectifs. »

L'inceste ici est-il conscient ou s'est-ce pas plutôt un adjuvant résultant d'un simple relâchement des mœurs ? Martine hésite : « Est-ce que le fait que nous soyons frère et sœur a eu une influence sur notre comportement amoureux ? Nous nous sommes souvent posés cette question, et la réponse est non. C'est dit, nous sommes frère et sœur, nous cherchons maintenant à nous libérer de tous les tabous. Mon frère voudrait que je séduise son frère. »

Déjà, un inceste mère-fils, il s'appelle Jean-Yves et son père était dans la marine. Enfant unique, il passait de longues périodes seul avec sa mère, pendant les absences de son père. Lorsqu'il avait quinze ans, sa mère, qui en avait trente-six, souffrait de douleurs dans la colonne vertébrale. Elle avait l'habitude de se coucher le soir et de demander à Jean-Yves de lui frictionner le dos avec une pommade.

Au bout de deux ou trois mois, le rituel s'est progressivement transformé. D'abord babillé, Jean-Yves commençait à venir dans la chambre de sa mère en pyjama, pour finir dans son lit. Et puis, sa mère l'embrassait

de s'endormir pendant que son fils expérimentait de plus en plus librement.

Ces relations incestueuses ont duré trois ans, car sa mère est morte quand Jean-Yves a eu dix-huit ans. Pendant tout ce temps, ni Jean-Yves ni sa mère n'ont fait la moindre allusion à leurs jeux nocturnes. Catholiques, ils allaient à la messe le dimanche, comme si de rien n'était. « Ce qui m'excite le plus, avoue Jean-Yves, c'est l'aspect clandestin de nos relations. C'était comme si je violais ma mère avec sa complicité. Depuis ce temps-là, j'ai une vie sexuelle normale — encore que je préfère coucher avec des femmes plus âgées que moi. »

### La jémellité

Troislièmement, un inceste entre deux jumeaux. Ce cas d'inceste homosexuel est rapporté par Michel Tournier dans son livre *Le Vent Paraclet* (2). Il cite une lettre qu'il a reçue d'un couple de jumeaux après la parution des *Météores*. En voici un extrait : « Nos liens étaient d'ordre affectif, mais aussi sexuels. Vers quinze-seize ans, nous avons essayé de nous joindre plus intimement et nous avons franchement copulé, actif et passif, chacun son tour. »

Quant à nos désirs hétérosexuels, ils se polarisaient sur notre mère. Nous avons eu tous deux des relations sexuelles avec notre mère (...), et ce petit secret familial, loin de nous rendre jaloux l'un de l'autre, chose curieuse, nous rapprocha dans une sorte de franc-maçonnerie. Jusqu'à dix-huit ans, nous n'avons connu le plaisir sexuel que sous cette forme enfamantement incestueuse, entre frères, et entre mère et fils. (...) »

(Lire la suite page IV.)

(1) *Histoire de la sexualité*, t. 1, La violence de l'inceste, par Michel Tournier, Éditions Gallimard, 1976.

(2) *Le Vent Paraclet*, par Michel Tournier, Éditions Gallimard, 1977.

L'INCESTE est à la mode. Du moins au cinéma où, de *Mo' sœur, mon amour* à *Beau-Père*, on passe par le *Sauvage au cœur*, la *Luna*, et la *Fille prodigue* les relations amoureuses entre les membres d'une même famille — frère-sœur, père-fille ou, tabou suprême, mère-fils — remplacent les ébats moins excitants du bachelier « love story » classique.

La littérature n'a pas attendu le septième art, du reste, pour traiter de la transgression de ce tabou, dans laquelle elle voyait une dimension tragique de l'amour humain. La mythologie grecque est pleine d'unions incestueuses entre les dieux et des déesses de l'Olympe, mais l'aspect tragique et répréhensible d'un tel comportement — au moins chez les humains — trouve son expression la plus sublimée dans l'*Édipe roi* de Sophocle, chef-d'œuvre jamais surpassé sur le destin funeste qui frappe celui qui lui son père, puis couche avec sa mère.

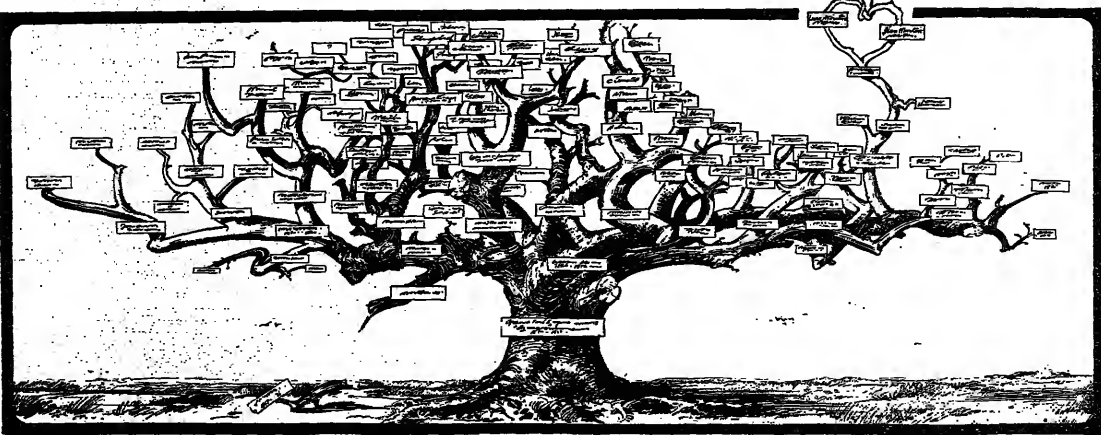
Ce prototype de l'inceste incertain mûrit à l'inspiration des plus grands — Shakespeare (*Un conte d'hiver*) et Racine (*Phèdre*) — Chateaubriand, pour qui « tout amour est incestueux », et jusqu'aux modernes — Cocteau (*Les Enfants terribles*) et Michel Tournier (*Les Météores*) — sans oublier, bien sûr, le rôle joué par le conflit œdipien dans la psychanalyse freudienne.

L'intérêt pour l'inceste n'est donc pas seulement une mode passagère. Comme le fait remarquer Michel Foucault dans son *Histoire de la sexualité* (1), pendant plus d'un siècle l'Occident s'est intéressé à l'interdiction de l'inceste et, d'un accord à peu près commun, on y a vu un universel social et un des points de passage obligés à la culture. Pourquoi ce regain d'intérêt ? « Il se peut bien, écrit Foucault, que, dans les sociétés où prédominent les dispositifs d'alliance,

l'interdiction de l'inceste soit une règle fonctionnellement indispensable. Mais dans une société comme la nôtre, où la famille est le foyer le plus actif de la sexualité, et où ce sont sans doute les exigences de celle-ci qui maltraitent et prolongent son existence, l'inceste, pour de tout autres raisons et sur un tout autre mode, occupe une place centrale : il y est sans cesse sollicité et refusé, objet de fantasmes et d'appel, secret redouté et joint indispensable. Il apparaît comme ce qui est hautement interdit dans la famille pour autant qu'elle joue comme dispositif d'alliance ; mais il est aussi ce qui est continuellement requis pour que la famille soit bien un foyer d'excitation permanente de la sexualité. »

Est-ce à dire que ce dernier tabou est en train de disparaître ? Qu'après les rapports sexuels préconjugaux, l'adultère et l'homosexualité, l'inceste se banalise et devient acceptable pour notre société permissive ? La première vue, l'hypothèse, est plausible. Mais Chateaubriand, il est vrai, nous vient en aide à dédramatiser l'inceste, en faisant la distinction entre « l'inceste abusif » et « l'inceste par consentement » et en plaçant en faveur du droit de l'enfant à la sexualité, dans sa propre famille.

Selon Wardell Pomeroy, conseiller du célèbre rapport Kinsey sur le comportement sexuel des Américains, « il est temps de reconnaître que l'inceste n'est pas nécessairement une perversion ou une forme de maladie mentale. L'inceste entre des enfants et des adultes peut parfois être bénéfique ». De son côté, James W. Ramsey, autre sexologue américain, estime que « notre attitude face à l'inceste aujourd'hui est identique aux réactions de crainte provoquées il y a un siècle par la masturbation ». Pour lui, cela est lié à la répugnance américaine pour tout contact physique. « Si les membres des familles avaient davantage l'ha-



PHILIPPE COUSIN

ENTIONS  
LECS.

et





HENRI CARTIER-BRESSON/MAGNUM

## Signes Jeux interdits

Par FRÉDÉRIC GAUSSEN

**L**e sentiment de l'insécurité est entré dans notre vie. Rares sont les Français qui n'ont pas été victimes — ou témoins — d'un quelconque cambriolage. Il y a toujours eu des malfaiteurs, mais l'élévation du niveau de vie fait qu'il y a de plus en plus de choses à convoiter, donc à voler. Et les conséquences du vol deviennent, pour les victimes, relativement moins dramatiques, la possibilité collective augmente. Si on vole votre sac, votre voiture ou votre téléviseur, vous serez furieux et exigerez des châtiements exemplaires. Toutefois cela ne vous empêchera pas de vivre — et, si vous avez quelques injures, l'incident vous fournira bientôt l'occasion d'acquiescer le modèle plus récent dont vous rêviez.

Mais la délinquance peut évidemment prendre bien d'autres formes — infiniment plus violentes et dommageables. Et justifier ainsi une véritable obsession. Comme si une armée cachée de brigands rôdait autour des honnêtes gens. Ces brigands, qui sont-ils ? Comment devient-on délinquant ? Cette question a déjà suscité bien des hypothèses. On a invoqué des déterminations d'ordre social (la délinquance serait une forme spontanée de révolte des pauvres et des exploités) ou psychiatrique (il y aurait une « personnalité » criminelle). Le livre que vient de publier Maurice Cusson, professeur de criminologie à l'université de Montréal, *Délinquants pourquoi ?* apporte des réponses différentes et fort intéressantes (1).

Sa thèse peut se résumer ainsi : nous sommes tous des délinquants. Les délinquants sont des gens comme vous et moi, ayant les mêmes envies et les mêmes réactions. Mais, d'un côté, il y a entre eux et nous une différence essentielle : le passage à l'acte. Eux volent, nous pas. Et bien, pas du tout. Plusieurs enquêtes menées dans des collèges « canadiens », américains, suédois et anglais sur ce que l'on appelle la « délinquance cachée » — celle qui demeure impunie — montrent que la quasi-totalité des élèves reconnaissent avoir commis au

moins une fois dans leur vie des actes délictueux (vol, acte de violence ou de vandalisme). Le nombre des délits avoués est pratiquement le même quelle que soit l'origine sociale des collégiens.

Mettant les points sur les i, Maurice Cusson invite le lecteur à un peu d'introspection. « Lequel d'entre nous n'a rien volé ? Qui n'a pas empoché l'argent trouvé dans un portemonnaie ? Quel « intellectuel » n'a pas volé un livre à la bibliothèque ou à la bibliothèque ? Que celui qui n'a pas péché jette la première pierre... » Non, les délinquants ne sont pas des monstres, mais des gens tout à fait normaux. La différence entre les « vrais délinquants » et les « honnêtes gens » ne serait pas dans le fait de commettre des méfaits, mais dans celui de persévérer. On constate, en effet, dans les enquêtes citées, que la « délinquance cachée » diminue avec l'âge et s'atténue fortement vers dix-sept-dix-huit ans. La délinquance serait donc une manifestation normale de l'adolescence, une façon de s'exprimer en jouant avec le feu. Une sorte de jeu d'enfants.

Il apparaît, en effet, lorsqu'on parle avec de jeunes délinquants, que l'acte même de voler est plus important que le butin en lui-même. Ce qui compte c'est l'excitation du geste, le défi lancé, la possibilité que donne le vol de jouer sur l'instant d'un bref plaisir. Les délinquants sont des gens qui aiment l'action, les sensations fortes. Ce ne sont pas des inactifs ou des empoités. A l'école ils ne peuvent pas rester en place. Ils ne sont pas nuls, mais indisciplinés et incapables de fixer leur esprit. Plus tard, ce ne sont pas des chômeurs ou des oisifs. Ils se dépeignent au contraire d'occuper de petits emplois (vendeurs, garçons de course, garçons de café, forains...) qui peuvent rapporter vite, tout en donnant une certaine indépendance. Mais des emplois instables, sans perspective de promotion et où ils ne font pas de vieux os. La caractéristique principale des délinquants

est en effet d'être incapables de faire des projets, de penser à l'avenir. Tout de suite : telle est leur devise. Ne supportant ni retard ni frustration, ils font tout pour assouvir au jour le jour un insatiable besoin de mouvement et de plaisir.

Oui, les délinquants, explique Maurice Cusson, sont des gens comme les autres, mais simplement plus actifs et plus impétueux. Si à un moment ils font le bien, c'est-à-dire si, commentant des actes de plus en plus graves, ils s'enfoncent peu à peu dans une activité que les autres abandonnent rapidement, c'est à la fois qu'ils y trouvent certains avantages et qu'ils y sont poussés par leur entourage. La délinquance est en effet rarement solitaire. C'est un jeu qui se joue à plusieurs. On s'y entraîne, on s'y défie. C'est à qui réussira les plus beaux coups. Rien ne vaut le plaisir partagé d'une expédition collective. Cette influence de l'entourage deviendra évidemment encore plus grande lorsque

le délinquant se fera pincer et ira en prison. Là, il ne sera plus seulement en contact de copains de virée, mais de professionnels du crime qui lui apprendront les trucs du métier.

Est-ce à dire qu'il ne faut pas réprimer la délinquance ? Maurice Cusson ne le pense pas. Au contraire. Il estime que le délinquant obéit plus ou moins consciemment à un calcul où il met en balance le plaisir et le risque. Plus le risque d'être pris grandit, plus les bénéfices escomptés du délit s'envolent et donc plus les probabilités qu'il soit commis diminuent. Ce qui compte, c'est moins la sévérité de la peine que sa certitude. Mieux vaudrait augmenter le nombre des primes et celui des peines légères (d'amende ou de détention de quelques jours), que d'attendre de trop nombreuses récidives pour frapper fort. A ce moment-là, trop d'habitudes sont déjà acquises, qui ne seraient pas facilement extirpées.

Mais la lutte contre la délinquance ne peut se réduire à une politique de répression. La délinquance pose à notre société une question autrement plus grave, qui est celle de l'intégration de sa jeunesse. Pour de plus en plus de jeunes, en effet, la délinquance est la seule façon « naturelle » d'échapper à l'ennui de la vie quotidienne, à l'oisiveté forcée où ils sont confinés.

La famille et l'école sont évidemment les premières institutions à œuvrer desquelles se prépare et s'exerce la délinquance. On sait le nombre de jeunes délinquants provenant de familles perturbées, désunies ou absentes. Il est certain aussi que la délinquance est favorisée par une trop grande faiblesse éducative des parents, par l'absence délibérée de cadres et de contraintes dans la vie des enfants. L'école, quant à elle, représente tout ce que le jeune apprend délinquant rejeté. L'effort, la discipline, l'investissement à long terme, la répétition. Le désintérêt à l'égard de l'étude et l'accumulation précoce des échecs le conduiront rapidement dans des classes « dépositaires » — où ils

trouveront avec plaisir des camarades ayant les mêmes dispositions que lui. Ainsi se forme, aux marges de la classe et de l'école buissonnière, la communauté des petits délinquants. Communauté effervescente, chaleureuse, qui cherchera par tous les moyens à rompre avec la monotonie de la vie scolaire ou de la vie de quartier.

Incriminer l'école, sa routine et son conformisme, ou encore l'insuffisance des équipements collectifs ne suffit sûrement pas. Le problème de la délinquance juvénile est d'abord celui des relations entre une société et sa jeunesse. Et d'un difficile équilibre à trouver : comment permettre aux jeunes d'exprimer le besoin d'activité et d'agressivité qu'ils portent en eux, devenir plus tolérants devant ce qui est une manifestation spontanée de vitalité ? Et en même temps, comment faire comprendre suffisamment rapidement et fermement que l'acte délictueux coûte plus qu'il ne rapporte, que le plaisir qu'il procure risque fort d'être payé d'un prix excessif ? Bref, que le jeu n'en vaille pas la chandelle.

Equilibre probablement hors d'atteinte. Le jeu du gendarme et des voleurs fait partie de la vie en société et le désir de défier la loi ne sera jamais entièrement extirpé du cœur de l'homme. Le livre de Maurice Cusson nous aide toutefois à mieux en comprendre les termes, en montrant que le délinquant n'est pas un malade ou un malfaiteur. Il suffit d'un retour sur soi, d'un regard amusé de soi, pour le trouver. Et pour le comprendre.

(1) Maurice Cusson, *Délinquants pourquoi ?* Armand Colin, 272 p. L'auteur donne dans ce livre à la notion de délinquance la définition suivante : « les infractions commises par les adolescents punissables aux termes du code pénal et causant un dommage évident à autrui ».



# AUJOURD'HUI

## L'inceste, dernier tabou ?

(Suite de la première page.)

La gémellité parfaite est sans doute un piment érotique et une incitation à l'inceste. S'aimer soi-même dans le visage miroir de l'autre est sans doute le secret de l'attrait sexuel de l'inceste pour apprécier cette saveur particulière (le narcissisme au fond) qui rend l'amour normal fade à côté.

Ces trois récits que peu idylliques d'un amour incestueux vécu librement, sans culpabilité ni traumatisme, sont toutefois exceptionnels. Le juge d'enfant, le psychanalyste, l'assistante sociale, prédisent de l'inceste une toute autre image, où il est le plus souvent question de fillettes violées par un adulte violent — père, beau-père, oncle, frère — sur un fond d'éthylisme, de promiscuité et de misère sociale.

Car si l'inceste se pratique en France aujourd'hui — à la campagne, mais aussi dans les villes ; dans les classes les plus pauvres, mais aussi dans les milieux plus aisés, — ce n'est pas en raison de la libéralisation sexuelle qui aurait vaincu le dernier tabou, mais pour des causes plus tristement banales et aussi vieilles que la nature humaine : la carence affective, la concupiscence, l'alcoolisme, la brutalité.

### Devant la loi

Il est pratiquement impossible d'avancer des statistiques sérieuses sur l'inceste en France. Pour la bonne raison que celui-ci est inconnu du code pénal ! En effet, sur le plan pénal, en droit français, l'inceste n'est considéré que comme une circonstance ag-

gravante dans le cas de viol ou d'attentat à la pudeur commis sur la personne d'un mineur. L'article 331 stipule notamment : « Tout attentat à la pudeur consommé ou tenté sans violence sur la personne d'un enfant de l'un et l'autre sexe de moins de dix ans, si les auteurs sont les ascendants de la personne sur laquelle a été commis l'attentat, la peine sera celle de la réclusion criminelle à temps de cinq à vingt ans (...), et de la réclusion criminelle à perpétuité dans le cas de viol. »

Pour se faire une idée approximative du nombre d'incestes, il faut donc se référer aux statistiques établies à l'occasion des condamnations pour attentats aux mœurs, car on estime que l'inceste intervient pour un tiers sur le total des délits sexuels. Selon M. Robert Armet, écrivain dans un ouvrage collectif sur l'inceste en milieu rural, publié en 1977 (3) : « On peut approximativement estimer qu'il se constate en France environ trois cents incestes par an, soit six par million d'habitants, ce qui est relativement conforme aux pourcentages des autres pays. » Mais il est évident que le chiffre réel est de loin supérieur, étant donné le grand nombre d'affaires qui échappent à la justice.

D'abord, il faut un courage exceptionnel pour dénoncer un père incestueux, qu'il s'agisse de sa fille, victime, ou de sa femme — par crainte du scandale et de la désagrégation matérielle et morale de la cellule familiale. Ensuite, les travailleurs sociaux sont unanimes pour dénoncer l'obliga-

tion de révéler des cas incestueux. Cette démarche leur paraît ne pas faire partie de leur rôle, en raison du secret professionnel par lequel ils se sentent liés dans les relations de confiance qu'ils entretiennent avec les familles.

Il faut dire que les représentants de la justice sont souvent aussi désarmés devant les choix qui s'imposent à eux dans les cas d'inceste. « Les problèmes sont nombreux, nous a déclaré un juge d'enfant dans un département rural, qui doit juger une affaire d'inceste environ tous les trois mois. D'abord, la fille, bien que la victime, en théorie, se sent souvent coupable d'avoir envoyé son père en prison. Puis l'instrument judiciaire, tel qu'il est conçu actuellement, sert moins à aider l'auteur du délit, par une rééducation appropriée, qu'à modifier le fonctionnement familial. Mais, en éloignant le danger, sous la forme du père incestueux, la mère est privée de son mari, souvent le seul soutien financier, et l'éclatement de la cellule familiale est inévitable. Cela dit, l'absence d'une intervention judiciaire peut être catastrophique, car l'intervention pénale est souvent nécessaire pour opérer la séparation immédiate de père et de la fille. »

En résumé, cette intervention pénale est nécessaire : pour remédier au désordre ; pour garantir la protection des victimes par la société ; pour faire savoir aux membres de la société que l'inceste est un mal et qu'il faut éviter que tel ou tel cas, signalé à la justice, ne se reproduise.

### Deux exemples contrastés

Contrairement aux idées reçues, l'inceste ne se limite pas aux milieux frustes et illettrés, encore qu'il soit le plus répandu dans les campagnes. Il est pratiqué aussi dans les milieux bourgeois et instruits. C'est seulement qu'il est plus facile à dissimuler dans ce dernier cas. La différence tient surtout à l'indulgence plus grande montrée par la société, voire la justice, pour l'inceste « civilisé » par rapport à l'inceste « bestial ». Deux exemples récents en donnent la preuve.

Premier cas : un travailleur agricole. Le père est un homme instable et violent en raison d'un éthylisme chronique. Travailleur agricole, il est au chômage et habite un logement trop petit pour ses neuf enfants (de douze à seize ans, tous en France) dans une maison de deux pièces (une chambre et une cuisine). Le père est un homme instable et violent en raison d'un éthylisme chronique. Travailleur agricole, il est au chômage et habite un logement trop petit pour ses neuf enfants (de douze à seize ans, tous en France) dans une maison de deux pièces (une chambre et une cuisine).

deux ans et demi). La famille doit vivre avec un budget mensuel de 2 800 F (allocations familiales) + 500 F (allocations de versement). Sa femme, légèrement débile, est fatiguée par ses neuf enfants et elle a peur de son mari.

La fille aînée, douze ans et demi, est la préférée de son père. Elle est convoquée devant le juge d'enfants à la suite d'un rapport présenté par l'assistante sociale qui fait état de relations sexuelles entre le père et sa fille. Elle donne deux versions successives des faits :

Première version : « Mon père m'a attrapée d'une seule main, par les deux bras, de l'autre main, il a bousillé mon slip. Je lui ai fait des claques et je me suis débattue. (...) Je n'ai pas voulu crier parce que j'ai eu peur qu'il me giflé. (...) »

Deuxième version : « Je suis allée voir mon père quand il

de l'évocation des faits et du plaisir pris, — mais en raison d'un désir manifeste de protéger et de dédouaner son père. » Peine requise : huit ans de prison ferme.

Deuxième cas : un inspecteur de l'éducation nationale modèle. Un homme de quarante-quatre ans, père de trois enfants — une fille de quinze ans et deux garçons : un de vingt et un ans, l'autre de douze ans. — est considéré par son entourage comme un professeur consciencieux, un homme vigoureux, autoritaire et vertueux. C'est un catholique exemplaire, pilier de sa paroisse. Cet homme, petit, qui a des relations difficiles avec ses frères, est devenu par les événements de mai 68 et son rang parmi les parisiens d'un ordre sévère. Il demande à être nommé inspecteur pédagogique régional.



était seul dans la cuisine. Je lui ai dit de s'asseoir sur une chaise. Je me suis assise sur ses genoux. (...) Pour expliquer son revirement, la fille a dit : « Quand j'ai déclaré lors de mes précédentes auditions que mon père m'avait menacé, c'était pour lui faire peur et pour le faire partir. Je ne voulais pas. Je ne voulais pas que je ne sois pas seule pour enlever sa responsabilité. (...) »

Version du père : « C'est ma fille qui m'a poussé à avoir des rapports avec elle, parce que moi je ne voulais pas. Je n'ai pas voulu ma fille, c'est elle qui a tout fait. (...) Comment médical décrié la fille ainsi : « L'intérêt se portait principalement la signification sexuelle des faits, ainsi que la gravité pour son père. Toutefois, il est manifeste que son discours, qui est celui d'une fille absolument pas traumatisée par les événements, n'est pas tout à fait sincère — non pas au niveau

Dénoncé par sa fille pour inceste, il comparait devant les assises départementales. Lors de son procès, tous les témoins lui sont favorables. Bien que les relations sexuelles avec sa fille durent depuis trois ans, un prêtre pariera d'un moment d'égarement vite de l'oubli. Le père a pardonné à sa fille (de l'avoir tenté) et, pour moi, l'affaire est moralement close. Selon un ami de la famille, amoné : « Ce homme a souffert. Mais il est indigne de sa famille, à la société, à l'Eglise. (...) Un collègue dira : « Il est possible que tout cela soit un peu lié à une cabale politique, certains ne lui avaient pas pardonné en 68. (...) Son supérieur d'expliquer : « Les charges d'un inspecteur régional sont épuisantes. J'en connais trois qui sont morts de crise cardiaque. (...) Trois ans de réclusion criminelle, dont vingt ans de sursis. »

Après avoir vu comment l'inceste demeure un problème des

plus actuels, est-il possible de comprendre le pourquoi et le comment de ce tabou des tabous ? On vient d'en dire un peu. Mais il y a encore beaucoup de choses à dire sur les psychologues et les psychiatres.

L'inceste est aussi vieux que l'humanité. Littéralement, car on peut faire remonter en toute logique aux croyances fondamentales, juifs, musulmans ou chrétiens, qui professent le monogamisme (l'unicité du couple initial dont dérive toute l'humanité) que, puisque deux descendent d'un seul couple, l'inceste n'est que le fruit de l'inceste pratiqué nécessairement par les enfants de nos premiers parents.

### Paradoxe

Plus sérieusement, il faut reconnaître, avec Claude Lévi-Strauss, que l'inceste est le tabou absolu, interdit, dans toutes les sociétés connues. L'universalité du tabou incestueux, comme l'a montré Freud, est un fait tout à fait remarquable. Mais les enfants qui se sentent respectés d'être universels mais constamment interdits.

Interdit mais on accède ? L'universalité de l'interdiction de l'inceste donnerait à penser que la prohibition est édictée par la nature comme mesure de protection visant à maîtriser l'espèce humaine à l'abri des effets néfastes des unions consanguines. Selon la sagesse populaire, en effet, le mariage entre proches parents est à déconseiller, car les enfants qui en naissent risquent d'être de tares physiques ou mentales.

Une autre théorie voudrait expliquer le caractère insaisissable de la prohibition de l'inceste par le fait que celle-ci n'est autre que la manifestation d'une réprobation, inhérente à la nature humaine, ressentie par des proches parents pour des raisons psychiques ou sociales. Selon le sexologue américain Havelock Ellis, l'inceste n'est que la manifestation d'une réprobation.

Mais ces deux explications qui confortent la thèse de l'inceste sont progressivement réfutées : aujourd'hui. Les recherches récentes tendent à montrer que la prohibition de l'inceste n'est pas une loi naturelle, mais qu'elle est le résultat d'un processus culturel. Elle est le produit de la culture, et elle varie selon les cultures. Elle est le résultat d'un processus culturel.

### LA VIE EN ROSE

## Remue-ménages à Radio-Normandie

Les collaborateurs de la radio régionale FR 3 de Caen n'ont pas attendu les directives venues d'en haut. Ils se sont regroupés et réclament plus d'autonomie et de concertation.

CATHERINE HUMBLLOT

A CÔTÉ de l'agitation qui règne dans les hautes sphères de l'audio-visuel, on l'impression que ça ne bouge pas beaucoup aux échelons inférieurs. Dans les stations régionales de FR 3 par exemple, le 10 mai n'a pas entraîné de fondamentales remises en cause. On ne refait pas bruyamment le monde comme en mai 1968. On espère plutôt, subrepticement. Comme si le personnel, habitué depuis des années aux caprices venus d'en haut, au fait du prince, hésitait entre la résignation face à ce qui ne change pas et le souhait passif que cela change enfin.

Pourtant à FR 3-Caen, à Radio-Normandie, une toute petite équipe s'est mise à bouger.

Vingt-deux personnes sur les vingt-cinq que comporte la station : des journalistes pigistes, des animateurs, des producteurs, toutes tendances syndicales confondues (ce qui est une rareté dans ce milieu). Réunions, discussions, textes, ce n'est pas la révolution permanente, mais ce sont eux, les premiers, qui ont eu cette idée de créer (le 4 juin dernier) une structure qu'ils ont appelée Société des collaborateurs aux programmes, sorte d'instance de concertation, que neuf autres stations ont rejointes à Paris. Ils s'appellent, ils ont été les premiers à envoyer un texte de propositions à la commission Moineau : ils ont donné une conférence de presse à Paris. Ils s'appellent, ils ont été les premiers à envoyer un texte de propositions à la commission Moineau : ils ont donné une conférence de presse à Paris.

Les studios sont installés de manière provisoire (le provi-

soire dure toujours en France) sur une péniche. Une péniche nous comme on peut en rêver dans une rue libre, au centre de la ville, au bord de l'eau. A l'entrée, juste après la passerelle, un bureau clair. En dessous, le reste, les studios, les discothèques, les salles de montage, les bureaux, etc.

Comme toutes les radios régionales de FR 3, celle de Caen diffuse (depuis la loi de 1974) trois heures d'émissions par jour, en MF et en décrochage sur France-Inter. Un premier fois de 7 h 15 à 7 h 30 (avec un journal), puis de nouveau à 9 h 10 jusqu'à 12 h 30 (avec des magazines, des flashs d'information à 10 heures et 11 heures, un journal de 12 heures à 12 h 30). Mais, comme quelques stations seulement, FR 3-Caen diffuse en plus le dimanche une heure d'émission sportive (de 18 heures à 19 heures).

### Pas d'affaires

Ce qu'ils veulent, c'est d'abord changer ce qui était avant. Ce qui était avant à Caen exprime bien le climat qui régnait dans la plupart des radios régionales de FR 3. Un curieux mélange de laissez-faire (c'est vrai qu'elles étaient presque à l'abandon) et de brusques retours de bâton. De menus incidents qui ont jamais été rendus officiels mais qui sont restés dans l'inconscient.

Il n'y a jamais eu de grosses histoires à Caen. On a une situation particulière ici, on est absolument détachés de la télévision et on a beaucoup plus de liberté. Pas d'intervention du

préfet, pas de contrôle des chefs d'antenne, pas de notes de service. Pas de classes précises, des prestations, ou « mais qui n'aboutissent pas toujours ». Pour Plogoff, par exemple, alors qu'il y avait une censure systématique à la télévision, il n'y en a pas eu à la radio, explique que l'un des journalistes. Quand le conflit des marins-pêcheurs a éclaté, le cas a été un peu différent, on a essayé de nous empêcher de réaliser certains interviews, mais le reportage s'est fait quand même.

Sil, y a eu un incident une fois, en mars 1980. A la suite de la diffusion d'un disque de Renaud (où il chante *Voire République, moi je ne la trouve pas*), une enquête a été menée (deux mois après) pour savoir qui était le programmeur ce jour-là. Pas d'affaires, donc, mais de multiples tentatives de découragement (l'été-c'est vraiment intéressant ?). L'incident amical de « pas se suicider » en traitant tel sujet. Et puis, pour être honnête il faut reconnaître que tout le monde pratique à tour de bras l'autocensure.

Parce que, en réalité, à FR 3, la crainte, la grande crainte, c'est qu'on se passe de ses services. Rien de plus facile. Tous les journalistes sauf un sont pigistes (soit six pigistes et un statutaire). Les producteurs ont des contrats à durée déterminée, c'est-à-dire qu'ils sont engagés pour trois ou six mois, puis que leur contrat s'arrête et qu'on reconvoque (ce qui est illégal : normalement ils devraient être engagés). On trouvait à Caen des journalistes et des produc-

teurs qui gagnaient 1 800 F, 4 300 F par mois. Cette précarité les a poussés à aller vers le reste. Et explique en partie la médiocrité de la radio régionale. Le journaliste qui arrive à 5 heures du matin se contente d'écouter la radio. Le journaliste de la veille et la presse écrite du matin. Il se compose « tout ça pour les infos » de 7 heures (ce pillage a créé des problèmes dans le quotidien Ouest-France notamment). Mais peut-on demander à un journaliste de partir en enquête ou en reportage quand il ne touche pas 2 000 F ? Sans compter qu'il n'y a pas assez de matériel pour tout le monde.

### Participation et autonomie

Et pourtant, visiblement, ils continuent d'aimer la radio. Depuis le 10 mai, de réunions informelles en réunions officielles, ils écrivent des textes. Dans celui — long de cinq pages — qu'ils ont envoyé à la commission Moineau, leur Société des collaborateurs aux programmes de FR 3-Normandie, évoquant ce qu'ils entendent par une radio régionale (« radio de création, d'animation et d'information de la région », explique, qu'un journaliste doit pouvoir rendre compte de l'ensemble de l'actualité, qu'elle soit locale, régionale, nationale ou mondiale ». Cela veut dire, expliquent-ils, que dans une région à caractère agricole prononcé les réunions qui se tiennent à Bruxelles doivent être suivies par les journalistes.

Cela peut paraître une évidence, comme peuvent paraître des clichés certains des dix principes résumés par le groupe de Caen (« clichés », sauf qu'ils révèlent des situations anormales, justement). La radio régionale doit être indépendante de tout pouvoir politique et économique, elle doit avoir l'indépendance quant à son programme « voir à la fois de toute instance centralisée ». Les personnes doivent être au sein de la radio régionale un comité d'entreprise. La Société des collaborateurs considère qu'une radio régionale (la surface de diffusion doit, selon elle, couvrir les entités régionales définies par la régionalisation, et il ne pourrait s'agir d'un département) doit être financée par l'Etat, par le jour et être placée sous le contrôle d'un conseil régional de l'audio visuel composé de professionnels, d'usagers, d'élus régionaux.

Concertation accrue, codé de déontologie pour les animateurs et producteurs, nouveau statut pour les collaborateurs de FR 3, des chefs de service désignés par le personnel permanent d'antenne, bref, l'équipe qui veut plus de participation et davantage d'autonomie, espère beaucoup, et attend.

Et l'attente qui est-ce qui change, pour l'auditeur ? Pas grand-chose pour l'instant, que quelques détails. Mais c'est déjà beaucoup que l'équipe se soit prise en main, et qu'elle ait plus peur. C'est important, la fin de la peur d'être puni, que la hiérarchie intermédiaire sans bloquer vraiment, sans pousser non plus, elle est toujours.









## TELEVISION

# La chasse aux images

Étonnant monde des télé-amateurs : on y chasse la mire étrangère en jouant à la loterie des ondes.

CHRISTIAN DUTEL

L'IMAGE vacille soudain sur le petit écran. Privé de spectacle, nombre de spectateurs pestent, quelques-uns impatients déjà des touches de leur poste. En vain. Une speakerine apparaît et annonce en préambule son plus beau sourire :

« Pour des raisons indépendantes de notre volonté, les conditions de transmission, aujourd'hui, sont médiocres et les émissions seront brèves. »

Pour les radio-TV-amateurs, c'est la fête : une mauvaise image en télévision ordinaire signifie, en revanche, une propagation exceptionnelle en DX-TV (réception à longue distance) dont il faut profiter au maximum, car elle est, en général, fugace et capricieuse. Ils se précipitent vers leurs postes multistandards et orientent les antennes pour être à l'écoute du monde.

Dans quelques années, des satellites nous transmettront les programmes de télévision de nos voisins européens. Mais, dès à présent, près d'un million de radio-TV-amateurs français reçoivent des images en provenance de l'Europe entière et même, parfois, de l'Afrique.

Vendredi soir, au radio-club de Clamart au siège barbare de FI KEV (1), une trentaine de passionnés se bousculent dans un petit local prêt par l'Office municipal de la jeunesse. Au milieu des écrans, des postes multistandards, des convertisseurs et des câbles, quelques jeunes bricolent un module avec des fils à souder, tandis que Patrick Ribourg, un technicien de vingt-huit ans, et un autre responsable du club réglent les écrans et jonglent avec les prises et les fiches électriques.

« On s'agite beaucoup ce soir, car on vient d'apprendre qu'il y a une propagation exceptionnelle du côté de Bordeaux. En matière de propagation tout est possible même si on ne sait pas encore très bien comment ça marche. En fait, huit fois sur dix, il ne se passe rien de bien extraordinaire. On se contente de travailler la technique et de pousser les liaisons conventionnelles. Puis, soudain, on bénéficie de

des fortunes diverses, par propagation tout à fait exceptionnelle comme ce fut le cas à la fin 1979. Les mires diffusées hors programmes permettent d'identifier rapidement les émetteurs (à quelques exceptions près). Le mètre Philippe PM 534, utilisé par T.D.F. et dans de nombreux pays, précise en général l'inductif de la station ou le nom de l'émetteur TV. »

Evidemment, les radio-TV-amateurs tentent de capter à la fois le son, l'image et la couleur. Ce qui est toujours aléatoire et de courte durée. Tout irait bien dans la meilleure des ondes possibles lorsqu'un satellite radio-amateur lancé en collaboration avec le C.N.R.S., sera opérationnel. Les passionnés de la DX-TV attendent beaucoup du projet français baptisé « Arsène » (en clair : Ariane, Radio-amateur, Satellite pour l'Enseignement de l'Espace). Grâce au relais satellitaire, les liaisons intercontinentales (phoniques dans un premier temps) sont pour demain. Avec la qualité et la durée en plus.

## En couleurs

En Grande-Bretagne, en Allemagne fédérale et aux Etats-Unis, les DX-TV se comptent par centaines de milliers. La législation y est plus libérale qu'en France où la réglementation des postes et télécommunications a bloqué l'essor des radio-TV-amateurs.

Le phénomène n'existe vraiment chez nous que depuis une dizaine d'années : ils sont près d'un million, dont quelque cinq cents réunis dans deux associations : l'Union des radio-clubs et le Réseau des émetteurs français (4). Les passionnés de DX-TV sont électroniciens, techniciens TV bien sûr, mais on trouve aussi beaucoup d'enseignants, d'étudiants et de retraités, des représentants et des infirmiers. Les citoyens des ondes sont âgés de treize à soixante-dix ans.

Ainsi, Marc, « F3 YX », est employé au Centre d'Etude T.D.F. près de Limours, et René Simon, ouvrier en charpente à Dunkerque. La passion de la DX-TV les a rapprochés, mais les motivations sont variées : certains cherchent avant tout la liaison lointaine, la performance ; d'autres possèdent un appareillage moins sophistiqué et jouent avec le circuit vidéo, ils se contentent de réception à faible distance ou, par exemple, d'« envoyer » un film super-8 tourné par eux à un ami, à 30 kilomètres. On trouve aussi beaucoup d'« écouteurs » qu'on entend jamais, mais qui sont là, souvent solitaires, avec un petit équipement électronique et un vieux poste TV bricolé.

Enfin, quelques trente ou quarante privilégiés se partagent entre eux en direct et en couleurs. Le club FI KEV réalise devant nous un véritable duplex avec Marc, l'un des plus anciens télé-amateurs de France qui possède une antenne de 30 mètres à l'horizontale et un émetteur de 100 watts. Les « OM » (sympa-

thistes) en visite n'en reviennent pas. Le dialogue est clair, l'image permet un réglage parfait des récepteurs de contrôle. Mais Marc est volage et nous quitte dès 22 heures pour aller bavarder du côté de Bordeaux où la propagation est excellente.

Patrick, radio-TV-amateur depuis douze ans, souligne : « Au radio-club de Clamart, il nous arrive de faire des liaisons à partir d'un véhicule... avec des moyens cent fois inférieurs aux moyens HP du Tour de France, par exemple. Et personne ne sort des grandes écoles. Mais le club ne fait pas de programmes télévisés et ne se prend pas pour la quatrième chaîne. La loi l'interdit, et nous n'en avons pas les moyens financiers ni surtout artistiques. Nos rapports avec la télé sont cordiaux. A2 et F33 sont d'ailleurs venus nous voir et nous filmer. »

Le radio-club de Clamart possède un matériel puissant et varié qui peut être estimé à 300 000 francs. Mille radio-amateurs se servent de ses relais qui leur permettent de communiquer pratiquement sur les fréquences de la TV dans un rayon de 80 à 100 kilomètres autour de la capitale. Et les visiteurs viennent découvrir l'Amérique, parfois même de l'étranger.

Connaissance du milieu et licence de radio-amateur sont les conditions nécessaires pour prétendre devenir bricoleur des ondes. Tout prétendant à l'écoute doit faire une demande à la direction des transmissions du réseau international. Il passe alors un examen où il doit faire preuve de quelques connaissances techniques. Ensuite, l'aspirant doit se procurer une antenne mobile dotée d'un mât et d'un poste multistandard C.C.I.R. (normes européennes) pour capter les télévisions étrangères. Il lui en coûtera 6 000 à 7 000 francs s'il ne possède pas déjà un vieux poste et des talents d'électronicien.

## Soyez en direct

Gérard Letrou, un des pionniers, a récupéré une dizaine de vieux postes et transformé une pièce de son appartement en studio d'écoute. Parfois son petit laboratoire se transforme en cuisines de l'exploit, comme l'éclat dernier où il a assisté en direct au lancement de Soyuz 24, à même temps que des millions de télespectateurs soviétiques. Fuyant le voisinage d'émetteurs 819 lignes, il a reçu et enregistré sa magnéscope toute l'Europe en couleurs. Il rêve d'habiter Bruxelles pour pouvoir disposer de seize chaînes. En attendant, il se contente de capter depuis Paris FR3 Picardie, Champagne et Normandie.

Gérard collectionne les mires de tous pays qui permettent d'identifier une contestation la réception à longue distance. Au début, il les photographiait. Maintenant, il les magnéscopie pendant les émissions. Il aime les savoir la nuit, après la fermeture de son restaurant parisien. Collectionneur d'images, il échange beaucoup de cassettes, notamment avec le Japon. Débroutiller et bricoler, sa passion ne le ruine pas. En ce moment, il règle un problème de « synchro » et s'arrange pour récupérer de vieilles cassettes vidéo.

Boulmiche de records, il a transformé son camping-car en laboratoire d'images. « Ma femme me laisse faire. Ainsi, avec un pylône de 7 mètres et trois antennes, j'ai pu capter lors de vacances en Corse à la fois les télévisions italienne, algérienne et espagnole. Le gros problème est de réussir à avoir son image et couleurs en même temps. »

Chasseurs d'images, les adeptes de la DX-TV ne veulent pas être confondus avec les amateurs radio et les cibles. Ils sont contrôlés, savent ce qu'ils font et savent ce qu'ils veulent. Ils déclament qu'on ne les considère plus comme des marginaux de l'économie et que les administrations ne liment pas les « bandes » qui leur sont allouées pour leur plaisir et leur passion.

- (1) A. rue Bellou, 92140 Clamart.
- (2) La bande 1 de télévision s'étend de 41,25 MHz à 67,75 MHz.
- (3) Edité par l'Union des radio-clubs, rue Orfila, 75009 Paris.
- (4) 2, square Trudaine, 75009 Paris.

# ETRANGER

## Les bergers basques de Californie

Pendant plus de cent ans, jusqu'en 1960, de tout jeunes Basques sont partis garder les moutons en Californie. A Saint-Jean-Pied-de-Port ou à Berkeley, les survivants ont le mal d'un pays.

ANNICK GWENAËL

O n assure du côté de Saint-Jean-Pied-de-Port que les Basques découvrent l'Amérique bien avant Christophe Colomb et Jacques Cartier. Le nom du curvif des forêts californiennes, l'orginal, ne viendrait-il pas du basque *oren* ? Il est certain en tout cas que, dès l'ouverture de la route du Nouveau Monde, les Basques furent marins sur les caravelles, puis pirates dans les colonies espagnoles.

Au dix-seizième siècle, on ne furent plus quelques pionniers qui traversèrent l'Atlantique, mais des bateaux remplis d'immigrants aux yeux des agences de recrutement et des compagnies de navigation avaient fait miroiter le rêve de la pampa argentine. Entre 1832 et 1891, 80 000 Basques partirent vers l'Amérique. D'abord, vers les anciennes colonies espagnoles.

Puis, quand en 1849 la nouvelle de l'or californien fit le tour du monde, les Basques commencèrent leur rôle vers l'Ouest. Les uns remontèrent le continent américain depuis Buenos-Aires ou le Mexique plus proche. Les autres quittèrent un port espagnol pour un long voyage vers le Pacifique.

Quelques-uns se rendirent compte que l'or se trouvait pas dans les placiers, mais dans les immenses pâturages libres de l'Utah, du Montana, du Nevada et de Californie. Ceux-là, à la tête de troupeaux de milliers de moutons, firent fortune. Ils apprirent à connaître les Américains, ils connaissent leur endurance et leur savoir-faire.

De 1888 à 1960, ils furent des milliers à quitter les vallées de Navarre et de Basse-Navarre pour aller garder les moutons de deux mille moutons. Seuls onze mois et demi durant, leur chien, leur âne, puis leur roulotte. Avec pour unique contact humain le ravitailleur qui, de dix jours en dix jours, leur apportait le pain et les produits de première nécessité. Tous ont souffert de la solitude, regretté leur Pays basque, leur famille. Mais ils ne pouvaient revenir : ils n'avaient pas l'argent du voyage. Alors ils rêvaient, faisaient des plans : ils économisaient, achetaient un troupeau et devenaient patrons à leur tour. Ou ils s'enfuyaient vers la ville. San Francisco, où ils travaillaient au travail. Ou revendraient au pays dès qu'ils en auraient les moyens.

## Massacre de jeunesse

Certains ont réalisé ces rêves, se sont eux que nous avons rencontrés en Californie et au Pays basque.

« Mais pour un qui s'en est tiré, combien ont disparu sans laisser de trace ? », soupire le Père Guichard, moine et vicaire de Belloc, près de Bayonne. Dans les années 50, il est parti faire une enquête sociologique sur les Basques de l'Ouest. Il en est revenu avec la conviction que l'émigration des bergers était un « massacre de jeunesse ».

Dans la communauté basque de San Francisco, poète et unie - elle fait construire en ce moment un grand centre basque avec fronton, tribunes, salle de conférences -, on préfère de loin raconter les « succès stories », les réussites des enfants du pays. Il y a celle de l'assaut. Le père partit bégayer un troupeau du siècle, acheta un bébé à Carson City, capitale du Nevada, donna l'éducation à ses enfants. Son fils Paul est aujourd'hui gouverneur de l'Etat et conseiller du président Reagan.

## A l'étrait

Il y a celle de Jean Irribarren, parti en 1956 de son village de Baza, près de Saint-Jean-Pied-de-Port. « C'était la course de la vie », dit-il dans le bureau de sa maison d'assurance. Je suis resté orphelin au sein des montagnes. Si j'avais eu l'argent du retour, je n'aurais pas hésité. Mais le préjudice, l'échec, j'en ai toujours un livre dans mon sac. Je n'aurais pas de papier, j'aurais eu des idées, j'aurais eu des idées. » Pour ne plus être bégayer, il décide d'aller faire son service militaire dans l'armée américaine. On l'envoie en Allemagne. Il y passe un certain temps. Libéré, il retourne à San Francisco. Il veut rester dans cette ville. Parce qu'il parle des langues, il trouve un emploi de représentant dans une compagnie d'assurance. Puis, en 1975, parce qu'il vend bien, il devient l'associé de son ancien patron. Le bégayer s'est fait notable.

S'il reste attaché à son Pays basque, Jean Irribarren, n'envoie pas d'argent. « Quel travail y trouvez-vous ? Mais il voudrait bien y construire une maison. Pour la retraite, peut-être. »

Parce qu'il approchait la soixantaine, Raymond Humbloy est revenu au pays. Après trente-six années passées en Californie. Dont huit, au début, comme berger. « J'en avais marre d'être berger, rien que berger, tous les jours de la vie. » Alors, avec ses économies, il achète un troupeau, se met en association avec son frère et, un

## CARNAC PLAGE

Village d'été  
L'appartement idéal du VILLAGE DE LEGENNE  
Le 15ème de la plage  
Ouvert jusqu'au 30/9  
Tél. (97) 52.94.34  
Soyez  
38, av. des Druides, CARNAC

## ORDINAPOCHE

### un outil unique pour comprendre l'informatique

C'est la Révolution Informatique, l'ordinateur est partout, il entre maintenant à l'école et à la maison. Pour vous aider à percevoir cette nouvelle réalité, SCIENCE & VIE a conçu un dossier spécial, la Révolution Informatique/Ordinapoché. Ce dossier contient un élément unique en son genre : Ordinapoché.

Ordinapoché n'est ni un ordinateur, ni une calculatrice, c'est un simulateur qui, pour la première fois, permet de comprendre et de visualiser le fonctionnement d'un ordinateur et ses techniques de programmation.

En manipulant ce véritable outil que constitue Ordinapoché, vous maîtriserez les notions-clés de l'informatique. Et bien sûr dans la Révolution Informatique/Ordinapoché, il y a tout ce qu'il faut savoir sur : les applications futures, les micro-ordinateurs, les métiers de l'informatique.

La révolution Informatique/Ordinapoché, un dossier indispensable pour relever les défis informatiques de demain.

18 F chez votre marchand de journaux.

### LA RÉVOLUTION INFORMATIQUE/ORDINAPOCHE

### NOUVEAU TIRAGE

LA RÉVOLUTION INFORMATIQUE

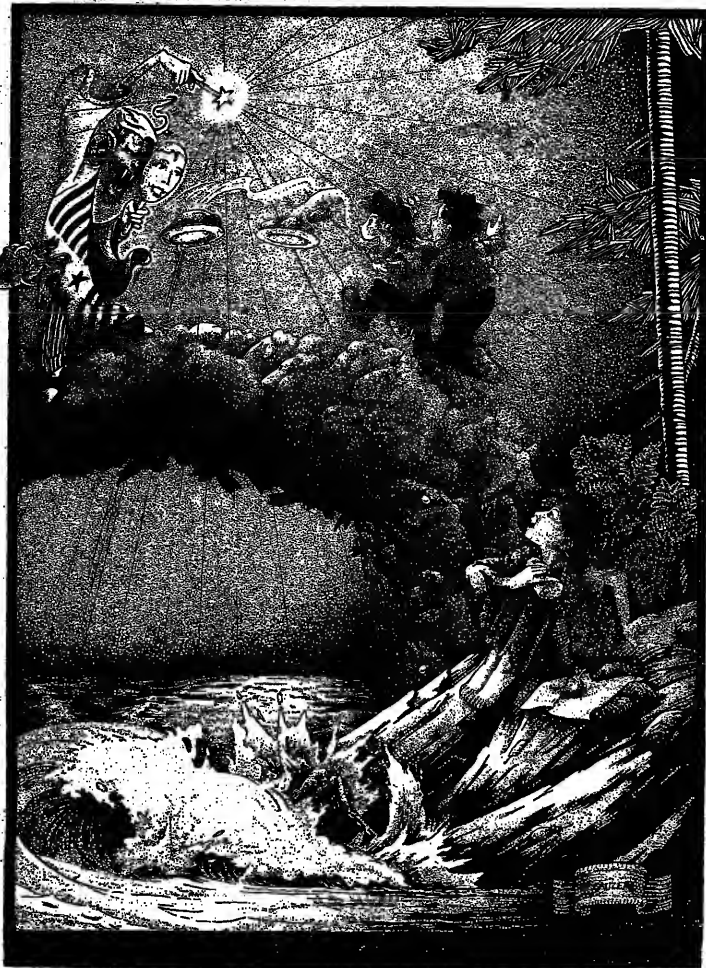


Ordinapoché

un dossier spécial  
**SCIENCE & VIE**

NGER

rs basque  
alifornie



JEAN-PIERRE GAUZÈRE

Americain. Il possède son ranch. « California, c'est un beau pays! Pour travailler, pour faire sa vie, il n'y a rien de tel que la Californie. » A cinquante ans, il se dit qu'il est temps de vivre tranquillement. Célébraire, il n'a d'autre attache en Amérique que son travail et le plaisir de la chasse. Et « la maison natale, il n'y a pas à dire, ça attire ». Il est venu rejoindre sa sœur dans la ferme familiale de Bidarray. « Une fois qu'on a quitté le pays, on ne se sent bien nulle part », dit Jean-Pierre derrière le comptoir de son bar-tabac d'Usteritz (Prédes-Arlanques). « En Californie, je ne reviens que de rêver. Ici je trouve que tout est froid. Les jeunes préfèrent l'Amérique. Là-bas, on peut s'amuser. Ici, il n'y a rien. » Jean-Pierre a quarante ans. Il en avait dix-sept quand, un lundi de marché à Saint-Jean-Pied-de-Port, il est allé trouver M. Iriart. Monsieur Iriart, aujourd'hui décédé, était le patron de l'agence de voyages. Une agence un peu particulière puisqu'elle s'occupait de fournir des billets, mais aussi de trouver des contrats de travail avec des éleveurs de moutons américains d'où l'on venait d'entrer aux Etats-Unis, de mener la main-d'œuvre depuis les villages basques jusqu'aux pâtisseries d'outre-Atlantique. Tous ceux qui sont partis entre 1945 et 1960 sont passés par Monsieur Iriart. « Chaque lundi, ils étaient vingt, trente à lui demander de partir », se rappelle-t-on à Saint-Jean-Pied-de-Port. « La plupart des jeunes n'avaient pas le certificat. Comment auraient-ils pu faire les démarches au consulat? Comment Jean-Marie dans son restaurant de Berkeley (Calif-

forne). Le voyage à l'époque coûtait 350 000 francs. Il en demandait 500 000. Il faisait son propre. Mais c'était un bon gars. Il nous faisait passer la croix dans les Landes. Et allait jusqu'à nous mettre dans l'avion. »

#### Réadaptation

Marchand de main-d'œuvre, Monsieur Iriart? Son fils nous dit que c'était là juste au moyen de vendre des billets, de faire marcher l'agence de voyages. « Dans le bar-tabac de Jean-Pierre, il y a accroché à un mur, un seul souvenir d'Amérique: un billet d'un dollar. L'argent, c'est pour ça qu'on partait. On savait bien qu'on ne ferait pas fortune. Mais on pouvait réussir. »

Après trois années passées comme berger dans l'Utah, il part en congé à San-Francisco. Bien décidé à y rester. Il y devient jardinier. Un métier dont les Basques ont la quasi-exclusivité dans la ville. « Il n'y a pas de secret. En Amérique, comme ici, si on veut arriver, il faut travailler dur. » Il se marie, sa femme prend la gerance d'un coffee shop, ils achètent une maison, ont tout le confort. Mais vient, plus forte que tout, l'envie de retourner au pays. Pour y mener « une vie tranquille ». Jean-Pierre veut acheter une ferme, d'en tirer pas et achète un bar-tabac. Aujourd'hui, trois ans après son retour, il n'est pas vraiment heureux. « Vingt ans d'Amérique, ça change ». La difficulté à se réadapter au pays, tous ceux qui sont revenus en partant. Les patrons du Bar américain de Saint-Jean-Pied-de-

Port, ceux d'une station d'es-sence aux limites de la ville. « Là-bas, on gagnait plus facilement sa vie. Tout est compliqué quand on revient, les autorisations à demander, l'administration. Et surtout: On a perdu l'habitude du pays. On se sent étrangers. »

Nombreux sont les « Américains », comme on les appelle, qui, après deux ou trois ans passés au Pays basque, vendent la « villa Nevada » ou la « villa California » qu'ils venaient de faire construire. Ils retournent dans l'Ouest américain.

Henri Pardellian, qui, après

avoir été imprimeur, agent immobilier, vient de lancer un magasin d'antiquités à San-Francisco, est de ceux-là. Il avait déjà passé vingt ans en Amérique quand, en 1968, il décida de revenir. C'était l'époque des hippies, des fêtes sur les campus, il ne voulait pas que ses enfants prennent de la mauvaise graine. Arrivé à Biarritz, il déboute. La mentalité de notre famille ne correspondait plus à la nôtre. Dans tout un tas de petits détails de la vie. Il y avait un ultime entre nous. Donner un verre de lait froid aux enfants, ça ne se fait pas au Pays basque. ... Et les

affaires ne marchent pas. « On vendait de la bijouterie fantaisie. Ça a été un fiasco. »

Dans un restaurant de Berkeley, Jean-Marie paraît bien dans sa peau. Son établissement est prospère. Et il sait faire la part de la nostalgie basque et du plaisir de vivre en Californie. « J'aime bien mon Pays basque, bien qu'il y pleuve tout le temps. Ici, j'aimais bien le truc superficiel. Glamourous, les Américains appellent cela. J'aime ce côté-là au moment. Puis j'ai envie de retourner à la racine, à la famille, aux copains basques. » Jean-Marie est un peu un pri-

vilégié de l'émigration basque en Californie. Il n'a pas eu à faire le détour par les longues années de berger. Il a fait l'école bédouine en France, et a étudié au Collège de Paris. Il est parti aux Etats-Unis pour apprendre la langue. Il est resté.

« Mais pour un qui a réussi, combien ont disparu? », répète le Père Gachitguy. « A dire la vérité toute crue, le Basque est parti en Californie risquer sa vie dans un métier dont aucun Américain ne voulait parce qu'il était trop inhumain. Le berger, c'était un marginal, un moins que rien. »

De son enquête très serrée, il a tiré ces chiffres: 3 % de tous les Basques partis dans l'Ouest américain ont fait fortune. 15 % se sont assurés une vie large, quoi qu'elle leur coûte. Mais le Père Gachitguy estime à 20 % le nombre de ceux qui ont disparu. Morts de maladies ou d'accidents vite mortels dans la solitude. Tués par des bêtes dans quelque montagne. Ou lors d'une de ces fréquentes bagarres qui éclataient entre bergers et cow-boys, ou entre bergers, pour un point d'eau ou un pâturage. On lui se sent suicidaire. Quand la solitude les rendait « drôles » et que l'espoir de sortir du désert disparaissait. « Vous savez, les Basques ressemblent aux Japonais sur ce plan », dit le Père Gachitguy. Vers 1960, les Basques cessèrent de partir vers l'Amérique. Si ce n'est pour rejoindre un parent. Le gouvernement américain venait de fermer ses frontières à l'émigration des bergers. Et une idée commençait à faire son chemin entre Saint-Jean-de-Luz et Saint-Jean-Pied-de-Port: vivre au pays.

## REFLETS DU MONDE

### LE SOIR

Boa-policier

Chacun des méthodes d'interrogatoire. La police brésilienne sait semble-t-il mettre à profit les ressources locales. LE SOIR de Bruxelles reproduit une information parue dans la presse brésilienne, selon laquelle « le département général des investigations spéciales de la sécurité de l'Etat de Rio-de-Janeiro utilise un serpent pour forcer les détenus à avouer leurs crimes ».

## LA TRIBUNE D'ALLEMAGNE

Les « verts » intéressent les publicitaires

LA TRIBUNE D'ALLEMAGNE cite un article de la Frankfurter Neue Presse qui constate que « le consommateur moyen, couronné jusqu'à présent par les stratagèmes du marketing, n'est plus dans le vent ». Son rôle dans la publicité lui est disputé par un consommateur critique et « vert » (c'est-à-dire adhérent au mouvement écologique).

C'est en analysant les habitudes des consommateurs que les démocrates allemands ont fait cette découverte étonnante. Ils ont constaté que les « groupes alternatifs », qualifiés de « mangeurs de graine » voici peu de temps seulement, sont maintenant devenus un groupe important auquel s'adressent de nombreuses campagnes publicitaires. (...) Deux facteurs sont, selon l'avis des experts, à l'origine de

cette hausse du prestige social de cet ancien groupe marginal. D'une part les mass media n'ont cessé d'attirer l'attention du public sur les dangers qui menacent notre environnement et sur les mauvais côtés de notre société orientée sur le rendement. D'autre part, le changement des mentalités tient aussi aux activités des initiatives de citoyens » et des associations électorales et écologistes.

Grâce à l'effet de ces deux facteurs, constatent les experts du marché, la majorité silencieuse qui ne voudrait rien changer n'est la situation politique ou sociale ni à son propre mode de vie ne représente plus que 53 % de la population. Même dans ce groupe, la moitié des gens ne sont pas entièrement satisfaits.

## SOTZIALISTICHESKAYA INDOUSTRIA

Rien ne vaut la « voie officielle »

Le quotidien économique soviétique SOTZIALISTICHESKAYA INDOUSTRIA (Industrie socialiste) rapporte les essais étonnants d'un Soviétique durement puni pour avoir trop bien travaillé. Un certain M. Lazarev a été condamné à six ans de camp pour avoir fait construire un garage de voitures par des « moyens illégaux » bien que ces moyens aient permis une économie de 56 000 roubles (136 000 francs). Le malheureux aurait dû, en principe, être félicité pour avoir terminé son garage plus vite que prévu, construit

121 boîtes au lieu des 105 initialement prévues, et considérablement réduit les coûts de production », reconnaît le journal. En fait, son tort, selon le quotidien, a été de ne pas avoir suivi la voie officielle. Il a préféré s'adresser à des « amis hour place » - ingénieurs, directeurs d'usine - qui lui ont fourni dans les plus brefs délais et à bas prix tout le matériel nécessaire à la construction de ses boîtes. M. Lazarev a reconnu avoir attribué de sa propre initiative des boîtes aux amis qui lui avaient permis de travailler rapidement.

## TOUTE LA RÉCOLTE EST MISE AU CHATEAU

en provenance directe, Achetez Barbe Blancs vous pouvez



## Château de Barbe Blanche

LUSSAC-SAINT-ÉMIION

Ecrivez à : A. BOUVIER - Barbe Blanche - 33570 LUSSAC - Tél. : (56) 84-00-64



# Le centenaire de Pinocchio

**CLAUDE AMBROISE**

\_\_\_\_\_

## Miracles

Pourtant, le seos de cette brève existence aura été le désir combattu de se soustraire au renfermement, à l'école, au travail, à

La mort bante l'enferme. Colodi, qui la traduisait Perrault, le sait. Le fœt transite sans cesse entre le monde des morts et celui des vivants et abolit la coupure entre le quotidien et le merveilleux. Pinocchio, qui dialogue aussi avec les hommes qu'avec les animaux, est un être hybride (il n'est pas le seul, tous ces êtres se parlent sans problèmes), suggère avec son corps de bois et à travers sa métamorphose, en face d'abord, en « vrai » petit garçon ensuite, qu'il a trois âmes, qui communiquent entre elles : la végétale, l'animale et l'humaine. La géographie de l'enfant est pleine de pays autres, où il se perd dans l'angoisse et le bonheur. *Les Aventures* sont une vraie initiation à la vie, à la mort, à la nature : « où on ne sait jamais si l'on rêve ou si l'on vit réellement ».

Pinocchio est un mythe universel. Les *Aventures* seraient le livre le plus répandu après la Bible. La petite marionnette toscane a rejoint l'épique de la Bible et du Coran, et on se demande que dans ce livre italien écrit pour les enfants il s'est jamais question de Dieu ou de la Madone. Le monde de Colloidi est un monde moderne, mais pas moderne que dans le « mythe » chrétien ne manquent pas. L'écart est mince de la Madone à la fée. Un détail renforce cette interprétation : la fée est une jeune femme, une jeune mariée, une jeune mariée qui se marie. Le monde de Pinocchio est un monde où la société adulte ne devient une jeune mère. Geppetto (contraction de *Giuseppe*) travaille le bois, comme Joseph (*Giuseppe*), le charpentier de l'Évangile. La fée est une jeune femme, une jeune mariée, une jeune mariée qui se marie. Mais aussi, bien mystérieuse. Dans tout le livre, l'image maternelle de la fée et l'image paternelle de Geppetto ne se rencontrent jamais. La fée est une jeune femme, une jeune mariée, une jeune mariée qui se marie. Mais aussi, bien mystérieuse. Dans tout le livre, l'image maternelle de la fée et l'image paternelle de Geppetto ne se rencontrent jamais. La fée est une jeune femme, une jeune mariée, une jeune mariée qui se marie. Mais aussi, bien mystérieuse. Dans tout le livre, l'image maternelle de la fée et l'image paternelle de Geppetto ne se rencontrent jamais.

RICHARD MARTENS

[illegible]

La poésie de Pinocchio s'inspirent peu qu'aux sevens. Le narrateur avait son non au village des environs de Lucques, et il y a eu un Pinocchio du roman et de son frère. Um-grosse boutique de souvenirs s'appelle « Chez Maestro Gengio » et l'on y vend de solides chaussures en cuir. On aime Pinocchio (P) dans Toscanes, et l'on a fait appel à de véritables artistes. Le monument à Pinocchio d'Emilio Greco est une œuvre remarquable. Les espaces ont été dessinés par des architectes, les mosaïques de Venturoio Venturi constituent une œuvre éducative originale. En ma dernière visite, j'ai vu deux mille visiteurs. L'établissement régional de Toscane organise une fête d'ouverture du festival de la littérature italienne d'époques de Pinocchio à Pinocchio et un grand cortège de Pinocchio (40 kilomètres).

Le chanteur-compositeur Emilio Greco a écrit une œuvre en cuivre et un référent, correspondant à un disque à une reconstitution.

[illegible]

# La pyramide des immigrés

OLIVIER DA LAGE

■ **ourions des em-  
plois allant de ce-  
lui de chorpentier à celui de la-  
boureur pour des salaires de  
190 dinars (2 660 F) à 90 dinars  
(1 260 F), sans compter le loge-  
ment et la nourriture.**

■ Mais, quand nous sommes  
arrivés, nous avons appris que  
notre salaire ne serait que de  
60 dinars (840 F) par mois et  
que les dépenses médicales et la

### Liste noire

Car le Golfe aussi a ses « bougnoules ». Une main-d'œuvre bon marché, politiquement neutre — elle n'a d'ailleurs guère le choix, — dont les effectifs peuvent être comprimés ou étendus à volonté.

C'est qu'un bon génie du Golfe a un beau jour inventé le principe du *sponsor*. Votre richesse, c'est

Thomás, un tacheur de trente-deux ans, habitant Bombay. Il y a deux fois vingt-cinq années qu'il a 500 F. par mois. A Belreina, comme employé de bureau, il gèle que trois fois cette somme. Sa femme et ses enfants vivent avec lui. « Quand j'aurai économisé assez pour monter mon affaire, nous rentrerons ». Thomás a quand même dû payer 300 dinars à son premier « garant » pour obtenir son visa et son permis de travail. Une pratique pourtant contraire au code du travail bahreïnien. Mais que peuvent les services du ministère du travail, emboîtrés de plaintes du même genre, devant la puissance de certains « garants » ?

Il est vrai que tous ces « garants » ne sont pas des monstres. Mais, pour le Philippin rencontré

à Manille par l'agent de son futur sponsor, comment savoir à quelle espèce appartiendra ce dernier ? Certes, en cas de mésaventure, il pourra changer de travail ; mais, pour chercher un nouveau « garant », il lui faudra d'abord obtenir du premier une lettre par laquelle celui-ci l'y autorise. Une autre pratique consiste pour le « garant » à confisquer le passeport.

### Lits sur les toits

Bahreïn a beau être le pays du Golfe dont les citoyens sont les plus instruits et les plus nombreux à travailler, son économie repose néanmoins très largement

miers résultats du recensement effectué au mois d'avril, une écrasante majorité de la population active serait composée de réfugiés. Ce chiffre, qui n'a pas été publié, sans doute en raison de son caractère potentiellement explosif. Chaque nationalité semble avoir son domaine d'activité privilégié, ainsi que nous l'avons vu pour les Indiens et les Pakistais. Ils sont affectés en priorité aux travaux de terrassement. Travaillant pour un salaire de 30 à 60 dinars, ils vivent à plusieurs dans une me modeste. Ils ne peuvent pas acheter tout ce qu'il suffit de contempler les toits de Manama, la capitale de l'Émirat, qui haut de l'une de ces tours, ont poussé dans les cinq dernières années, pour devenir où dorment les autres, ce sous-sous-prolétariat. Entre les cordes à linge, les et matelas sont disposés sur bon nombre des toits de la ville. A côté de chacun, un

## La discipline des Coréens

Dans les grands hôtels la musique américaine, le sourire et le service sont philippiens. A défaut d'avoir une formation hôtelière, les Américains ont le personnel qui vient peu coûteux. Difficile, pourtant, d'effacer à la fois plus de moitié, plus efficace et meilleur marché que les Coréens. Parqués dans des camps construits en parpaings dont le seul luxe semble être l'air conditionné, les ouvriers de la construction sont rassemblés en ville. Et jamais seuls, mais s'en vont dans le camion s'en va dans l'uniforme de la compagnie. Ce sont encore des Coréens qui sont chargés de la maintenance au port et à l'aéroport. Petits, mais taillés en lottiers. Les « milieux informés » assurent que ce sont des militaires prêts par la Corée à tout faire pour le succès des cordes de coopération. Le fait est que, avec le port et l'aéroport, ils sont maîtres des points névralgiques du pays.

ancien protectorat de la Couronne : huit mille sujets de Sa

Gracieuse Majesté résident, en-  
core dans l'Émirat. Quelque  
deux mille Américains et trois  
cents Français rivalisent dans  
la recherche d'espérance de  
luxe. Ils vivent pour la plupart  
entre eux dans des *compounds*,  
ces ensembles de villas jouissant  
d'un court de tennis et d'une piscine.  
Quant au loyer, il est bien  
rare que la compagnie ne le  
prenne pas à sa charge.

Parmi les étrangers résidant à  
Bab el Jebel sont ces «expatriés  
de luxe» qui ont subi les effets  
des effets de la babélisation.  
Chaque année, des jeunes gens  
partent étudier à l'étranger. Et  
les anciens étudiants commencent  
à faire la queue sur le marché  
du travail qualifié. La menace  
qui pèse sur le Koweïtien  
tourne désormais contre le ca-  
dré étranger. La compagnie  
babélinise : un contrat qui se  
renouvelle, ou permis de tra-  
vail aussi.

## Les re en Eu

vers la fin de l'année  
 1980 doit déposer un  
 rapport. En Europe,  
 c'est le système le p  
 plus bureaucratique, au  
 profit certains avanta  
 gés: problème du  
 vieillissement. Nos  
 10 pour quatre de noi

**Allemagne fédérale**  
**30 fois plus en**

The following information  
 was obtained from the  
 records of the Bureau of  
 the Federal Bureau of  
 Investigation, Department  
 of Justice, Washington,  
 D. C., on the subject  
 of the above captioned  
 case, and is being  
 furnished to you for  
 your information.

1. In the event of a change in the  
 2. ownership of the property, the  
 3. owner shall be responsible for the  
 4. payment of the taxes and the  
 5. interest on the loan. The owner  
 6. shall also be responsible for the  
 7. maintenance and repair of the  
 8. property. The owner shall also be  
 9. responsible for the payment of the  
 10. taxes and the interest on the loan.

Inde-Bretagne  
Indexation en t

[illegible]



\_\_\_\_\_



La révolte des canuts lyonnais a longtemps été présentée soit comme un combat d'arrière-garde contre le progrès, soit comme un mouvement prophétique. La réalité est nettement plus complexe.

YVES LEQUIN

L'année cinquante ans, l'insurrection des canuts lyonnais bien révélatrice brutalement l'ampleur de ce qui ne s'appelle pas encore la « question sociale » et les nouvelles et redoutables menaces dont elle est le symptôme. L'insurrection des faïtiens, de novembre et décembre 1831, est simple. Au départ, une coalition d'ouvriers, illégale, bien sûr, mais banale : une revendication salariale, le « droit de grève », qui garantissent le salaire, qui garantissent la résistance du patronat, bientôt appuyé par les autorités, un instant hésitantes : l'émeute, qui dérape en révolte armée et sanglante : la victoire, éphémère, des travailleurs : enfin, le recul, la liquidation des avantages un moment acquis à condition de ne pas aller au-delà du cadre judiciaire. A la limite, une de ces émeutes populaires comme en avaient connu les deux siècles précédents. Et pourtant.

Pendant plus d'une semaine en effet, une population où la tradition ne voyait qu'ignorance et désordre avait été capable de chasser de la ville et de tenir à distance l'État et les instruments

de son pouvoir, et, surtout, d'y demeurer le seul maître sans se livrer au pillage et à l'incendie. L'affaire terminée — en apparence, du moins, car elle va resurgir — le général a obtenu le moment de désordre qui constitue l'ordre nouveau qui a paru se profiler derrière lui. On sait la célèbre formule de Saint-Germain : « ... les barbares qui menacent la société ne sont point au Caucase ni dans les steppes de la Tartarie : ils sont dans la capitale, ils sont dans les rues, ils sont dans les familles ! ». Le pouvoir n'hésite pas, face au danger, d'un régime à l'autre, il y enferme dans un carcan de fer et de casernes la capitale, les bourgeois, les intellectuels, les bourgeois, les bourgeois. Cette ville qui brille, pour reprendre la formule d'un procureur général du Second Empire, d'un « ... grand et sinistre éclat », est, par conséquent, devenues les conspirations et de la trahison de toutes les perversions sociales et politiques.

D'autres, entre la peur et la compassion, partent à la découverte de ces nouveaux sauvages nés d'une mutation économique dont on n'avait pas saisi l'ampleur. De Villermé et de Blanqui (l'autre, l'académicien) à

d'ouvriers employés à la même industrie.

Cet essor n'a pas entraîné de bouleversement fondamental de l'organisation économique : la Fabrique de 1830 rassurait la ville de 1750. L'augmentation de la production ne s'est faite qu'à l'échelle de la ville de l'usine, mais par la prolifération des petits ateliers, tout semblables les uns aux autres. Pas de mutation technologique majeure, en effet. La mécanique Jacquard s'est bien multipliée pendant les premières décennies du siècle, substituant peu à peu aux étoffes unies ces « façonnées » qui font la renommée mondiale de Lyon. Mais elle reste un métier à bras, accessible à tout un chacun. Et la révolution n'est que l'extension, dans un cadre urbain, de ce domestique système des industries rurales de l'Ancien Régime.

## Fracture

A sa tête, des marchands-fabricants — quatre cents à cinq cents maisons, dont le nombre ne varie guère jusqu'aux années 1880, même si les hasards du commerce ont fait sans cesse se renouveler les hommes et les entreprises. Ce sont ceux qui tiennent les marchés lointains et l'orientation de la demande, passent commande aux faconniers, auxquels ils fournissent la matière première et achètent la pièce terminée. Puis les chefs d'atelier, possesseurs des métiers, auxquels revient la fabrication des étoffes qu'on leur a demandées. Enfin, les compagnons, qui sont leurs salariés quand ils ont plusieurs métiers, coudes, tisseurs, bien sûr, mais

L. Reybaud et à A. Andignès, qui, à Lyon, fera partie de tout ce qu'on peut appeler la condition ouvrière. Enfin, il est désormais à voir les jeunes fixés sur la « ville sainte du socialisme », comme on dira en 1848, pour en attendre (en vain d'ailleurs) le signal de la révolution. Tandis que les emblèmes et les mots d'ordre de 1831 — le drapeau noir, la devise « Vivre en travaillant ou mourir en combattant » — entrent dans la symbolique et l'imaginaire du mouvement ouvrier. Louis Blanc et Fourier, Rodin et Marx se joignent à ces autres grands chefs, et les mots les plus heureux d'un monde nouveau ouverts simplement, la première révolution armée de cette classe ouvrière surgie avec l'industrialisation.

## La Fabrique

Ces canuts, pourtant, venaient de loin, et l'industrie de la soierie n'est pas une création récente, ni les antagonismes sociaux qui en ont résulté. Les premiers métiers avaient été montés au milieu du seizième siècle, dans le sillage de ces grands négociants dont les maisons, à l'époque, étaient le lien continu entre ce que mille liens attachaient à l'Italie, alors principal centre de production. Mais la Fabrique, telle que elle se présente au début du dix-neuvième siècle, porte des distorsions, marquées par la révolution industrielle. Elle continue sur sa lancée. Le premier recensement sérieux dénombre déjà 18 000 métiers dans la ville à la fin des années 1780, auxquels étaient occupées pas moins de cent mille personnes, sur une population totale de 140 000 environ. Le déclin qui avait suivi la crise révolutionnaire avait été entravé très vite. Dès 1815, on comptait 20 000 métiers battants ; il y en avait 26 000 au moment de la révolution.

L'essor s'accroît sous la Restauration, où, certaines années, la consommation de soie augmente de 10 %. Son moteur, c'est l'exploitation et la conquête des marchés d'Amérique et d'Angleterre, qui ravissent la première place à ceux du continent — « les Allemandes », surtout — qui dominaient au dix-huitième siècle. Si bien que vers 1830 il y a 40 000 à 50 000 personnes employées à la soierie, si l'on y inclut les métiers annexes, dans une ville qui compte environ 160 000 habitants. A coup sûr, de toute l'Europe, la plus forte concentration

de plus en plus sûr de lui et dominant, fortement soude par des liens de famille et des intérêts. En effet, chaque chef d'atelier travaille pour plusieurs centaines d'ouvriers, et les chefs de service ont été et sont encore en quelque sorte à l'un ou à l'autre. De même, chaque fabricant renouvelle sa main-d'œuvre de façon continue, au gré de ses intérêts ou des opportunités. Le contact se fond dans une force de travail interchangeable comme le fabricant dans un patronat sans visage. Ils se rencontrent d'ailleurs rarement. Le contact se fait désormais de commis ou d'employés prompts à chicaner sur la quantité de soie employée ou à chercher sur la pièce le « crapaud » d'un fabricant, le défaut — qui permet de ne pas la payer au prix convenu.

Ensuite la Fabrique est-elle remorquée instrument pour maximiser le profit en se faisant retomber les risques — dont il est pourtant, selon les théoriciens, le bénéficiaire du succès, la rémunération ! — sur la seule main-d'œuvre. Plus que toute autre industrie de luxe, en effet, la dépendance de la soie à l'égard des aléas climatiques, des crises, des soubresauts qui font se succéder à des phases particulièrement brillantes, de terribles crises : la conjoncture économique, les guerres, les caprices de la mode... Or le fabricant supporte plutôt bien les marasmes. Il lui suffit d'arrêter ses commandes, de garder sa soie en magasin (et, éventuellement, d'élever sa trésorerie) et d'attendre que la conjoncture devienne la reprise. Pas de personnel inactif à licencier ou à occuper partiellement ; pas d'amortissement à subir sur un matériel à

la main-d'œuvre du plat pays. En 1831, 14 000 métiers battent déjà dans les campagnes, surtout sur la rive droite du Rhône, avec de jolies, le Duphincin, et en 1877, il en aura 80 000 à 90 000 *exemplaires*. Lyon et la Croix-Rousse sont donc — et se sont — de plus en plus — au cœur d'une nébuleuse soyeuse à l'intérieur de laquelle se font les déplacements. Les hommes et les métiers se croisent, et sans doute dans les deux sens. La familiarité des chemins, des lieux et des tâches est déjà un puissant facteur d'homogénéité entre les Lyonnais de souche et les autres.

En effet, les métiers ont depuis longtemps arrosé les vieux quartiers du seizième siècle, Saint-Georges, Saint-Jean, Saint-Paul sur la rive droite de la Saône et aussi l'ensemble de la presqu'île. Un moment, ils gagnent Vaissieux nord, avant que les inondations ne les en chassent; et les premiers immeubles de La Guillotière copient, le long des chemins campegnauds qui vont en Dauphiné, la construction de ceux des Terreaux autour des mécaniques Jacquard et de leurs servants. Mais la plus forte concentration, bien sûr, c'est la Croix-Rousse, ses pentes méridionales qui sont de Lyon, le plateau qui forme (jusqu'en 1852) une cornue à part.

Dernier espace, enfin, du groupe, celui de la famille. Car, dans l'atelier du cannt, elle s'identifie avec l'entreprise, selon les formes bien connues de ce qu'on appelle désormais, à la suite de l'historien américain F. Mendels, la « proto-industrialisation ». C'est souvent le mariage qui la fonde et la divi-

l'arrêt dont, de surcroît, on n'a pas eu à faire l'investissement initial puisque le métier est la propriété du chef d'atelier et que c'est sur celui-ci que retombent les charges financières, de quelque nature qu'elles soient; qu'il barte ou non! On comprend la longévité, jusqu'aux années 1830, d'un tel système.

Mais la rançon, c'est l'empire et la fréquence de chômage périodiques qui peuvent jeter plus de la moitié des canuts sur le pavé, et c'est l'incertitude totale du revenu, d'autant plus que la prétendue déflation du marché — ou la crainte qu'elle ne survienne — est prétexte fréquent à ne pas payer le prix convenu à la commande de la pièce. Le fabricant peut bien évoquer « à juste titre » les lois de l'économie libérale : le désœur n'a pas moins l'impression d'une trop grande injustice, et se plaint, mais que peut-il faire ? Il a subi un dénou de dix-neuvième siècle, devant le Conseil des prud'hommes : tous les différends dans le détail, s'en vont sans moins le signe de cet anxiété profond d'intérêts qui explose en 1831 et en 1834.

## Immigration

Car à la coëbésion des marchands-fabricants correspond celle des tissus d'étoffe, qui ont rien d'un produit rural délinéé ou d'une population urbaine de l'Ancien Régime. Ils sont parvenus dans la ville, dont la progression démographique va continuer 178 000 habitants, en 1851. 178 000 en 1876 à l'apogée de la fabrique, après l'absorption des bourgs en 1852 — au rythme de l'expansion soyeuse. Dès le dix-huitième, l'ampleur des besoins en main-d'œuvre a imposé le recours à l'immigration, d'autant plus que le déficit du mouvement naturel lyonnais est fort et que les arrivées de sauts sont nombreuses de étrangers à la ville. Mais ils ne sont pas tous français. Au dix-neuvième comme au dix-huitième siècle, ils viennent

ances près : les monts du Lyonnais, du Beaujolais, mais surtout le pays du haut Rhône, le Jura méridional et la Savoie, encore piémontaise, et le Dauphiné jusqu'aux marches alpines. C'est-à-dire des zones de longtemps gagnées par le tissage rural, ou bien conquises au début du dix-neuvième siècle, par la demande de la Fabrique textile à partir des années 1820.

sion du travail s'y calcule sur celle des rôles familiaux. Le père, *avec éventuellement quelques compagnons, qui peuvent être des parents ou des alliés ; la mère et les enfants préparent le lit et s'occupent des travaux annexes. Les gravures du temps libre sont d'appartenance, la hauteur des poutres pour abriter le Jacquard, la serpente qui la coupe en deux et sous laquelle se retirent, la nuit, derrière de grands rideaux rouges, le maître et son épouse, tandis qu'enfants et compagnons dispersent leurs matelas sur le carrelage au pied des mezzers. La fréquence bénéficie du métier et l'homogénéité professionnelle contribue, chez eux, à renforcer le creuset familial.*

## Answer

[illegible]

Sans doute ne faut-il pas suivre avec trop d'enthousiasme ces témoignages qui détaillent les livres trouvés dans les ateliers. Mais beaucoup d'autres disent tout de même l'appétence intellectuelle et la curiosité du monde, l'échange, des connaissances et la circulation des idées, à travers telle conversation rapportée par un marchand, telle aventure saisie par la police, tel incident de rue. Faut-il évoquer



IDÉOLOGIE

# L'itinéraire mythologique de Georges Dumézil

En distinguant dans l'organisation des sociétés trois grandes fonctions — le travail, la guerre, le sacré — Georges Dumézil a fait faire un progrès décisif à l'étude des mythologies. Mais l'œuvre foisonnante de ce théoricien scrupuleux a fécondé les recherches de bien d'autres disciplines.

## CH. DESCAMPS

**H**ISTORIEN des religions, philologue, Georges Dumézil a bouleversé les règles de la mythologie comparée. Du Collège de France à l'Académie française, il transporte une pensée savante qui a mené des rives du Gange en Irlande, en passant par Rome, l'Inde ou le Caucase. Minutieux, solitaire à la religion des faits et c'est son refus des grandes généralisations qui lui a amené le respect de la communauté savante. L'œuvre gigantesque — dont *Mythe et épopée* ou la *Religion romaine archaïque* sont des sommets — une découverte : celle de l'idéologie trifonctionnelle. Toute société s'organise autour de trois grandes fonctions : le travail, la guerre, le sacré. Mais seuls certains peuples ont tiré de ces données une idéologie qui fait de ces trois fonctions une représentation du monde, une organisation des valeurs.

La quête précise de ces sources indo-européennes que Dumézil refuse fermement d'inscrire dans la réalité sociale — a attiré vers lui quelques encombrants sursuivants du côté de la nouvelle droite. Mais il y a sans doute là une mauvaise querelle, car Dumézil nous apprend — et il le répète ici — à séparer le plan des représentations idéologiques de celui de la réalité sociale. Parcourir avec lui des centaines de mythes, c'est rencontrer les souverains sacrés et législateurs, les guerriers courages, et les paysans producteurs de richesse ; c'est aussi se poser la question de la permanence de cette structure. Car la pensée mythique a une histoire et c'est sans doute cette affirmation qui a amené tant d'historiens, d'éthnologues et de linguistes à se tourner vers cette œuvre foisonnante pour y puiser des interrogations actuelles.

## Rome et l'Inde

C'est en 1938 que vous rencontriez vraiment la tripartition. Il m'a alors semblé évident, brusquement, que la plus vieille mythologie romaine avec ses trois dieux — Jupiter, Mars, Quirinus — et la plus vieille mythologie indienne se recoupaient et se recouvraient. C'est à partir de ce moment que je me suis intéressé à la souveraineté, à la force guerrière et à la fécondité.

Vous mettez alors en place une recherche, une méthode, qui vont bouleverser l'analyse des mythologies. On l'appelle maintenant la nouvelle mythologie comparée.

Chaque fois que l'on engage une recherche, on est forcé d'inventer une méthode. Je ne crois guère à la méthode si ce n'est dans le sens très vague de règles comme celles de Descartes. Il nous oblige à ne rien négliger.

Pourtant vous dressiez des tableaux de mythes et grâce à la linguistique vous essayiez de construire des ensembles rigoureux.

Le plus difficile, c'est de ne pas privilégier dans l'analyse d'un mythe les traits dont on a besoin. Mon travail en fait se ramène à une série d'explications de textes.

Vous ne vous contentez pas de mettre ensemble des textes ; en les regroupant vous produisez un choc, de nouvelles interprétations.

Peut-être, mais en linguistique on est devant des phénomènes très rigoureux, tout comme lorsque en mathématiques on parle d'une droite. Il n'en va pas de même devant des récits. Quand j'ai commencé ce travail, je croyais toucher le fond de l'esprit humain. Je suis aujourd'hui plus modeste et m'efforce de comprendre des textes qu'on comprenait mal. Quand on a reçu beaucoup de banderilles, on se lance dans l'arène avec un peu plus de prudence.

A un moment vous semblez faire une corrélation assez forte

entre l'organisation sociale et l'organisation mythique. Puis, vous avez renoncé à cela déclarant que cette corrélation n'a rien d'évident.

En effet, cette correspondance n'existe pas forcément dans le temps. Une forme sociale qui a existé il y a mille ans peut continuer à commander un certain nombre de représentations aujourd'hui. On ne sait presque rien de la société indo-européenne. Elle apparaît — à l'aube de l'histoire et dans de multiples domaines — l'idéologie trifonctionnelle. On peut, peut-être, en induire le fait que les indo-européens étaient organisés en castes, en fait on ne le sait même pas. A Rome, on retrouve cette tripartition, mais l'état social n'y correspond plus du tout. Chez les Ossiètes du Caucase, on trouve également une société féodale qui n'est pas trifonctionnelle, même si cette idéologie continue d'exister. Il y a correspondance entre des choses qui évoluent pas à la même vitesse. Une idéologie peut s'éteindre, peut évoluer autrement, comme le montre le système féodal des Ossiètes. Quand les Byzantins parlent de Rome, ils ont le Tio-Live, ils réinterprètent l'ancienne mythologie dans le traduisent en termes de sénateur, de chevalier et de plébé. Ils réinscrivent tout cela en état social.

Vous employez la terme idéologie, ce terme désigne souvent des représentations faussées ; or ce n'est pas du tout dans ce sens que vous l'employez.

En effet, par-delà les idées directrices que j'ai appelées idéologies, je n'emploie pas ce terme dans un sens philosophique ; pour moi ce terme est un mot général comme celui de représentation. Je ne porte pas de jugement de valeur. Quand j'étudie la mythologie indo-européenne, je m'efforce de restituer des représentations.

## laive

Le fait qu'il n'y ait pas de correspondance entre la mythologie et l'état social permet de lever bien des faux procès, beaucoup d'ambiguïté aussi.

Mes descriptions ne prétendent pas être normatives. Ce que j'appelle les trois fonctions, c'est en un sens élémentaire. Il existe pas d'organisme individuel ou de société — dans la borne ou dans la famille — qui n'ait de ces trois fonctions : le sacré, le guerrier, le producteur. Pourtant, si ces fonctions existent partout, elles ne se structurent pas partout en mythologie. En effet, pour qu'une idéologie vive, il faut qu'elle s'organise en idéologie, en philosophie, en idéologie. Et on ne trouve pas la trifonctionnalité partout. Les Juifs de la Bible, qui se battaient, qui produisaient et organisaient le sacré, n'expriment pas cela dans le système de la tripartition.

Prenez les qualités de laive. Jamais vous ne trouverez un texte qui dise qu'il est à la fois sacré, puissant et nourricier. Tout existe certes, mais est séparé. On pourrait prendre bien d'autres exemples ; les Chinois savent eux aussi se battre, parler des dieux, de l'économie, mais l'organisation idéologique chinoise parle plus volontiers du ciel et de la terre, de l'empereur et de tout le reste.

(Lire la suite page XIV.)

d'une culture de l'ordal dont la vision du monde et le système de valeurs se laissent deviner à travers un langage spécifique, des coutumes et des pratiques que l'on a peine commencé à répertorier et à lire ? La preuve est dans le grand nombre de personnalités exceptionnelles parmi les chefs d'atelier capables de prendre la plume, tels ce Denis Monnet, qui conduisit la révolte, en 1786 ; ce Pierre Charvier, le leader de 1831 ; ce Joseph Benoît, auteur *Mémoires d'un prolétaire* ; ce Sébastien Commissaire, et bien d'autres. Et l'écho de la Fabrique, qui paraît dans les années 1830, est le premier journal authentiquement ouvrier. Chez tous, une réflexion sur leur travail d'ouvriers habiles. Impression que c'est grâce à eux que tient la réputation mondiale de la Fabrique et que la noblesse du fil qu'ils tissent, rejaillit sur eux. Somme toute, tout contribue à un sentiment très fort de dignité, que tout contribue dans la réalité des rapports quotidiens de la Fabrique.

## Coopératives

Le conflit sort de là, et il vient du dix-huitième siècle, même s'il n'est pas question de réduire la révolte de 1831 aux agitations de l'Ancien Régime. L'exigence du « tarif », c'est le désir de voir réglementer le débat salarial, d'établir des règles fixes, pour éviter que la liberté du salarié et du travail d'affermisse la domination d'une classe sur l'autre, avec toutes les conséquences dont ils font l'expérience quotidienne. La coalition de 1786 n'avait pas d'autre but. Brisée dans l'œuf, la grève s'était terminée par la pen-

1835, se créent les premières coopératives de production et de consommation, dont l'esprit fourériste ne vient sans doute qu'après coup. En 1848, ce sera une véritable explosion, relayée, à partir de 1860, après une éphémère retombée : on compte au moins neuf créations entre 1864 et 1865, et les 25 coopératives d'alimentation de 1868 sont pour la plupart d'entre elles installées à la Croix-Rouge. Même chose du côté du mutualisme boulangérisant et proliférant, et toujours autour de la vieille revendication du tarif.

Puis, les uns et les autres subissent la drève générale vers la société de résistance d'où naissent, à la fin du Second Empire et dans les premiers temps de la III<sup>e</sup> République, les chambres syndicales. En 1870 naît, à qualité, une Société civile de prévoyance et de renseignements pour le travail des tisseurs de la Fabrique qui rassemblerait, dès juin, plus de 25 000 ouvriers, dont 11 000 dans la ville. D'autres syndicats, aussi puissants, sont apparus dans le velours, la tenture... Et c'est la Société civile qui mène la grève de 10 000 tisseurs d'offices façonnés. En 1872, on estime que presque tous les ouvriers lyonnais de la Fabrique en font partie.

Enfin, l'affaire se fait dans une ambiance d'agitation où d'occasions n'étaient pas à voir le retour à 1831, puis d'émotion collective quand on signe enfin, le 1<sup>er</sup> juillet.

Un aboutissement ? Une fin, ou plutôt, car, depuis longtemps, Lyon n'est plus dans Lyon. Le nombre des ouvriers en soit n'y a plus guère progressé depuis 1840-1850, l'expansion s'est faite à la campagne, qui représente à peu près les deux tiers de la capacité productive. Sur-tout, la Fabrique est en train de cesser d'être la Fabrique. Depuis le très grave crise de 1877, qui a marqué l'apogée du système traditionnel, les marchands-fabricants se sont lancés dans une mutation totale qui signifie mécanisation et création des grands établissements de tissage situés pour l'immense majorité d'entre eux loin de Lyon. Dès 1882, il n'y a plus que 16 000 métiers battus dans la ville. Il n'y en aura que 10 000 en 1900, 6 000 à la veille de la guerre. Quelques mois à peine après sa signature, on avait cessé d'appeler le tarif. Les organisations syndicales ne tardent pas à mourir d'inanition car, finalement, c'est le canut qui se fait rare à Lyon. En un quart de siècle, ce



JEAN-PIERRE CAGNAT

daisso de trois mineurs et le triomphe des marchands-fabricants. En 1831, c'est la même demande qui réapparaît, et en 1834 aussi, même si le conflit éclate sur la question des compétences et de l'effectif du Conseil des prud'hommes, ainsi qu'il a démontré R. Bercaud, relevant définitivement l'explication réductrice d'une éternelle république. Des années 1750 à la monarchie de juillet, même si le contexte institutionnel change, la longue résistance d'une communauté réglée, dans une industrie longtemps tulleuse par le même genre de travail et de production, puis le désir, plus ou moins conscient, de retrouver des codes de conduite permanents et mutuels entre les différents parcellaires.

Ce langage et la vision des choses qu'il signifie ne sont pas inertes, et M. Gardès a montré que dès les années 1740-1750 les canuts ont vu les transformations de la Fabrique et reconnu le caractère indélébile de la séparation de la communauté en deux classes. Il n'aurait pas de fabriquer des vêtements, incapables de comprendre cette langue, car vivant dans un autre système économique, le nôtre. L'explosion armée n'est, à dire reprises, que l'extériorité d'un blocage, un mécanisme bien connu de la sociologie politique. Et non d'un complot — les hommes de juillet, experts en la matière, pouvaient-ils, à vrai dire, raisonner autrement ? — auquel on assimile une sociabilité associative très précoce.

Car, on le sait, l'agitation qui précède l'insurrection de 1831 n'est pas informelle. La revendication a été élaborée par la réflexion et l'organisation qui a mené cette société du Devoir mutuel, qui marque, sous la direction de Pierre Charvier, la naissance du mutualisme et dans laquelle se reconnaissent bientôt plusieurs centaines de « chefs d'atelier ». Elle se renforce encore entre les deux révoltes, parallèlement à celle des ferrandiers — du nom d'une étoffe — où se regroupent désormais les coupeurs. Et l'esprit associatif survit aux dissolutions, à la surveillance, à la répression pendant toute la monarchie de juillet. Plus que les promoteurs communistes ou républicains qui justifient aux yeux des autorités l'accusation permanente de conspiration, ce sont ces associations corporatives qui se développent et constituent sans doute l'originalité du milieu ouvrier soyeux. De fait, dès les années

Disposée par le ministère de l'ordre moral en 1875, elle réapparaît presque aussitôt sous le nom de Chambre syndicale des tisseurs. Quelques grèves, mal menées, l'affaiblissent ; très rapidement, et elle perd une partie de ses adhérents. Mais voilà que le relief est pris par une nouvelle chambre syndicale de l'Union des tisseurs et similaires de Lyon, en 1884, qui reprend la lutte pour le « tarif », forte de ses 10 000 adhérents.

Et le 6 juin 1885, après plusieurs semaines de vaines négociations, ses militants envahissent les bureaux des fabricants et les rues de la ville, imputant la réunion d'une commission mixte ou ouvriers et marchands-fabricants se mettent d'accord sur un tarif.

sont plus des trois quarts des 50 000 à 60 000 personnes occupées au tissage à la fin des années 1870 qui se font, se résorbent, dans une population lyonnaise qui accède sa croissance, mais la fonde sur d'autres activités.

**BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE**  
F. Rude, *L'insurrection lyonnaise de novembre 1831. Le mouvement ouvrier à Lyon de 1817-1837*, Paris, 1944, 2<sup>e</sup> édition, 1969.  
J. Benda, *Confessions d'un prolétaire*, présentée par M. Monod, Paris, 1968.  
M. Gardès, *Lyon et les Lyonnais au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, 1970.  
R. Bercaud, *The Lyon Uprising of 1834. Social and political conflict in early July Monarchy*, Cambridge, Mass., 1974.  
Y. Lucien, *Les Ouvriers de la région lyonnaise, 1848-1914*, 2 vol., Lyon, 1977.

**PORTO DIFEZ**

Mis en bouteille au Portugal

CHROVETTO CARMONA SA 229 rue St-Honoré-75001 PARIS

# Georges Dumézil

(Suite de la page XIII.)

— **Pénètre nous parlez de la Chine, vous avez écrit les dieux de Marcel Granet savait extraire, avec délicatesse et respect, la substance conceptuelle de textes au premier abord insignifiants vous insérez dans la**

— Les travaux de Granet aidant sans doute à se plonger dans la structure du Ying et du Yang. En un sens, ils m'ont aidé à trouver des modèles d'analyse pour Mitra et Varuna. La Chine nous apprend beaucoup sur les correspondances. J'avais une grande admiration pour Granet, même si celui-ci n'aimait guère mes premiers essais. Et de fait, c'est Sylvain Lévi qui m'a défendu à l'École pratique des hautes études.

— Vous avez aussi modifié notre intérêt pour Rome. Pendant longtemps — en son de l'administration pour les Grecs — on méprisait un peu ces latins.

— Moi aussi j'ai participé de cette croyance. J'ai même essayé de faire marcher ensemble la mythologie grecque et la mythologie indienne. Pourtant les Grecs sont en dehors de tout cela.

— Ces tentatives de la philosophie seraient-elles à nous exceptionnelles ?

— J'admire évidemment les Grecs. Il n'y a pas d'analyse où je ne relise l'*Iliade* et l'*Odyssée*. Mais professionnellement cela ne me sert pas beaucoup.

— Les Romains ont une passion ouverte à tous les dieux.

— Leurs premiers contacts avec les Etrusques ont été sans doute beaucoup marqués. Les Etrusques étaient les dieux de tous les côtés. Ils se sont aussi inspirés des Grecs qui sont arrivés.

— Les Romains ont une passion ouverte à tous les dieux.

— Leurs premiers contacts avec les Etrusques ont été sans doute beaucoup marqués. Les Etrusques étaient les dieux de tous les côtés. Ils se sont aussi inspirés des Grecs qui sont arrivés.

— Les Romains ont une passion ouverte à tous les dieux.

— Les Celtes sont des Indo-Européens, avec une division sociale moins nette que chez les Indiens. Ainsi, chez eux, on peut devenir druide sans être fils de druide. Mais la tripartition des fonctions est nette. Et les Saxons aussi, eux aussi, gardé quelque chose de cela.

— Pourrait la tripartition, qui disparaît une dizaine de siècles, y remédier. Et c'est une extraordinaire exigence historique et philosophique de la voir revenir émaner notre Moyen Âge.

— Cette question passionnante reste ouverte. L'origine des trois ordres — pour parler comme Duby — reste énigmatique. On a besoin de documents. Le mérite de Duby, c'est de retrouver des textes qui — au milieu du neuvième siècle — énoncent les trois ordres. Il en montre l'épousée, mais tout existait antérieurement. D'où cela vient-il ? D'Isidore de Séville ? Nous ne savons pas exactement. Mais je pense qu'Alcuin a eu une influence. On peut en cas faire l'hypothèse que se combine l'influence des Angles et des Saxons. Mais je ne crois pas beaucoup à la reviviscence de quelque chose qui se serait endormi et qui aurait réurgi.

— Vous avez aussi, et c'est un aspect de votre œuvre beaucoup moins connu, travaillé sur les Océanides, ces peuples du Caucase.

— J'ai découvert cela par hasard. Je suis très fier d'avoir sauvé une langue qui mourait, l'oubyk. Pour ma thèse, j'ai travaillé à Istanbul, et il m'était difficile de rester sur le terrain indo-européen. Je suis donc devenu intéressé aux langues du Caucase. En 1926, j'ai vu la première exposition consacrée aux peuples non russes de l'Union soviétique. J'ai été piqué par les légendes océanides traduites en russe. Une fois le livre débusqué, je suis rentré en Turquie, où j'ai rencontré des savants océanides. Sur le terrain, j'ai rencontré les derniers descendants de ces peuples. Travailler sur une langue et sur des traditions, c'était retrouver une culture, c'était aussi permettre d'aller à la constitution de grammaires comparées. Quand on veut faire des comparaisons, il faut au moins un troisième terme, un arbitre.

— Vous êtes — avec Lévi-Strauss — vous a repris à l'Association française — quelque chose qui l'a souvent accablé le concept de structure. Vous dites pourtant que vous préférez le terme de « stratifié » à celui de structure.

— Je n'ai jamais aimé les regroupements catégoriels. Rien n'est sûr, les parties n'expliquent pas l'ensemble et pourtant la considération de l'ensemble est nécessaire. Qu'en ont pensé les philosophes du terme structuralisme, je m'en déprends. Ainsi on ne trouve pas les trois fonctions partout, même si on peut en trouver des traces chez les Pueblos ou chez certains Africains. Ce qui m'intéresse, ce sont les structures précises de la tripartition. Je ne tire de là aucun terme de puissance, ni même de valeur. Je constate que les Indo-Européens ont balayé l'Europe, mais sans doute parce que leurs fonctions guerrières possédaient les tanks de l'époque les plus efficaces. C'est un accident de civilisation dont il ne faut pas tirer une supériorité intellectuelle. La Grèce, qui n'est pas organisée selon le modèle indo-européen, a réalisé le miracle que vous savez.

— Une dernière question un peu brutale. Hitler n'y a-t-il pas glissé les études indo-européennes en s'occupant, aussi horriblement et aussi fausement, des Indo-Européens ?

— Bien sûr, et il y a encore des gens qui confondent aryas — qui veut dire indo-iranien — et indo-européen. En fait, il faut se non prêter serin, essayer de ne pas faire de nous-mêmes à l'européen. Il n'y a rien de plus intéressant que le fait indo-européen. Vous savez, il y aurait une certaine mauvaise foi à traiter Bréal, Sylvain Lévi ou Benveniste d'antisémites. Etudier mes Indo-Européens, ce n'est pas prétendre leur décerner une quelconque supériorité.

— Les Celtes sont des Indo-Européens, avec une division sociale moins nette que chez les Indiens. Ainsi, chez eux, on peut devenir druide sans être fils de druide. Mais la tripartition des fonctions est nette. Et les Saxons aussi, eux aussi, gardé quelque chose de cela.

— Pourrait la tripartition, qui disparaît une dizaine de siècles, y remédier. Et c'est une extraordinaire exigence historique et philosophique de la voir revenir émaner notre Moyen Âge.

— Cette question passionnante reste ouverte. L'origine des trois ordres — pour parler comme Duby — reste énigmatique. On a besoin de documents. Le mérite de Duby, c'est de retrouver des textes qui — au milieu du neuvième siècle — énoncent les trois ordres. Il en montre l'épousée, mais tout existait antérieurement. D'où cela vient-il ? D'Isidore de Séville ? Nous ne savons pas exactement. Mais je pense qu'Alcuin a eu une influence. On peut en cas faire l'hypothèse que se combine l'influence des Angles et des Saxons. Mais je ne crois pas beaucoup à la reviviscence de quelque chose qui se serait endormi et qui aurait réurgi.

— Vous avez aussi, et c'est un aspect de votre œuvre beaucoup moins connu, travaillé sur les Océanides, ces peuples du Caucase.

— J'ai découvert cela par hasard. Je suis très fier d'avoir sauvé une langue qui mourait, l'oubyk. Pour ma thèse, j'ai travaillé à Istanbul, et il m'était difficile de rester sur le terrain indo-européen. Je suis donc devenu intéressé aux langues du Caucase. En 1926, j'ai vu la première exposition consacrée aux peuples non russes de l'Union soviétique. J'ai été piqué par les légendes océanides traduites en russe. Une fois le livre débusqué, je suis rentré en Turquie, où j'ai rencontré des savants océanides. Sur le terrain, j'ai rencontré les derniers descendants de ces peuples. Travailler sur une langue et sur des traditions, c'était retrouver une culture, c'était aussi permettre d'aller à la constitution de grammaires comparées. Quand on veut faire des comparaisons, il faut au moins un troisième terme, un arbitre.

— Vous êtes — avec Lévi-Strauss — vous a repris à l'Association française — quelque chose qui l'a souvent accablé le concept de structure. Vous dites pourtant que vous préférez le terme de « stratifié » à celui de structure.

— Je n'ai jamais aimé les regroupements catégoriels. Rien n'est sûr, les parties n'expliquent pas l'ensemble et pourtant la considération de l'ensemble est nécessaire. Qu'en ont pensé les philosophes du terme structuralisme, je m'en déprends. Ainsi on ne trouve pas les trois fonctions partout, même si on peut en trouver des traces chez les Pueblos ou chez certains Africains. Ce qui m'intéresse, ce sont les structures précises de la tripartition. Je ne tire de là aucun terme de puissance, ni même de valeur. Je constate que les Indo-Européens ont balayé l'Europe, mais sans doute parce que leurs fonctions guerrières possédaient les tanks de l'époque les plus efficaces. C'est un accident de civilisation dont il ne faut pas tirer une supériorité intellectuelle. La Grèce, qui n'est pas organisée selon le modèle indo-européen, a réalisé le miracle que vous savez.

— Une dernière question un peu brutale. Hitler n'y a-t-il pas glissé les études indo-européennes en s'occupant, aussi horriblement et aussi fausement, des Indo-Européens ?

— Bien sûr, et il y a encore des gens qui confondent aryas — qui veut dire indo-iranien — et indo-européen. En fait, il faut se non prêter serin, essayer de ne pas faire de nous-mêmes à l'européen. Il n'y a rien de plus intéressant que le fait indo-européen. Vous savez, il y aurait une certaine mauvaise foi à traiter Bréal, Sylvain Lévi ou Benveniste d'antisémites. Etudier mes Indo-Européens, ce n'est pas prétendre leur décerner une quelconque supériorité.

## LANGAGE

# Perles en tous genres

JACQUES CELLARD

L'HISTOIRE des mots pose parfois de sérieux problèmes au chercheur. Mais ce n'est rien à côté de celle des locutions, et souvent des plus familières. Antiquaire la langue : il va s'agir d'enfiler des perles, ou plutôt de ne pas en enlever une bagatelle inutile.

Première étape, il me semble : reconnaître ce qu'on a dit les dictionnaires pour bien fixer le sens de l'expression : sans perdre de vue cependant que ces dictionnaires, auxquels il arrive de se reporter, ne dispensent jamais de l'expérience personnelle de la langue.

Dans le cas présent, ils représentent tous à peu de choses près la définition donnée par Furetière en (sa ne nous rajeunisse pas) 1690 : « On dit proverbialement qu'on n'est pas venu pour enlever des perles pour dire qu'on n'est pas venu pour ne rien faire, ou pour faire peu de choses. » L'Académie (1842 puis 1878) précise avec grâce : « Pour nous amuser à des bagatelles, pour perdre notre temps à des choses frivoles, inutiles ; il faut nous occuper sérieusement. »

Littérature ajoute l'idée que celui qu'on soupçonne de « ne pas être

là pour enlever des perles », a en réalité quelque autre motif caché d'être. Les modernes, Larousse et Robert, parlent de « sottises », de « choses insignifiantes », de « futilités banales » : ce qui ne fait que glorifier Furetière et l'Académie. Le *Trésor de la langue française* a le main malheureux. Il définit « enlever des perles » par « n'être d'aucune utilité ». D'où il s'ensuit que : « Ce meuble n'est d'aucune utilité » peut se traduire en français familier par : « Ce meuble enfille des perles ».

Retenons en tout cas l'accord, sinon le consensus, sur le sens et sur l'emploi le plus souvent négatif de l'expression, dont la forme « caennique » est : le ne suis pas ici (nous ne sommes pas ici, on n'est pas ici) pour enlever des perles. D'explication, peu ou

## CONTE FROID

### Le don

Le chien qu'il avait recueilli était laid, mais il tenait à lui plus qu'à la promesse de son jeune. Avec de bonnes raisons : la veille des corvées, son chien, en trois fois l'abandon, lui donnait le dîner dans l'ordre.

JACQUES STERNBERG.

présentation d'un jeu innovant et peu conventionnel

## SCIENCES-PO

2 chemins de la science (par St. P.) en 1980

CEPES 27, 41, Ch.-Lafayette, 82, Nancy, 722-94-04 - 745-05-19

management supérieur privé

## un club pour ceux qui ont le goût et la passion des jeux de société ...

Créé par des passionnés de jeux de réflexion, le Bénédictine Game Club est une association sans but lucratif.

Ses amis se proposent de vous faire connaître, dans votre région, des amateurs de mêmes jeux que vous.

Dès cette année le Bénédictine Game Club organisera des tournois, des concours de trophées et récompensera les meilleurs créateurs de jeux nouveaux.

Pour tous renseignements, remplacez le coupon ci-joint et renvoyez-le à : Bénédictine Game Club, 76, bd Haussmann, 75008 Paris

## Bénédictine Game Club

DEMANDE D'ADHESION AU BÉNÉDICTINE GAME CLUB 76, bd Haussmann - 75008 Paris

Je désire adhérer gratuitement au BÉNÉDICTINE GAME CLUB

NOM ou ASSOCIATION

ADRESSE

مكتبة من الأصول

SCIENCES

# La lingua franca

PAUL CARO

On a fait beaucoup de bruit sur l'usage du français dans la science (1). Le fond de la question peut être l'objet d'un long débat. Quelques statistiques nouvellement parues (2) sur les articles publiés dans le domaine des sciences physico-chimiques peuvent être utilement versées au dossier.

L'analyse statistique porte sur les résumés publiés par le *Chemical Abstracts*, la bible des chercheurs, qui paraît chaque semaine sous forme d'échantillons de pages de 800 pages grand format. Ils reproduisent, en anglais, les résumés des articles parus dans la « littérature » scientifique mondiale : revues (12 728 en 1980), brevets (61 998 en 1980), rapports, livres, etc. Comme les rubriques sont très diversifiées, le domaine couvert va de la physique à la biologie. C'est donc une bonne représentation de la « science » en générale, quelque peu tronquée cependant du côté de la physique théorique et nucléaire, de l'électronique et de la médecine.

En 1980, 475 389 résumés d'articles et de brevets ont été publiés. La « production » littéraire de la science augmente actuellement de 3 % par an (8 % de 1950 à 1970). Depuis 1907, les chercheurs ont publié plus de neuf millions de documents scientifiques ! La répartition géographique de l'origine des travaux — c'est-à-dire par référence au pays où la recherche a été effectuée, et non par référence à la nationalité de la revue qui publie le travail — est la suivante, par

ordre d'importance pour 146 pays en 1980 : États-Unis, 26,2 % ; U.R.S.S., 19 % ; Japon, 10,4 % ; les deux Allemagnes ensemble, 7 % ; Grande-Bretagne, 5,9 % ; France, 4,2 %. Suivent l'Inde, le Canada, l'Italie, la Pologne, la Tchécoslovaquie, etc. En 1956, l'ordre était le même, mais les pourcentages différents : États-Unis, 28,4 % ; U.R.S.S., 13,5 % ; Japon, 10,4 % ; les deux Allemagnes, 8,4 % ; Grande-Bretagne, 7,5 % ; France, 6 %.

L'U.R.S.S. est passée par un maximum en 1975 avec une part de 24,6 %, alors presque égale à

celle de l'Amérique : la décroissance régulière observée depuis est difficile à expliquer. La part de la France est stable depuis 1965, mais le Japon a connu un creux (7 %) de 1960 à 1975. Le récent boom japonais dans la science et la technologie se traduit par une spectaculaire progression du nombre d'articles publiés depuis quelques années. La Chine, de son côté, contribue actuellement pour 0,7 % de la littérature scientifique mondiale, au lieu de 0,1 % en 1975. Parmi les autres indices de l'activité économique qu'apportent ces statistiques, on note que le Japon a produit en 1980 43,4 % des brevets analysés (40,4 % en 1975). L'Allemagne 12,1 % (20,3 % en 1975), les États-Unis 11,3 %, l'U.R.S.S. 9,7 %, la Grande-Bretagne 4,9 % (3,3 % en 1975), la France 4,1 % (5,9 % en 1975), alors qu'elle représentait 4 % en 1975.

Il y a donc une chute spectaculaire des départs de brevets d'ori-

gine française depuis cinq ou six ans, ce qui est très surprenant, puisque tout un système a été mis en place (ANVAR) justement pour aider et défendre les inventeurs français publics et privés. Il est vrai qu'une variation analogue s'observe pour l'Allemagne, et que les documents analysés se rapportent surtout au secteur chimie, fortement éprouvé par la crise. Si cela est, celle-ci semble s'observer pour l'Allemagne, et que les documents analysés se rapportent surtout au secteur chimie, fortement éprouvé par la crise. Si cela est, celle-ci semble s'observer pour l'Allemagne, et que les documents analysés se rapportent surtout au secteur chimie, fortement éprouvé par la crise.

## L'anglais en tête

Le morceau de choix est naturellement le classement des documents par langues. En 1980, l'anglais vient en tête : 64,7 % ! Ce qui est proportionnellement exorbitant, puisque, en 1961, il représentait « seulement » 43,3 % ! De plus, l'anglais progresse, et vite : (59,7 % en 1975). Ensuite vient le russe : 17,8 %, comme en 1961, après un maximum de 23,3 % en 1975. Puis le japonais : 5,2 %, en augmentation rapide (3 % en 1975) ; l'allemand : 4 %, au déclin total (12,3 % en 1961) ; le français : 2 %, son recul s'accroît (3 % en 1975, 5,2 % en 1961). Ferment la marche le polonais 1,1 % et l'italien 0,8 % (2,4 % en 1961). Les autres langues représentent, ensemble, 4,4 %. De la comparaison entre les langues utilisées et le pays d'origine des articles, on déduit aisément que 57 % des travaux allemands sont publiés en allemand, et que seulement 47 % des travaux effectués en France sont publiés en français, le reste l'étant très probablement en anglais. De même, 66 % des travaux italiens sont publiés en anglais. En 1960, le nombre d'articles publiés en allemand dépassait largement le nombre d'articles d'origine allemande, et le nombre d'articles écrits en français représentait 90 % du nombre des travaux effectués en France, mais, déjà, l'Italie publiait 40 % de ses recherches dans une langue étrangère.

Ces quelques chiffres montrent l'ampleur du transfert linguistique dans la science. La polarisation sur une langue commune, l'anglais, est un phénomène général, récent, et pas spécialement français. C'est un fait expérimental international dont les causes sont multiples.

(1) *Le Monde* 27 mai et du 8 juillet 1981.  
(2) *Chemical and Engineering News* du 1<sup>er</sup> juin 1981.

## ACTUELLES

### Pour la décentralisation

« L'inconcevable prétention d'embrasser dans les bureaux d'un ministre jusqu'aux moindres détails d'une administration répandue sur un vaste territoire, et de diriger les plus faibles opérations de tous les fonctionnaires avec la même précision que les affaires les plus importantes, a progressivement multiplié les contrôles, les écritures, et par conséquent le nombre des employés. Les frais qui en résultent pour le Trésor, la perte de temps et les embarras que tout cela cause aux citoyens, présentent une somme d'inconvénients tout à fait hors de proportion avec les minimes avantages de toutes ces formes, soi-disant protectrices. [...] »

« N'est-il pas évident que la nation ferait une double économie de temps et d'argent, par la suppression de tous ces contrôles sans efficacité véritable, inutile avec des administrateurs honnêtes et qui, avec des fripons, inspirent une sécurité trompeuse ? De ces paperasses qui encombrer les malles-postes pour aller s'entasser ensuite dans les archives des ministères ? »

« Les principes de la réforme à cet égard sont simples et fructueux, au premier chef, tout homme non prévenu qui veut se donner la peine d'y réfléchir. »

C'est là un résumé des idées, en la matière, de Thomas Jefferson, troisième président des États-Unis (1801-1809), résumé mis en tête d'une édition française de ses *Mélanges politiques et philosophiques*, Paris, 1833.

JEAN GURCHARD-MELL



## présence du futur

une collection qui mérite ses succès

0000

## PRIX APOLLO 1981

Kate Wilhelm le temps des genevriers

## GRAND PRIX DE LA SCIENCE-FICTION FRANÇAISE

serge brussolo vite en coupe d'une ville malade

## présence du futur

une collection en pleine maturité

0000

## denoël



Step-Arcadia Rénovation remplace vos vieilles fenêtres par des fenêtres neuves qui s'adaptent au bâtiment. Cette partie fine soignée au mur. Il n'y a donc aucun travail de maçonnerie à faire et vos peintures ou tapisseries restent intactes.

Step-Arcadia coupe des fenêtres au profil esthétique et moderne valant toute architecture ancienne ou contemporaine.

Step-Arcadia Rénovation fabrique et pose, sur mesures, des fenêtres en aluminium équipées d'un vitrage épais, double ou triple. L'isolation phonique (60 à 85 décibels) permet un confort acoustique égal à celui d'une maison de campagne.

Et avec les fenêtres Step-Arcadia, vous valorisez votre capital et vous faites des économies d'énergie. Vous pouvez déduire le coût de la rénovation, de vos revenus imposables, et payer moins d'impôts (loi 74.11.29 du 30.12.74).

Renseignez-vous, en retournant le coupon-réponse.

**COMMENT FAIRE ?**

1/ Remplissez le coupon-réponse et adressez-le à : **step**, 86, av. de la République, 92100 Nanterre.

2/ Vous recevrez le catalogue Arcadia Rénovation, un échiquier de vos fenêtres, un devis descriptif et un devis de prix. Vous pourrez ainsi comparer les devis et choisir la solution qui vous convient.

3/ Vous recevrez également un devis de prix pour la pose de vos fenêtres.

4/ Vous pouvez aussi vous adresser directement à : **step**, 86, av. de la République, 92100 Nanterre.

5/ Vous pouvez aussi vous adresser à : **step**, 86, av. de la République, 92100 Nanterre.

6/ Vous pouvez aussi vous adresser à : **step**, 86, av. de la République, 92100 Nanterre.

7/ Vous pouvez aussi vous adresser à : **step**, 86, av. de la République, 92100 Nanterre.

8/ Vous pouvez aussi vous adresser à : **step**, 86, av. de la République, 92100 Nanterre.

9/ Vous pouvez aussi vous adresser à : **step**, 86, av. de la République, 92100 Nanterre.

10/ Vous pouvez aussi vous adresser à : **step**, 86, av. de la République, 92100 Nanterre.

11/ Vous pouvez aussi vous adresser à : **step**, 86, av. de la République, 92100 Nanterre.

12/ Vous pouvez aussi vous adresser à : **step**, 86, av. de la République, 92100 Nanterre.

13/ Vous pouvez aussi vous adresser à : **step**, 86, av. de la République, 92100 Nanterre.

14/ Vous pouvez aussi vous adresser à : **step**, 86, av. de la République, 92100 Nanterre.

15/ Vous pouvez aussi vous adresser à : **step**, 86, av. de la République, 92100 Nanterre.

16/ Vous pouvez aussi vous adresser à : **step**, 86, av. de la République, 92100 Nanterre.

17/ Vous pouvez aussi vous adresser à : **step**, 86, av. de la République, 92100 Nanterre.

18/ Vous pouvez aussi vous adresser à : **step**, 86, av. de la République, 92100 Nanterre.

19/ Vous pouvez aussi vous adresser à : **step**, 86, av. de la République, 92100 Nanterre.

20/ Vous pouvez aussi vous adresser à : **step**, 86, av. de la République, 92100 Nanterre.

21/ Vous pouvez aussi vous adresser à : **step**, 86, av. de la République, 92100 Nanterre.

22/ Vous pouvez aussi vous adresser à : **step**, 86, av. de la République, 92100 Nanterre.

23/ Vous pouvez aussi vous adresser à : **step**, 86, av. de la République, 92100 Nanterre.

24/ Vous pouvez aussi vous adresser à : **step**, 86, av. de la République, 92100 Nanterre.

25/ Vous pouvez aussi vous adresser à : **step**, 86, av. de la République, 92100 Nanterre.

26/ Vous pouvez aussi vous adresser à : **step**, 86, av. de la République, 92100 Nanterre.

27/ Vous pouvez aussi vous adresser à : **step**, 86, av. de la République, 92100 Nanterre.

28/ Vous pouvez aussi vous adresser à : **step**, 86, av. de la République, 92100 Nanterre.

29/ Vous pouvez aussi vous adresser à : **step**, 86, av. de la République, 92100 Nanterre.

30/ Vous pouvez aussi vous adresser à : **step**, 86, av. de la République, 92100 Nanterre.

31/ Vous pouvez aussi vous adresser à : **step**, 86, av. de la République, 92100 Nanterre.

32/ Vous pouvez aussi vous adresser à : **step**, 86, av. de la République, 92100 Nanterre.

33/ Vous pouvez aussi vous adresser à : **step**, 86, av. de la République, 92100 Nanterre.

34/ Vous pouvez aussi vous adresser à : **step**, 86, av. de la République, 92100 Nanterre.

35/ Vous pouvez aussi vous adresser à : **step**, 86, av. de la République, 92100 Nanterre.

36/ Vous pouvez aussi vous adresser à : **step**, 86, av. de la République, 92100 Nanterre.

37/ Vous pouvez aussi vous adresser à : **step**, 86, av. de la République, 92100 Nanterre.

38/ Vous pouvez aussi vous adresser à : **step**, 86, av. de la République, 92100 Nanterre.

39/ Vous pouvez aussi vous adresser à : **step**, 86, av. de la République, 92100 Nanterre.

40/ Vous pouvez aussi vous adresser à : **step**, 86, av. de la République, 92100 Nanterre.

41/ Vous pouvez aussi vous adresser à : **step**, 86, av. de la République, 92100 Nanterre.

42/ Vous pouvez aussi vous adresser à : **step**, 86, av. de la République, 92100 Nanterre.

43/ Vous pouvez aussi vous adresser à : **step**, 86, av. de la République, 92100 Nanterre.

44/ Vous pouvez aussi vous adresser à : **step**, 86, av. de la République, 92100 Nanterre.

45/ Vous pouvez aussi vous adresser à : **step**, 86, av. de la République, 92100 Nanterre.

46/ Vous pouvez aussi vous adresser à : **step**, 86, av. de la République, 92100 Nanterre.

47/ Vous pouvez aussi vous adresser à : **step**, 86, av. de la République, 92100 Nanterre.

48/ Vous pouvez aussi vous adresser à : **step**, 86, av. de la République, 92100 Nanterre.

49/ Vous pouvez aussi vous adresser à : **step**, 86, av. de la République, 92100 Nanterre.

50/ Vous pouvez aussi vous adresser à : **step**, 86, av. de la République, 92100 Nanterre.

51/ Vous pouvez aussi vous adresser à : **step**, 86, av. de la République, 92100 Nanterre.

52/ Vous pouvez aussi vous adresser à : **step**, 86, av. de la République, 92100 Nanterre.

53/ Vous pouvez aussi vous adresser à : **step**, 86, av. de la République, 92100 Nanterre.

54/ Vous pouvez aussi vous adresser à : **step**, 86, av. de la République, 92100 Nanterre.

55/ Vous pouvez aussi vous adresser à : **step**, 86, av. de la République, 92100 Nanterre.

56/ Vous pouvez aussi vous adresser à : **step**, 86, av. de la République, 92100 Nanterre.

57/ Vous pouvez aussi vous adresser à : **step**, 86, av. de la République, 92100 Nanterre.

58/ Vous pouvez aussi vous adresser à : **step**, 86, av. de la République, 92100 Nanterre.

59/ Vous pouvez aussi vous adresser à : **step**, 86, av. de la République, 92100 Nanterre.

60/ Vous pouvez aussi vous adresser à : **step**, 86, av. de la République, 92100 Nanterre.

61/ Vous pouvez aussi vous adresser à : **step**, 86, av. de la République, 92100 Nanterre.

62/ Vous pouvez aussi vous adresser à : **step**, 86, av. de la République, 92100 Nanterre.

63/ Vous pouvez aussi vous adresser à : **step**, 86, av. de la République, 92100 Nanterre.

64/ Vous pouvez aussi vous adresser à : **step**, 86, av. de la République, 92100 Nanterre.

65/ Vous pouvez aussi vous adresser à : **step**, 86, av. de la République, 92100 Nanterre.

66/ Vous pouvez aussi vous adresser à : **step**, 86, av. de la République, 92100 Nanterre.

67/ Vous pouvez aussi vous adresser à : **step**, 86, av. de la République, 92100 Nanterre.

68/ Vous pouvez aussi vous adresser à : **step**, 86, av. de la République, 92100 Nanterre.

69/ Vous pouvez aussi vous adresser à : **step**, 86, av. de la République, 92100 Nanterre.

70/ Vous pouvez aussi vous adresser à : **step**, 86, av. de la République, 92100 Nanterre.

71/ Vous pouvez aussi vous adresser à : **step**, 86, av. de la République, 92100 Nanterre.

72/ Vous pouvez aussi vous adresser à : **step**, 86, av. de la République, 92100 Nanterre.

73/ Vous pouvez aussi vous adresser à : **step**, 86, av. de la République, 92100 Nanterre.

74/ Vous pouvez aussi vous adresser à : **step**, 86, av. de la République, 92100 Nanterre.

75/ Vous pouvez aussi vous adresser à : **step**, 86, av. de la République, 92100 Nanterre.

76/ Vous pouvez aussi vous adresser à : **step**, 86, av. de la République, 92100 Nanterre.

77/ Vous pouvez aussi vous adresser à : **step**, 86, av. de la République, 92100 Nanterre.

78/ Vous pouvez aussi vous adresser à : **step**, 86, av. de la République, 92100 Nanterre.

79/ Vous pouvez aussi vous adresser à : **step**, 86, av. de la République, 92100 Nanterre.

80/ Vous pouvez aussi vous adresser à : **step**, 86, av. de la République, 92100 Nanterre.

81/ Vous pouvez aussi vous adresser à : **step**, 86, av. de la République, 92100 Nanterre.

82/ Vous pouvez aussi vous adresser à : **step**, 86, av. de la République, 92100 Nanterre.

83/ Vous pouvez aussi vous adresser à : **step**, 86, av. de la République, 92100 Nanterre.

84/ Vous pouvez aussi vous adresser à : **step**, 86, av. de la République, 92100 Nanterre.

85/ Vous pouvez aussi vous adresser à : **step**, 86, av. de la République, 92100 Nanterre.

86/ Vous pouvez aussi vous adresser à : **step**, 86, av. de la République, 92100 Nanterre.

87/ Vous pouvez aussi vous adresser à : **step**, 86, av. de la République, 92100 Nanterre.

88/ Vous pouvez aussi vous adresser à : **step**, 86, av. de la République, 92100 Nanterre.

89/ Vous pouvez aussi vous adresser à : **step**, 86, av. de la République, 92100 Nanterre.

90/ Vous pouvez aussi vous adresser à : **step**, 86, av. de la République, 92100 Nanterre.

91/ Vous pouvez aussi vous adresser à : **step**, 86, av. de la République, 92100 Nanterre.

92/ Vous pouvez aussi vous adresser à : **step**, 86, av. de la République, 92100 Nanterre.

93/ Vous pouvez aussi vous adresser à : **step**, 86, av. de la République, 92100 Nanterre.

94/ Vous pouvez aussi vous adresser à : **step**, 86, av. de la République, 92100 Nanterre.

95/ Vous pouvez aussi vous adresser à : **step**, 86, av. de la République, 92100 Nanterre.

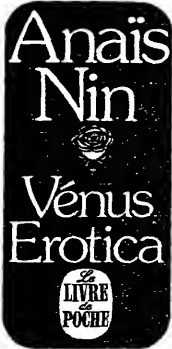
96/ Vous pouvez aussi vous adresser à : **step**, 86, av. de la République, 92100 Nanterre.

97/ Vous pouvez aussi vous adresser à : **step**, 86, av. de la République, 92100 Nanterre.

98/ Vous pouvez aussi vous adresser à : **step**, 86, av. de la République, 92100 Nanterre.

99/ Vous pouvez aussi vous adresser à : **step**, 86, av. de la République, 92100 Nanterre.

100/ Vous pouvez aussi vous adresser à : **step**, 86, av. de la République, 92100 Nanterre.



## POÉSIE

### Jean-Pierre VERHEGGEN

Jean-Pierre Verheggen vit dans la province de Namur, en Belgique. Auteure de radio il a publié notamment la *Grande Histoire* (Fayard), le *Degré Zéro de l'écriture et l'écriture du Terrible* (Bourgois). En 1981, on a pu lire *Ve et mort* poétique de Mame Mao, chez P.O.L. Hachette. Il a collaboré aux revues *T.X.T.*, *Dirty*, le *Boat des Bordes*, *Art-Press*.

## Le Naufrage du Litanique

C'est la Bande à Canot !  
C'est celui qu'a une blessure près de son cerveau !  
C'est mon homme !  
C'est Algue Capone !  
C'est l'Commandant Couteau entre les dents !  
C'est la Faust à personne !  
C'est Rectumny Tuller, l'infamant !  
C'est Lapin (deux concerts) des haricots !  
C'est le bruit de mes entrailles !  
C'est eux !  
C'est Madame Bruiertfly !  
C'est pareil !  
C'est l'Beau Danusse Bleu !  
C'est la Morie qu'était trop belle !  
C'est Buffalo Bielle !  
C'est Océandrilion !  
C'est elle ! C'est Mimi Rapinson Cruod !  
C'est patraque ! C'est raté !  
C'est les Sirènes qui font encore un mauvais jeu de mots [pompiers !]

C'est les masses !  
C'est le Capitaine Tracasse !  
C'est le foushhhh furax !  
C'est Harpon Marx Brother !  
C'est ma cuir qu'a cassé le marxisme à vapeur !  
C'est le pied ! C'est le cri du cœur !  
C'est ma souliers !  
C'est ma jambe qui m'gène !  
C'est les enfants du Capitaine Grantgrène !  
C'est Halsa Jogging !  
C'est pour me faire marcher !  
C'est l'Enlèvement des Sardines !  
C'est le P'tit Nane qui n'avait ja-ja-jamais navigué !  
C'est la purée de Moi !  
C'est quand il me tient dans ses bras, qu'il me parle [tout bas !]

C'est Régate Kautzky, la femme du renégat !  
C'est Noir Cacadou, le danseur chic chocolat !  
C'est l' distributeur automatique de guano !  
C'est l'iperyary piano !  
C'est stranger in the naure !  
C'est les chudres géantes 5 zéros !  
C'est l'coma qui fait come back !  
C'est Tzarathoustra !  
C'est l' Démangeaison d'midi !  
C'est Mac Mahon s'exclamant : que n'ea ! que n'ea !  
C'est Porno ! C'est Permis !  
C'est l' Canal de Furano !  
C'est celui qui haitaine en attendant son Codelureau !  
C'est l'Équifrague du Printemps !  
C'est Tzarazan !  
C'est Noël qui arche arche au pas cadencé !  
C'est franchement mauvais !  
C'est pire ! C'est l'Avenir qui fait ah ! ah ! ah !  
C'est l'incontinent qui n'a pas pu se retenir !  
C'est le Patoué fere !  
C'est l'Grand Sautou !  
Ce n'est pas dans les livres !  
C'est l'Brailleur qui se fait de plus en plus épais !  
Ce n'est qu'un ax revoir mes frères !  
C'est Achab Seltzer qui digère c'qu'il a mangé !  
C'est Rose-Marie !  
C'est toi ma petite folie !  
C'est la quide !  
C'est ti, une barre, deux traits, toc-toc !  
C'est l' Cocktail Morseloton !  
C'est l' type qu'a fait dans ses culottes-golf !  
C'est styz-styz, le Nocher !  
C'est l'Capitaine Crochet radiophonique !  
C'est l'Kon-Tikichotte !  
C'est lui !  
C'est la mode !  
C'est l' dernier Christ !  
C'est Quéquod !  
C'est ça !  
C'est ça !  
C'est l'Fiontème de Kafka !

Extrait inédit du *Naufrage du Litanique*.







## Nouvelle SINISTROSE

Par PIERRE SINIAC

**L**A petite ville était grise, morte, reterroquillée sur elle-même. Trempée par une pluie tenace qui tombait depuis plusieurs jours, elle faisait penser à une serpille qu'on eût jetée là, entre la forêt clairsemée et la voie de chemin de fer, une nappe noire et glauque étendue sur l'incommensurable tapis d'herbe poilé.

Le torillard, un omnibus poussé aux wagons ternes et rouillés dont le voyage dans la brume n'avait été qu'un long grincement plaintif, s'arrêta à 17 h. 12 dans la gare, au bâtiment étroit en briques posé au bord des rails, traversé par un courant d'air humide et où un type affecté à la distribution des billets s'ennuyait dans un bureau aux parois de verre.

Houssiot fut le seul voyageur à descendre du train.

Il était vêtu de son insublime imper molletonné vert bottelle, acheté onze ans plus tôt chez Si-grand, à Paris, coiffé de son petit chapeau beige incliné sur le nez, et baladait au bout de son bras raide et fatigué une valise dont les six faces tenaient avec des bouts de sparadrap.

Houssiot n'était plus qu'un vieux fic usé, flapi, en fin de course, au bout du rouleau, revenu de trente-six mille crimes et autres affaires louches qui ne lui avaient rien apporté, rien appris, ou si peu de chose.

Viré de la police, saqué d'une flopée d'agences de détectives privées, d'officiers fouille-poubelles à la boutte de bottings, il continuait, s'acharnant à fourrer son nez pique-croûtes dans des mélos sanglants.

A peine eut-il posé le pied au sol — une chaussure avachée qui fit flac-flac sur le quai mouillé — que le torillard repartit en jetant un coup de sifflet lugubre, sorte de crâ d'agonie dans la pluie.

Houssiot se traîna jusqu'au bistrot aux vitres verdâtres qui moisissaient de l'autre côté de la place, aussi morle que son vieil aquarium sans poissons.

Y entra. Les sept ou huit clients étirés à des tables avaient tous une sale gueule. Les yeux tristes et méfians qui se posèrent sur le fic à la dérive avaient la spongiosité de limaces venant de mariner dans de la boue liquide.

Houssiot referma la porte. Restait sa place. La perspective d'aller plus loin lui flaquait la nuque. Vraiment, dans ce bistrot, il n'y avait rien de gai.

Passons sur la bobine fadasse et haineuse des consommateurs. Le patron, debout, derrière son comptoir, rond et blafard — naturellement, monsieur avait une tête avec bêt — ressemblait à un veau mort-né. Il fit couler sur Houssiot un regard gluant comme de la gelée de feuilles mortes. Le fic eut la vague impression qu'un machabée l'invitait à venir rigoler un moment dans son caveau.

Que faire ? Effectuer un demi-tour et aller traîner la patte sous la pluie, visiter ce bled-cimetière qu'il avait vu de la fenêtre du train : une suite de maisons mortes, grisâtres, aux murs lézardés comme des vies ratées, percées de rues étroites et vides aussi marrantes que des tunnels de mètre désaffectés ?

Il poussa un soupir. Alla devant le comptoir. Ne leva pas les yeux, car il ne voulait pas que ceux-ci croisent les billes couleuses de sperme qui naviguaient dans la face blême vert du mastroquet.

Tout était déprimant. Ici et dehors.

Dire qu'il allait lui falloir faire un boulot dans ce décor barloche.

Il en aurait à peu près pour deux semaines.

Deux semaines à se morfondre là-dedans, la neurasthénie déjà posée sur ses épaules, comme un linge glacé sorti d'une lessiveuse de neige sale.

C'était le tarif. Deux semaines environ. L'attente du crime. L'enquête sur le crime. L'arrestation du coupable, le

turbine pour arracher les ayeux, puis le repars.

Quatre jours de repos, de rigolade dans une ville marrante — il en restait quatre ou cinq — puis je reprends le collier, je replonge sur un nouveau crime — ou en commettait pas mal, de puis quelque temps.

Il toussa pour s'éclaircir la voix, demanda une bière.

Le liquide glacé lui retourna l'estomac, et il faillit expédier sur le comptoir le veau aux nouilles, qu'il avait bouloté à midi au buffet de la gare de la Souterraine, un local, soit dit en passant, presque aussi poissant que ce bistrot.

Il rêvait de paysages méridionaux, secs et ensoleillés, de jolies filles, de gens gais et amiables, de couleurs vives, de chants d'oiseaux. Et puis il sortait de sa rêverie et, derrière la masse lerte et grisâtre — le cafetier — ce type était vivant, c'était le plus beau — dans la glace, il voyait les visages cadavériques et recouverts dans leur malchance des types qui se trouvaient là, attendant Dieu sait quoi, sans doute la nuit qui envelopperait toute la gauché du décor, ou tire un trait là-dessus, demain ça sera peut-être plus tardant.

La bière lui avait tellement refroidi le ventre qu'il faillit demander un café. Mais il renouça à ce désir insensé. Ici, le café ne pouvait être que tiède, épais, sur fond gris, trop sucré et assez costaud pour maintenir verticale la petite cuiller fichée dedans. Petite cuiller dégoûtante, évidemment, avec incrustations de plaques de mare de caou.

Bien que visité par une envie pressante, il n'osa même pas se rendre aux gogues. Quand, dans un estaminet sinistre, la bière est algre et glacée, le café gris et noir et incomplètement liquide et le bêt du patron aussi immaculé qu'une âme d'affairiste, les tasses ne peuvent qu'être ignobles, avec chassé d'eau prise en étau dans les stalactites.

Il trempa ses lèvres pâles et sèches dans la bière. Elle était sans mousse et glacée. Sûre. Agre. A croire qu'on avait pissé dedans. Mais pas ce matin. Non. Un mois plus tôt. Ça sera meilleur, comme dirait l'autre.

Comme le veau mort-né glacial Houssiot, avec ses yeux livides et aussi expressifs que des rivets de locomotive, le fic n'osa pas renoncer à avaler sa tubine.

Houssiot se sentait décomposé, déprimé. Tout ça avait de commencer le boulot. Hé ! oui. C'était pas la joie du temps libre.

Le silence régnait dans le bistrot. Pas un bruit. Pas une parole. Tout le monde la bouclait. Houssiot aurait voulu dire quelque chose. N'importe quoi. Un boo mot, tiens. Histoire de voir l'effet que ça ferait dans ce café. La figure du cafetier était tellement pâle, tellement blanche que ça éblouait le fic. Et le plus beau, c'est qu'il n'arrivait pas à décoller ses yeux de la face neigeuse du débitant de bière sûr et glaciale. L'autre le regardait aussi. Ils se regardèrent. Aucune pression particulière dans ces regards plantés l'un dans l'autre, comme des épées froides et rouillées croisées pour un ne sait quel combat de vers blancs, de bestioles molles, de staphylyns en plein état second. Quelque chose d'horrible se produisit.

Qui retourna comme une crêpe le cœur de Houssiot, et la platée de veau aux nouilles se fit — roux-combaluzier — dans son estomac trop large, un paquet mou mou, redondant, et le fic ne put retenir un rot aussi dégingant qu'un borborygme de bande magnétique cassée. Reçu-en-rggg.

Rou-en-rggg, répondit Du-veau, rotant aussi, une communication humaine s'échouait, y avait un mieux.

Qu'est-ce qu'on pourrait bien se dire, après ça ?

Houssiot chercha. Ne trouva pas.

Dans son dos, des morts assis trempaient leurs lèvres liquides dans des beuveries bière, qui s'écoulaient comme des

mares à purin dans des verres douteux.

Il commençait à en avoir sa charge de ces enquêtes funèbres. Et ça se passait toujours dans des bleds qui ne figuraient même pas sur les cartes, on prétend qu'il en existe. Et c'était immanquablement des gens sales et liquides, en regard franc comme des auréoles de draps d'hôtel de buidême ordre qu'il fallait interroger. Des résidus humains qui vous répondaient par des ricanements, des ruts, des pots, des raclements de gorge, à tel point que, lorsqu'ils arrivaient à flécher un mot intelligible, on avait envie de se jeter dessus, de le mettre en boîte et de se le garder pour se le récouter un long moment avant de s'endormir, comme pour une petite musique de vie.

Ca ! pour le dialogue, faisaient patienter.

Il avait voulu être fic.

En ! bien. Ça y était, il était fic. Et depuis un bail. Et les cadavres les plus salés de l'Hexagone — des corps qui n'intéressaient même pas les vrais policiers, tant le tapis de fange, liouou crapoteux qui les recouvrait était épais — sur lesquels il devait se pencher auraient rendu clipepeux les rats géants du grand collectionneur.

Fic. Mais pas au service de la police. Pas même d'une agence de police privée. Non, ses employeurs c'étaient des anonymes ; de vieux types très riches mais à l'esprit complètement dérangé qui s'intéressaient aux super-asilets, à des crimes si noirs qu'on n'y trouvait même pas une goutte de sang, petite vermineille qui leur eût donné un brin de gaieté.

Le boss — le genre conspirateur florentin, adonné le vice et le compliqué — dans son château dressé au milieu d'un marécage, lui avait tendu un bout de papier. Négligemment, d'une main ramollie, étreignant aucun os à l'intérieur. Une main qui ressemblait à un capot hydrolique. Une main fatiguée. Elle se pose sur une fleur, la fleur se fane aussitôt.

Dans la paluche — un paquet d'ascotics endormis, cette pogne — un bout de papier. Pas tant. Non. Collé. Un fragment de perles, comme collé à-dessous, comme un vieux lambeau d'affiche adhérent à un mur malade de bouillie désertique, au bout du monde.

Lisez. Les renseignements que vous désirez, avait dit le proprio de la main minfesse.

Houssiot avait posé un gill mort sur le papier. Avant même de lire il savait ce qu'on avait griffonné là. Un nom de bled. Avec un peu de chance, un crime doit y être commis. Vous attendrez bien gentiment que le forfait ait eu lieu. Et puis, après, ma foi, vous enquêtrerez. Pouvez disposer.

On lui avait remis une somme d'argent. Ses frais d'enquête à la manque. De quoi tenir deux ou trois semaines, sur place, le temps de faire son petit boulot de charcutier de vétille. Une vérité qu'il allait encore devoir extraire à l'aide d'une baguette, qu'il allait devoir sortir d'un joyeux tas de mélasse.

Et, après ça, il aurait à peine le temps de se laver les mains. Il faudrait repartir sur une autre enquête.

(Lire la suite page XIV.)

COUVERTS ORFÈVRE

FRANOR

2701 PARIS